Fonds de recherche du Québec – Santé

RAPPORT ANNUEL DE GESTION 2012-2013

Québec

TABLE DES MATIÈRES

LETTRE AU MINISTRE	3
DÉCLARATION ATTESTANT LA FIABILITÉ DES DONNÉES ET DES CONTRÔLES AFFÉRENTS	5
PARTIE 1 : LE FONDS EN BREF	7
PARTIE 2 : L'ANNÉE EN BREF	13
PARTIE 3 : LES RÉSULTATS	17
PARTIE 4 : L'APPLICATION DES EXIGENCES LÉGISLATIVES ET L'UTILISATION DES RESSOURCES	59
PARTIE 5 : LES ÉTATS FINANCIERS 2012-2013	61
PARTIE 6 : LES ANNEXES	77

*Dans ce document, le genre masculin désigne aussi bien les femmes que les hommes.

LETTRE AU MINISTRE

Monsieur Pierre Duchesne
Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, de la Science et de la Technologie

Monsieur le Ministre,

Au nom des membres du conseil d'administration, nous avons l'honneur de vous soumettre le rapport annuel de gestion 2012-2013 du Fonds de recherche du Québec – Santé (FRQS). Nous vous présentons dans ce rapport les principaux résultats atteints cette année au regard des objectifs du plan d'action 2012-2013. La consultation et la réflexion pour l'élaboration du prochain plan stratégique figurent parmi les faits saillants de l'année. Le Fonds a également joué un rôle-conseil de premier plan pour la promotion et le financement de la recherche en santé dans le cadre de la préparation de la future Politique nationale de la recherche et de l'innovation.

Au chapitre des principales réalisations, nous portons votre attention sur l'augmentation du soutien à la formation grâce aux crédits de la Stratégie québécoise de la recherche et de l'innovation, en plus de l'appui indéfectible à la relève scientifique par l'octroi de bourses aux jeunes chercheurs et par le support financier accordé aux centres, aux groupes et aux réseaux de recherche. Le FRQS a contribué à l'excellence et au rayonnement des chercheurs québécois en assumant le leadership du développement de grandes stratégies de recherche sur le plan national et en établissant de nouvelles ententes avec des partenaires publics, caritatifs et privés. Sur le plan international, le FRQS a renforcé ses collaborations avec des partenaires européens, en plus de lancer un programme de recherche avec la *National Natural Science Foundation* de Chine. Cette année a aussi été caractérisée par une tournée des centres et groupes de recherche par l'équipe de direction et par une consultation de la communauté scientifique.

En termes de réalisations de nature intersectorielle, notons l'attribution des prix Étudiants-Chercheurs étoiles; l'organisation de forums de réflexion sur des thématiques visant à préciser les priorités de recherche et à initier de grands projets intersectoriels; la création de comités interFonds pour une meilleure synergie de l'action des Fonds; l'harmonisation du modèle de gouvernance et l'intégration en cours des services administratifs des trois Fonds de recherche; l'élaboration d'une vitrine Web sur les retombées de la recherche intitulée *Le Québec en recherche*.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de notre très haute considération.

Le scientifique en chef du Québec,

Rémi Quirion, OC, Ph. D., CQ, MSRC

Le directeur scientifique,

Renaldo Battista, M.D., M.P.H., Sc.D., F.R.C.P. (C)

DÉCLARATION ATTESTANT LA FIABILITÉ DES DONNÉES ET DES CONTRÔLES AFFÉRENTS

L'information contenue dans le présent *Rapport annuel de gestion 2012-2013* relève de notre responsabilité. Celle-ci porte sur la véracité de l'information qui y est présentée, ainsi que sur la fiabilité des contrôles s'y rapportant.

Ce *Rapport annuel de gestion 2012-2013* décrit fidèlement la mission, les orientations stratégiques et les axes d'intervention du Fonds de recherche du Québec – Santé. Il fait aussi état des objectifs, des indicateurs et des résultats obtenus pour cette année.

Aussi, nous déclarons que les données contenues dans le présent rapport, ainsi que les contrôles afférents à ces données sont exacts et fiables, et qu'ils correspondent à la situation telle qu'elle se présentait le 31 mars 2013.

Le scientifique en chef du Québec,

Rémi Quirion, OC, Ph. D., CQ, MSRC

Le directeur scientifique,

Renaldo Battista, M.D., M.P.H., Sc.D., F.R.C.P. (C)

PARTIE 1

LE FONDS EN BREF

AVANT-PROPOS

Le Fonds de recherche du Québec – Santé est un organisme à but non lucratif instauré en vertu de la Loi sur le Loi sur le ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation (L.R.Q., chapitre M-30.01). Le Fonds est mandataire du gouvernement du Québec et est dirigé par un conseil d'administration dont les membres sont nommés par arrêté en conseil.

Le 1er juillet 2011, entrait en vigueur du projet de loi 130 visant à restructurer certains organismes et fonds gouvernementaux, dont les trois Fonds subventionnaires du Québec, soit les Fonds de recherche du Québec – Santé, Société et culture, Nature et technologies, qui sont désormais regroupés sous une bannière commune « Fonds de recherche du Québec ». Ainsi, l'appellation Fonds de la recherche en santé du Québec est remplacée par Fonds de recherche du Québec – Santé. Les trois Fonds conservent cependant leur mission respective.

La création du Fonds de recherche du Québec et du poste de scientifique en chef du Québec fût annoncée en juin 2010 dans le cadre de la Stratégie québécoise de la recherche et de l'innovation (SQRI) 2010-2013. Cette refonte vise principalement à établir une direction forte en matière de soutien et de promotion de la recherche québécoise et ainsi de mieux positionner le Québec sur la carte de la science dans le monde. Elle vise également à favoriser et accroître les synergies et les partenariats entre les différents secteurs de recherche.

Notons aussi que le 19 septembre 2012, à la suite de la formation du nouveau Conseil des ministres, le ministre Pierre Duchesne s'est vu confier la responsabilité du ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, de la Science et de la Technologie (MESRST). L'enseignement supérieur relevait avant cette date du ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport (MELS) alors que les volets « recherche », « science » et « technologie » étaient issus de l'ancien ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation (MDEIE).

MANDAT

Pionnier au Canada et au Québec, le FRQS est l'organisme subventionnaire québécois responsable de promouvoir et d'aider financièrement la recherche en santé dans tous ses aspects, du fondamental jusqu'aux services de santé, et ce, depuis près de 50 ans. De plus, le mandat que lui confère le gouvernement du Québec englobe l'appui à la formation de chercheurs et de la relève par l'attribution de bourses d'excellence et de soutien des chercheurs en santé et à leur infrastructure. Le FRQS joue un rôle primordial de catalyseur dans l'établissement de partenariats notamment avec les universités, les établissements du réseau de la santé, les ministères et les organisations des secteurs public et privé impliqués dans la recherche et l'innovation en santé. Il promeut et aide financièrement la diffusion des connaissances de la recherche en santé, participant au rayonnement de la science francophone. Relevant du MESRST, le FRQS met en œuvre les stratégies gouvernementales en matière de recherche en santé humaine telles que définies par la SQRI.

Le FRQS alloue chaque année près de 100 millions $ en bourses et en subventions à la recherche publique en santé humaine, tant aux universités qu'aux centres de recherche du réseau de la santé, quelle que soit la méthodologie (fondamentale, clinique, épidémiologique, en santé publique, sur les services de santé et sur les aspects sociaux de la santé). Pour accomplir sa mission et maximiser les retombées économiques et sanitaires de la recherche, le FRQS investit dans :

- l'appui des chercheurs et des étudiants performants
- le soutien aux regroupements de chercheurs (centres, groupes, réseaux)
- la valorisation de l'excellence, de l'innovation et la diffusion des connaissances
- la responsabilité sociale et les pratiques éthiques
- la synergie et le partenariat

MISSION

La mission du FRQS est de contribuer au développement de la recherche scientifique et technologique dans le domaine de la santé des personnes et des populations et de participer au développement économique du Québec.

Tel que libellé par la loi (L.R.Q., chapitre M-30.01), le FRQS a pour fonctions :

- de promouvoir et d'aider financièrement l'ensemble de la recherche sur la santé, y compris la recherche fondamentale, clinique, épidémiologique, la recherche en santé publique et la recherche sur les services de santé;
- de promouvoir et d'aider financièrement la diffusion des connaissances dans les domaines de la recherche sur la santé;
- de promouvoir et d'aider financièrement la formation de chercheurs par l'attribution de bourses d'excellence aux étudiants des 2e et 3e cycles universitaires et aux personnes qui effectuent des recherches postdoctorales ainsi que par l'attribution de bourses de perfectionnement aux personnes qui désirent réintégrer les circuits de la recherche;
- d'établir tout partenariat nécessaire, notamment avec les universités, les collèges, les établissements du réseau de la santé, les ministères et les organismes publics concernés.

DOMAINES ET OBJETS DE RECHERCHE

- Appareil locomoteur et arthrite
- Cancer
- Génétique humaine
- Maladies infectieuses et immunitaires
- Neurosciences, santé mentale et toxicomanies
- Nutrition et métabolisme
- Santé circulatoire et respiratoire
- Santé de la mère, des enfants et des adolescents
- Santé des populations
- Santé différentielle des sexes
- Services de santé
- Vieillissement

STRUCTURE ORGANISATIONNELLE

* Services partagés entre les trois Fonds de recherche.

RÉPARTITION DE L'EFFECTIF AU 31 MARS 2013
ÉQUIVALENT TEMPS COMPLET

Effectifs relevant du budget du FRQS	Personnel d'encadrement	Personnel professionnel	Personnel de soutien	Total
Bureau du scientifique en chef	3,3	6,7	8,7	18,7
Direction scientifique	3	11*	8	22
Total	**6,3**	**17,7**	**16,7**	**40,7**

*Incluant 5 conseillers scientifiques équivalents à temps complet

CONSEIL D'ADMINISTRATION
au 31 mars 2013

Rémi Quirion
Président du C. A.
Scientifique en chef
Fonds de recherche du Québec

Christiane Ayotte
Professeure
Institut Armand Frappier

Renaldo Battista
Directeur scientifique
Fonds de recherche du Québec - Santé

Louis Beaulieu
Directeur général
Transplant Québec

Louis Gendron
Professeur
Département de physiologie et biophysique
Université de Sherbrooke

Béatrice Godard
Professeure titulaire
Département de médecine sociale et préventive
Université de Montréal

Martin Godbout
Consultant
Hodran Consultants

Johane Guay
Présidente-directrice générale
Biopharmacopae Design International inc.

Trang Hoang
Professeure
Institut de recherche en immunologie et en cancérologie (IRIC)
Université de Montréal

Ann Langley
Professeure
HEC Montréal

Marie-Ève Major
Professeure
Faculté d'éducation physique et sportive
Université de Sherbrooke

Vassilios Papadopoulos
Directeur exécutif et scientifique en chef
Institut de recherche
Centre universitaire de santé McGill

Barbara Papadopoulou
Professeure
Université Laval
Centre de recherche en infectiologie du CHUL

Simon Racine
Directeur général
Institut universitaire en santé mentale de Québec

Philippe Walker
Vice-président du C. A.
Chef de la direction scientifique
NÉOMED

OBSERVATRICE
Marie-Josée Blais
Directrice des collaborations internationales
Ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, de la Science et de la Technologie (MESRST)

OBSERVATEUR
Luc Castonguay
Sous-ministre adjoint
Direction générale de la planification, de la performance et de la qualité
Ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS)

COMITÉS STATUTAIRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Comité de gouvernance
Quirion, Rémi (Président du comité)
Battista, Renaldo
Papadopoulos, Vassilios
Papadopoulou, Barbara
Racine, Simon
Walker, Philippe

Comité des programmes
Battista, Renaldo (Président du comité)
Gendron, Louis
Hoang, Trang
Major, Marie-Ève
Papadopoulos, Vassilios

Comité de vérification
Guay, Johanne (Présidente du comité)
Ayotte, Christiane
Godbout, Martin
Langley, Ann

Comité sur l'éthique et l'intégrité scientifique
Beaulieu, Louis
Cournoyer, Denis (Membre externe)
Godard, Béatrice
Papadopoulou, Barbara
Mes-Masson, Anne-Marie (Membre externe)

CONSEILLERS SCIENTIFIQUES

Brophy, James
Cardinal, René
Gaudreau, Pierrette
Ménard, Daniel
Ong, Huy
Perreault, Sylvie
Rainville, Pierre
Richard, Lucie
Saint-Pierre, Yves
Schwartzman, Kevin Jeremy
Sirois, Martin G.

PARTIE 2

L'ANNÉE EN BREF

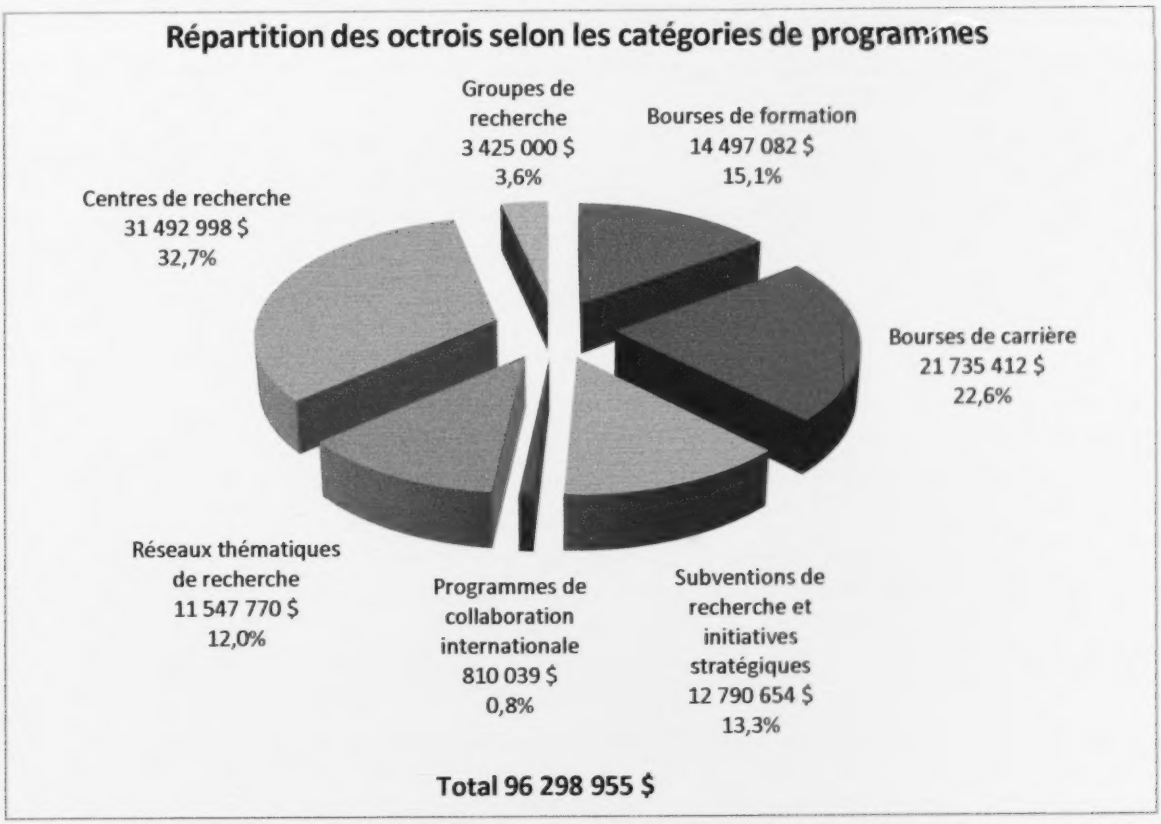
LES FAITS SAILLANTS

L'année 2012-2013 a été marquée par une série de réalisations qui ont permis au FRQS de contribuer à la création du savoir au profit de la santé et du bien-être de la population tout en appuyant l'économie du savoir en sciences de la vie. Nous vous présentons ci-dessous les plus marquantes. Pour connaître le détail de toutes les réalisations, voir les résultats du plan d'action (partie 3).

- Entrée en fonction du directeur scientifique du Fonds de recherche du Québec – Santé le 3 juillet 2012.
- Poursuite du rôle-conseil crucial du FRQS visant à faire valoir l'importance de la recherche en santé dans l'économie du savoir sur laquelle le Québec se construit. Le FRQS a contribué à la préparation de la PNRI en participant activement à la rédaction d'un mémoire présenté dans le cadre de l'Acfas (2012); en lançant une consultation internet de la communauté de recherche; en rédigeant et en déposant un « Énoncé de vision » au MESRST. Le FRQS prendra aussi part aux Assises de la recherche en avril 2013.
- Élaboration en cours du prochain plan stratégique qui contribuera à la Politique nationale de la recherche et de l'innovation (PNRI), incluant une consultation du milieu sur les orientations à privilégier.
- Augmentation en 2012-2013, grâce à la Stratégie québécoise de la recherche et de l'innovation (SQRI), du nombre de nouvelles bourses de formation à la maîtrise, au doctorat et au postdoctorat octroyées, et hausses des taux de succès qui atteignent de 25 % à 27 %, correspondant à une augmentation globale du nombre de bourses relativement à l'année précédente.
- Financement de 18 centres, de 9 groupes et de 18 réseaux thématiques de recherche.
- Tournée effectuée par la nouvelle équipe de direction du FRQS pour consulter les directions des centres, des groupes et des réseaux thématiques de recherche. Ces rencontres ont donné lieu à un dialogue fructueux dans le cadre de la préparation des orientations stratégiques du FRQS et de la future PNRI.
- Mise en œuvre et suivi de la Stratégie biopharmaceutique québécoise avec dépôt d'un rapport préliminaire sur les activités et les retombées à mi-parcours au ministère des Finances et de l'Économie (MFE), ainsi que le dépôt du bilan de la SQRI au MESRST.
- Financement de deux nouveaux projets de recherche sur les maladies chroniques par le Fonds d'innovation Pfizer, en partenariat avec Pfizer Canada et le ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS).
- Déploiement de la Stratégie de recherche axée sur le patient sur le territoire Québécois, avec l'appui du MESRST et du MSSS, en collaboration avec les Instituts de recherche en santé du Canada (IRSC) et les partenaires du milieu.
- Financement de projets impliquant des équipes québécoises dans les réseaux internationaux sur le vieillissement (réseau européen ERA-AGE, programme bilatéral avec la Chine) et en neuroscience (réseau européen ERA-NEURON).
- À la suite du rapport du vérificateur général du Québec portant sur l'optimisation des ressources relatives au Soutien dans le milieu de la recherche — Attribution de subventions par concours aux Fonds de recherche du Québec et au MESRST, le FRQS a élaboré un plan d'action pour répondre aux huit recommandations qui lui étaient adressées. Ce plan vise essentiellement à renforcer le processus de suivi des demandes d'aides financières au FRQS. Il sera transmis à la Commission de l'administration publique au printemps 2013, après approbation par le conseil d'administration.

- Nomination mensuelle d'Étudiants-chercheurs étoiles dans le secteur de la santé, un concours organisé par les trois Fonds de recherche du Québec en vue de promouvoir les carrières en recherche et la reconnaissance de l'excellence de la recherche réalisée par les étudiants.
- Participation du FRQS à la rencontre « Contribution des établissements d'enseignent supérieur à la recherche » précédant le Sommet sur l'enseignement supérieur, à la préparation des Assises de la recherche et à cinq forums des Fonds de recherche portant sur les grands projets de recherche intersectorielle.
- Révision du modèle de gouvernance du FRQS et tenue de deux activités spéciales des trois conseils d'administration des Fonds.
- Participation aux travaux de refonte du CV commun canadien et élaboration de nouvelles orientations informatiques.
- Poursuite de l'intégration des services administratifs des trois Fonds de recherche.

QUELQUES CHIFFRES*



En 2012-2013, le budget global de 96,3 M$ a été distribué comme suit : 14,5 M$ en bourses de formation, 21,7 M$ en bourses de carrière, 13,6 M$ en subventions de recherche, initiatives stratégiques et en programmes de collaboration internationale ainsi que 46,5 M$ en soutien aux groupes, centres et réseaux de recherche. Ces octrois tiennent compte des crédits alloués par la SQRI et de 23,9 M$ provenant de partenaires.

Plus spécifiquement, le FRQS a soutenu financièrement (nouvelles bourses et bourses en cours) :

446	étudiants à la maîtrise et au doctorat
152	stagiaires postdoctoraux et post-diplômes professionnels
438	chercheurs-boursiers (288 réguliers, 124 cliniciens, 23 chercheurs nationaux et 3 chaires)
315	subventions de recherche et initiatives stratégiques
12	collaborations internationales
9	groupes de recherche
18**	centres de recherche
18	réseaux thématiques de recherche

Ce vaste ensemble regroupe plus de 3 200 chercheurs et plus de 6 100 étudiants aux cycles supérieurs.

* Pour les données complètes, voir la section *Bourses et subventions : statistiques.*

** 17 centres depuis la fusion du Centre de recherche du Centre hospitalier universitaire de Québec et du Centre de recherche du Centre hospitalier affilié de Québec en juillet 2012. Cependant, ils ont reçu des sommes distinctes pour l'année 2012-2013.

PARTIE 3

LES RÉSULTATS

ORIENTATION STRATÉGIQUE 1 : SOUTENIR L'EXCELLENCE

1.1 Assises de la recherche d'excellence en santé

OBJECTIFS	RÉALISATIONS EN 2012-2013
1. Accroître le soutien à la formation en recherche aux cycles supérieurs en haussant le nombre et la valeur des bourses selon les priorités stratégiques établies grâce à l'actualisation de la Stratégie québécoise de la recherche et de l'innovation 2010-2013 (SQRI 2010-2013) **INDICATEUR** • Montant des ressources consenties aux appuis en bourses d'excellence pour la formation aux cycles supérieurs dans des domaines jugés stratégiques **CIBLE** • Augmentation du nombre de bourses aux cycles supérieurs	• Grâce aux crédits de la SQRI : ○ Bourses de maîtrise Le nombre de nouvelles bourses de maîtrise attribuées est passé de 52 à 79 (+51,9 %), ce qui correspond à une hausse du taux de succès au concours de bourses de maîtrise de 17,7 % à 27,0 %. ○ Bourses de doctorat Le nombre de nouvelles bourses doctorales attribuées a augmenté passant de 121 à 140 (+15,7 %), ce qui correspond à une hausse du taux de succès au concours de bourses doctorales de 22,1 % à 25,6 %. **Degré de réalisation** : 100 %

OBJECTIFS	RÉALISATIONS EN 2012-2013
2. Accroître de manière stratégique le soutien à la formation postdoctorale en adaptant, si nécessaire, le programme de bourses afin de tenir compte de l'évolution de la durée de la formation postdoctorale et des besoins particuliers des médecins-chercheurs *fellows* grâce à l'actualisation de la SQRI 2010-2013 **INDICATEURS** • Mesure à la suite de la révision des conditions de soutien • Montant des ressources consenties à la formation postdoctorale **CIBLE** • Augmentation du nombre de bourses consenties à la formation postdoctorale	• Grâce aux crédits de la SQRI : ○ Bourses postdoctorales Le nombre de nouvelles bourses postdoctorales octroyées est passé de 66 à 72 (+15,7 %), ce qui correspond à une augmentation du taux de succès au concours de bourses postdoctorales de 21,3 % à 25,9 % ○ Attribution d'une bourse de stage à l'international. **Degré de réalisation** : 100 %

OBJECTIFS	RÉALISATIONS EN 2012-2013
3. Optimiser l'impact des programmes de bourses de carrière sur l'excellence en recherche : - **en adoptant une approche stratégique dans l'attribution des taux de succès de manière à maximiser l'impact du FRQS sur le démarrage de la carrière des jeunes chercheurs** - **en révisant les programmes de bourses de carrière de niveaux senior et national pour en élargir l'accessibilité, à l'intérieur de l'enveloppe budgétaire actuelle** - **en facilitant la négociation d'une entente pour les médecins omnipraticiens chercheurs (entente FMOQ-MSSS) à l'image de l'entente pour les médecins spécialistes** - **en amenant d'autres associations ou ordres professionnels à négocier des ententes avec le FRQS afin de promouvoir la recherche clinique effectuée par l'ensemble des professionnels de la santé** - **en mettant en place des mesures de reconnaissance de l'excellence**	• Il y a eu une hausse significative du nombre de demandes de bourses de carrière par rapport à l'année précédente (de 166 à 181 pour les chercheurs-boursiers réguliers et de 67 à 79 pour les chercheurs-boursiers cliniciens). Compte tenu des crédits disponibles, on note des attributions de : o Bourses de carrières (taux de succès) Chercheurs-boursiers réguliers : 84 (46 %) Chercheurs-boursiers cliniciens : 37 (47 %) Chercheurs nationaux : 5 (25 %) • Les enjeux liés au cheminement de carrière en recherche ont été identifiés et la réflexion sur la stratégie de soutien aux chercheurs boursiers se poursuit. • L'entente Fédération des médecins omnipraticiens du Québec (FMOQ)-MSSS est en phase finale d'opérationnalisation. • L'entente Fédération des médecins spécialistes du Québec (FMSQ)-MSSS est en phase finale de renouvellement • Échanges en cours avec des associations professionnelles pour favoriser la recherche clinique effectuées par l'ensemble des professionnels de la santé. • Il y a eu 12 nominations, dont 2 colauréats pour les mois de juin et de juillet 2012, avec un total de 14 Étudiants-chercheurs étoiles pour le secteur santé du concours des trois Fonds de recherche du Québec. Ce concours vise la promotion des carrières en recherche et la reconnaissance de l'excellence de la recherche réalisée par les étudiants du collégial, des 1er, 2e et 3e cycles universitaires et des stagiaires postdoctoraux.
INDICATEURS • Impact des programmes de bourses de carrière sur l'excellence de la recherche • Signature par le MSSS et la FMOQ d'une entente concernant les médecins-chercheurs omnipraticiens • Nombre d'ententes signées avec les associations professionnelles, ordres professionnels ou organismes en vue de promouvoir la recherche clinique • Nombre de lauréats	
CIBLES • Signature d'une nouvelle entente avec un nouveau partenaire • Nomination mensuelle d'un lauréat pour le secteur santé	**Degré de réalisation :** • Non applicable. Le FRQS est impliqué dans l'opérationnalisation de l'entente. • Nomination mensuelle : 100 %

OBJECTIFS	RÉALISATIONS EN 2012-2013
4. Poursuivre l'implantation de la réforme du programme des centres de recherche et en maximiser les retombées en fonction des réinvestissements découlant de la SQRI 2010-2013 : - **obtention d'une enveloppe de financement spécifique pour le volet « projets de développement stratégique innovants »** - **accroissement de l'enveloppe de financement de base** - **mise sur pied d'une enveloppe de financement dédiée au maintien et à l'opérationnalisation des grandes plateformes de recherche - Fondation canadienne pour l'innovation (FCI) et autres** INDICATEURS • Implantation de la réforme du programme des centres de recherche • Budget de base des centres de recherche • Financement dédié au maintien et à l'opérationnalisation CIBLE • Objectif d'accroissement des budgets de base de 3,73 % des centres de recherche atteint en 2011-2012	• Poursuite de l'implantation de la réforme du programme des centres et de la récupération de 12,5 % sur le budget alloué aux centres par décret du Conseil du Trésor pour la dernière année. • Le modèle d'évaluation des centres de recherche avec l'implantation d'indicateurs quantitatifs a été appliqué en 2012-2013. Après quatre ans d'implantation, la direction scientifique veut s'assurer que ce modèle répond adéquatement aux besoins des centres. Une réflexion a donc été entamée cette année et elle se poursuivra en 2013-2014. • Après avoir atteint l'objectif fixé en 2011-2012 d'accroître le budget de base de 3,73 %, il y a eu maintien de l'enveloppe budgétaire de base pour les centres de recherche en 2012-2013. • Grâce aux crédits de la SQRI : ○ Attribution de crédits pour une seconde année à des projets stratégiques innovants (PSI). • Moratoire sur le programme Projets de développement stratégique innovants (PSI) jusqu'à son évaluation et suspension de l'appel de proposition pour l'année 2012-2013. • Création d'un Comité interFonds sur le fonctionnement et le financement de plateformes, d'équipements ou d'installations majeures en vue d'un meilleur arrimage des interventions des Fonds avec celles du MESRST et de la FCI. **Degré de réalisation** : 100 %

OBJECTIFS	RÉALISATIONS EN 2012-2013
5. Mettre en place des mesures pour faciliter les dimensions administratives des regroupements (par exemple, en arrimant différents programmes à une seule visite d'évaluation) INDICATEUR • Nombre et nature des mesures implantées visant à alléger le fardeau administratif des centres de recherche	• La visite des 18 centres, ainsi que de la majorité des réseaux (14/18) et des groupes (7/9) de recherche est complétée. • À la suite des rencontres, des mesures sont en cours de préparation afin d'alléger le fardeau administratif des centres de recherche par l'assouplissement des exigences de la reddition de comptes. • Rencontre de consultation des directions des centres avec la direction scientifique du FRQS et le scientifique en chef (juillet 2012). Le mode de financement des centres et des plateformes a été discuté, ainsi que les orientations stratégiques pour la préparation du Plan stratégique 2014-2017 du FRQS et de la future PNRI.

1.2 Interventions structurantes

OBJECTIFS	RÉALISATIONS EN 2012-2013
6. Évaluer le programme des groupes de recherche dans le contexte d'une politique d'évaluation continue de nos activités et programmes. Cette évaluation devrait notamment permettre : **- de revoir le portefeuille des groupes afin d'ajuster leur nombre et leurs zones respectives de travail, au besoin** **- d'étudier la possibilité d'intégrer des facteurs liés à la taille et à la performance dans la formule de financement des groupes** **- de déterminer les modalités permettant d'accompagner un groupe dans son évolution vers le statut de centre ou de réseau** **- d'étudier la possibilité d'élargir la définition de groupe afin d'y inclure des regroupements de chercheurs situés dans des centres hospitaliers (en région notamment)** INDICATEURS • Évaluation du programme des groupes de recherche • Nombre de groupes ayant déposé une demande au programme des réseaux de recherche CIBLE • Compléter la planification d'ici le 31 mars 2013 *(relativement à l'évaluation internationale)*	• La planification d'une évaluation internationale du programme des groupes de recherche prévue pour 2013-2014 est suspendue. Une réflexion sur l'organisation et le financement des groupes par le FRQS, commencée en 2012-2013, se poursuivra en 2013-2014. • Le moratoire sur le programme des groupes de recherche est prolongé en 2013-2014 jusqu'à la complétion de l'évaluation par le FRQS. • À la suite du moratoire sur le programme, aucun groupe n'a déposé de demande au programme des groupes. • Une tournée de rencontres avec les directions de tous les groupes de recherche est en cours. Elles sont complétées pour 7 des 9 groupes. • La réflexion sur l'évolution des groupes de recherche entamée en 2012-2013 progresse et il est prévu en 2013-2014 : o de former un comité de travail pendant l'été 2013 o d'élaborer un échéancier de travail de ce comité qui devrait produire un rapport en mars 2014 **Degré de réalisation :** Cible en révision. L'évaluation du programme par le FRQS se complétera en 2013-2014.

OBJECTIFS	RÉALISATIONS EN 2012-2013
7. Évaluer le programme des réseaux thématiques de recherche dans le contexte d'une politique d'évaluation continue de nos activités et programmes. Cette évaluation devrait notamment permettre : **- de revoir le portefeuille des réseaux afin d'ajuster leur nombre et leurs zones respectives de travail, au besoin** **- d'étudier la possibilité d'intégrer des facteurs liés à la taille et à la performance dans la formule de financement des réseaux**	• La planification d'une évaluation internationale du programme des réseaux thématiques prévue pour 2013-2014 est suspendue. Une réflexion sur l'organisation et le financement des réseaux par le FRQS commencée en 2012-2013 se poursuivra en 2013-2014. • Un moratoire d'une année sur les nouvelles demandes pour le programme des réseaux de recherche est prévue en 2013-2014 jusqu'à la complétion de l'évaluation des réseaux de recherche prévue pour mars 2014 • Une tournée de rencontres des directeurs de réseaux avec la direction scientifique du FRQS se poursuivra (61 % des rencontres effectuées).

- **de mieux définir les liens et les synergies souhaités avec les partenaires du secteur public (ministères, réseau de la santé et des services sociaux), le milieu communautaire (associations de malades, organismes caritatifs) et l'industrie** INDICATEUR • Évaluation du programme des réseaux thématiques de recherche CIBLE • Compléter la planification d'ici le 31 mars 2013 *(relativement à l'évaluation internationale)*	• Les visites d'évaluation ont été complétées pour 14 des 18 réseaux. • Poursuite des partenariats : o Pfizer Canada Inc. pour le financement du Réseau québécois de la recherche sur la douleur (RQRD) o Fondation du cancer du sein du Québec pour le financement du Réseau de recherche sur le cancer (RRC) • Signature d'une nouvelle entente avec le MSSS pour le financement du Réseau de recherche en intervention des sciences infirmières du Québec (RRISIQ). • Maintien des niveaux d'investissements dans les réseaux. **Degré de réalisation :** Cible en révision. L'évaluation du programme par le FRQS se complétera en 2013-2014.
OBJECTIFS	**RÉALISATIONS EN 2012-2013**
8. **Évaluer les différents programmes de subventions du FRQS, seul ou en partenariat, afin de s'assurer qu'ils sont toujours arrimés au développement de domaines, questions ou approches clés pour la recherche en santé d'excellence au Québec** - **Au besoin, revoir certains de ces programmes afin de les faire évoluer vers des thématiques, questions ou approches requérant un appui stratégique au Québec** INDICATEUR • Évaluation des programmes de subventions de recherche CIBLE • Compléter la planification d'ici le 31 mars 2013 *(relativement à l'évaluation internationale)*	• La planification d'une évaluation internationale du programme des subventions prévue pour 2013-2014 est suspendue. • Une révision de l'organisation et du financement des subventions par le FRQS est en cours et elle se poursuivra en 2013-2014. • Maintien des programmes de subventions rattachés à l'enveloppe budgétaire « subventions en partenariat ». **Degré de réalisation :** Cible en révision. L'évaluation du programme par le FRQS se complétera en 2013-2014.
1.3 Grandes initiatives stratégiques	
OBJECTIFS	**RÉALISATIONS EN 2012-2013**
9. **Développer et implanter le concept d'initiatives stratégiques pour mettre en valeur les actifs (centres, groupes, réseaux, programmes de bourses et de subventions, partenariats, etc.) autour de thématiques ciblées ou de domaines de recherche spécifiques** INDICATEUR • Nombre et nature des ententes	• Mise en œuvre des stratégies élaborées pour le Québec dans les domaines de recherche et les thématiques ciblés : o Neurosciences o Vieillissement o Maladies chroniques o Soins et services de santé de première ligne • Le modèle de financement de ces initiatives et la manière dont elles s'articulent dans les concours réguliers et les concours spéciaux du FRQS ont été optimisés. • Signature de 7 nouvelles ententes, 5 renouvellements et 4 avenants à une entente préalable.

ORIENTATION STRATÉGIQUE 2 : AMÉLIORER LA SANTÉ

2.1 Défis de santé

OBJECTIFS	RÉALISATIONS EN 2012-2013
10. Aider la société québécoise à relever le défi des maladies chroniques et du vieillissement en contribuant au développement de la recherche en santé des individus et des populations, en organisation des services et en prévention INDICATEUR • Nombre d'interventions contribuant au développement de la recherche sur les maladies chroniques	• Financement de deux nouveaux projets de recherche sur les maladies chroniques par le Fonds d'innovation Pfizer, en partenariat avec Pfizer Canada et le MSSS. • Réseau ERA-AGE : financement de trois équipes québécoises sur un total de cinq équipes financées dans le cadre de ce programme. • Lancement d'un nouveau programme de recherche sur le vieillissement en partenariat avec la National Natural Science Fondations of China (NSFC) dans les domaines prioritaires suivants : o Maladies neurodégénératives o Dépression o Vieillir en santé • Financement recommandé pour trois des cinq initiatives sino-québécoises. • Planification du développement d'un réseau provincial de recherche en soins et services de santé de première ligne (financement prévu en juin 2013).
OBJECTIFS	**RÉALISATIONS EN 2012-2013**
11. S'engager dans une initiative stratégique en santé personnalisée de manière à positionner favorablement le Québec dans ce domaine de recherche INDICATEUR • Mise en place de programmes CIBLE • Lancement d'initiatives	• Création d'une table de travail impliquant les différents partenaires : o Le FRQS était présent dans le cadre des premiers développements, mais le MESRST mène désormais le dossier **Degré de réalisation :** Non applicable, le gouvernement du Québec prend l'initiative de la stratégie en santé personnalisée.

OBJECTIFS	RÉALISATIONS EN 2012-2013
12. Soutenir et structurer la recherche sur les soins et services de santé de première ligne en mettant à profit l'expertise disponible dans les centres hospitaliers universitaires (CHU) spécialisés dans ce domaine INDICATEUR • Mise sur pied de l'infrastructure CIBLE • Date de création de l'infrastructure	• Sollicitation, avec le MSSS, du développement d'un réseau de connaissances provincial de soins et de services de santé de première ligne. Une demande sera déposée en 2013. **Degré de réalisation** : en cours de réalisation

OBJECTIFS	RÉALISATIONS EN 2012-2013
13. En collaboration avec l'INESSS et d'autres partenaires, appuyer le développement au Québec d'une expertise en recherche dans le domaine de l'évaluation des technologies et des pratiques novatrices (efficacité, innocuité et optimisation) INDICATEURS • Nombre de mesures implantées visant à favoriser le développement d'une expertise dans ce domaine • Montants de bourses et de subventions alloués à des projets dans ce domaine	• Cet objectif avait été reporté en 2012-2013. Il sera supprimé dans le Plan d'action 2013-2014

2.2 Recherche clinique axée sur le patient

OBJECTIFS	RÉALISATIONS EN 2012-2013
14. Définir et mettre en œuvre, en partenariat avec les IRSC et l'entreprise privée, une stratégie québécoise de recherche clinique axée sur le patient INDICATEUR • Développement d'une stratégie pour la recherche clinique axée sur le patient et détermination de son financement	• Déploiement de la SRAP au Québec. Le leadership est assumé par le FRQS avec l'appui du MSSS et des partenaires pertinents, et en collaboration avec les IRSC et les autres provinces. • Parrainage par le FRQS et le MSSS de la création d'une unité de soutien. Le plan d'affaires déposé auprès des IRSC en décembre été bien reçu. Une deuxième version sera déposée en juin 2013 à la suite des travaux entrepris par un comité composé de représentants du FRQS, du MSSS et du milieu. • La stratégie de financement de l'unité de soutien a été identifiée. • D'autres volets de la SRAP sont mis en place, dont le développement d'un réseau de soins et services de santé de première ligne (financement prévu pour juin 2013).
OBJECTIFS	**RÉALISATIONS EN 2012-2013**
15. Permettre et encourager la participation des médecins et autres professionnels de la santé à la recherche clinique axée sur le patient INDICATEUR • Nombre de mesures implantées visant à encourager la participation des médecins et professionnels de la santé	• Consultations pour accroître le nombre de candidats reconnus dans le cadre d'une entente avec la Fédération des médecins spécialistes du Québec (FMSQ) et la Fédération des médecins omnipraticiens du Québec (FMOQ) • L'entente Fédération des médecins omnipraticiens du Québec (FMOQ)-MSSS est en phase finale d'opérationnalisation. • Renouvellement de l'entente FMSQ-MSSS prévu en 2013.
OBJECTIFS	**RÉALISATIONS EN 2012-2013**
16. Accentuer la recherche axée sur le patient en misant sur les acquis d'excellence en recherche au Québec et en optimisant la part québécoise des investissements fédéraux dans ce domaine INDICATEUR • Part du financement fédéral consentie à des chercheurs québécois dans le domaine de la recherche axée sur le patient	• Déploiement de la SRAP des IRSC en arrimant les forces et les priorités de recherche du Québec. • Mise en œuvre des stratégies dans les domaines de recherche et les thématiques ciblés (voir aussi l'objectif 9) : o Soins de santé personnalisés o Maladies chroniques, maladie d'Alzheimer et maladies apparentées o Recherche en soins et services de santé de première ligne

2.3 Dissémination des résultats de recherche

OBJECTIFS	RÉALISATIONS EN 2012-2013
17. Accentuer notre rôle de conseil et d'expertise auprès des autorités gouvernementales et des responsables de l'administration de la santé pour toute question relative à la recherche en santé (stratégies et orientations politiques), rôle qui sera potentialisé à travers les centres, groupes et réseaux du FRQS INDICATEUR • Nombre d'interventions auprès des autorités gouvernementales et des responsables de l'administration de la santé	• Contribution du FRQS à l'encadrement de l'éthique de la recherche : o Travaux du comité d'éthique de la recherche et d'intégrité scientifique afin d'identifier les problématiques en éthique et d'envisager les actions appropriées o Table ronde sur la recherche en éthique dans une volonté d'accroître le dialogue entre la science et la société et de développer l'expertise en éthique de la recherche des trois Fonds de recherche (octobre 2012) • Veille stratégique de thématiques prioritaires sur les nouvelles connaissances issues de la recherche et sur les enjeux émergents (voir la section *Actions communes des trois Fonds*). • Bilan de la SQRI. • Production d'un rapport préliminaire dans le cadre de la Stratégie biopharmaceutique québécoise. Le rapport final avec les recommandations sera déposé avant la fin de l'année 2013. • Dépôt d'un mémoire des trois Fonds à l'Acfas en août 2012 et d'un Énoncé de vision sur la future PNRI du FRQS au ministre du MESRST dans le cadre de l'établissement de la PNRI en décembre 2012. • Consultation Internet de la communauté de recherche (automne 2012) sur les orientations stratégiques du FRQS pour la préparation de son Plan stratégique 2014-2017 et pour la future PNRI. • Participation à la rencontre pré-Sommet de l'enseignement supérieur ayant pour thème « La contribution des établissements et de la recherche à l'ensemble du Québec », tenue à Rimouski les 31 janvier et 1er février 2013. • Participation au Sommet de l'enseignement supérieur (25-26 février 2013). • Participation à l'organisation d'une Journée de réflexion sur la formation à la recherche et aux Assises de la recherche prévue pour avril 2013. • Mandats d'évaluation scientifique par le FRQS : o Génome Québec o FCI o Consortium québécois sur le développement du médicament (CQDM) o MESRST (pour des avis de pertinence) • Engagement à contribuer au gouvernement ouvert.*

* La notion de gouvernement ouvert renvoie à la possibilité pour les citoyens de consulter l'information publique dans des formats accessibles et conviviaux, de se renseigner davantage sur les activités gouvernementales, de participer plus directement au processus décisionnel et de collaborer avec les acteurs gouvernementaux. (Source : Communiqué du gouvernement du Québec, 2 mai 2012)

OBJECTIFS	RÉALISATIONS EN 2012-2013
18. Élaborer et mettre en œuvre une politique globale de valorisation des résultats de la recherche, y compris : (1) la diffusion vers le grand public des résultats et (2) les chercheurs, professionnels de la santé, administrateurs publics et décideurs politiques INDICATEURS • Développement d'une politique globale de valorisation • Nombre de synthèses disponibles en français	• La mise à la disposition en collaboration avec Cochrane France des résumés synthèses Cochrane traduits en français, tel que défini dans l'entente de financement conjoint entre les IRSC, le FRQS, le MSSS et l'INESS, est prévue pour l'automne 2013. • L'élaboration d'une stratégie de mobilisation des connaissances commune aux trois Fonds est en cours. L'adoption de la stratégie est prévue pour l'automne 2013. (voir la section *Actions communes des trois Fonds*). • Publication de deux numéros de la revue *Recherche en santé* (mars et novembre 2012) et de trois bulletins électroniques *FRQS Actualités* (avril, juillet et novembre 2012) en français et dans la version anglaise *FRQS Today* • Un projet d'une vitrine Web intitulé *Retombées de la recherche* initié dans l'année est en cours de réalisation. Cette vitrine mettra en valeur la recherche québécoise, dont la recherche en santé, sa pertinence et son importance pour la société. Mise en ligne : printemps 2013 (voir la section *Actions communes des trois Fonds*).

2.4 Réponse aux crises de santé

OBJECTIFS	RÉALISATIONS EN 2012-2013
19. Répondre avec rapidité aux besoins ponctuels de recherche en santé de la société, en cas de crise ou face à une problématique de santé prioritaire – grippe A (H1N1), C. difficile, SRAS, etc. INDICATEUR • Nombre d'interventions ponctuelles pour affronter des crises de santé	• Aucun besoin ponctuel en 2012-2013

ORIENTATION STRATÉGIQUE 3 : SOUTENIR L'ÉCONOMIE

3.1 Formation de personnel hautement qualifié

OBJECTIFS	RÉALISATIONS EN 2012-2013
20. Accroître stratégiquement le soutien aux programmes de formation dans des domaines d'importance pour l'économie du savoir INDICATEUR • Accroissement stratégique du nombre de bourses offertes	• Identification des domaines de recherche ayant un potentiel d'applications et de retombées économiques en collaboration avec les représentants des divers secteurs industriels du Québec en sciences de la vie : o Participation au Forum des sciences de la vie en juin 2012 • Mise en œuvre d'initiatives stratégiques en soins de santé personnalisés, maladies chroniques et recherche en soins et services de santé de première ligne.

OBJECTIFS	RÉALISATIONS EN 2012-2013
21. Renforcer le rôle des regroupements de recherche dans la formation des étudiants de cycles supérieurs et des stagiaires postdoctoraux INDICATEUR • Nombre de mesures implantées visant à favoriser le développement d'une expertise dans ce domaine	• Diffusion sur le site du FRQS du *Guide de discussion à l'intention de l'étudiant au doctorat et de son directeur de recherche*, un document préparé par le Comité permanent des affaires étudiantes (CPAE) du FRQS. • Participation à l'organisation de la Journée de réflexion sur la formation à la recherche et aux Assises de la recherche prévue pour avril 2013. • Élaboration d'un projet du comité étudiant intersectoriel du FRQ avec une contribution active des représentants du CPAE du FRQS. • Remise par le FRQS de prix annuels d'excellence à 16 étudiants ou stagiaires postdoctoraux travaillant dans les centres de recherche du FRQS. Ces prix récompensent à la fois l'excellence du travail scientifique, la clarté et le didactisme de la présentation de l'étudiant.

OBJECTIFS	RÉALISATIONS EN 2012-2013
22. Développer un nouveau programme de bourses en milieu de pratique qui pourra, entre autres, contribuer à la mise en œuvre de la Stratégie biopharmaceutique québécoise INDICATEUR • Implantation du nouveau programme de bourses de stages en milieu de pratique	• Participation au programme de soutien à des stages Accélération Québec, une collaboration des trois Fonds avec MITACS gérée par le FRQNT. • Dans tous les secteurs, 526 stages Accélération Québec ont été offerts à 258 étudiants ou stagiaires postdoctoraux dans le cadre de l'entente avec MITACS : santé; sciences naturelles et génie (SNG); et les sciences sociales, humaines, arts et lettres (SSHAL); dont 75 avec les crédits de la SQRI. 17 nouveaux stages ont été accordés dans le secteur de la santé.

NOMBRE DE STAGES ACCÉLÉRATION QUÉBEC

	Santé	SNG	SSHAL	Total
Maîtrise	11	134	9	**154**
Doctorat	9	136	4	**149**
Postdoctorat	65	158	0	**223**
Total	**85**	**428**	**13**	**526**

3.2 Pleine contribution à la Stratégie biopharmaceutique québécoise	
OBJECTIFS	**RÉALISATIONS EN 2012-2013**
23. Contribuer à la mise en œuvre de la Stratégie biopharmaceutique québécoise (SBQ) au moyen d'un nouveau programme voué à l'amélioration de la disponibilité des ressources dans les centres de recherche pour mener à bien des recherches cliniques contractuelles INDICATEURS • Nombre de mesures implantées visant à développer la recherche clinique contractuelle dans les centres de recherche • Thématiques de recherche retenues • Nombre de rencontres et nombre de participants à la réunion CIBLES • Rapports finaux attendus fin 2012 • Révisions prévues en 2013 • Dépôt des recommandations prévu en juillet 2012 • Réunion d'une journée au cours de l'été 2012	• Mise en œuvre de la SBQ : o Dépôt du document *Rapport et recommandations préliminaires* en septembre 2012 auprès du MFE, pour la SBQ. Le rapport final sera déposé en juillet 2013 • Travaux du comité de pilotage, constitué de représentants des centres de recherche, des industries biopharmaceutiques et des ministères impliqués, afin de coordonner la mise en œuvre et le suivi du Volet de soutien à la recherche clinique en partenariat avec l'industrie biopharmaceutique : o Proposition de recommandations sur les priorités retenues par des groupes de travail créés et portant sur les thématiques identifiées **Degré de réalisation :** 50 %. Il y a eu dépôt d'un rapport préliminaire et le dépôt du rapport final et de recommandations est prévu pour juillet 2013.
OBJECTIFS	**RÉALISATIONS EN 2012-2013**
24. En lien avec les regroupements, les universités et l'entreprise, animer des débats sur la culture de valorisation axée sur un modèle dynamique bidirectionnel (poussée/attraction). INDICATEUR • Forums d'échanges entre les chercheurs et l'entreprise animés par le FRQS	• Soutien aux groupes de travail en place dans l'élaboration des recommandations aux ministères sur les éléments considérés comme prioritaires dans le cadre de la SBQ. • Continuation de la participation active au Forum permanent d'échange avec l'industrie biopharmaceutique. • Participation au Forum des sciences de la vie tenu le 1er juin 2012.

OBJECTIFS	RÉALISATIONS EN 2012-2013
25. Développer de nouveaux programmes en partenariat avec l'entreprise afin d'attirer la recherche publique vers des thématiques d'intérêt pour l'entreprise biopharmaceutique et biotechnologique INDICATEUR • Nombre de nouveaux protocoles de collaboration signés avec l'industrie concernant au moins un regroupement du FRQS CIBLE • 1 nouveau protocole signé par année	• Promotion de la SBQ auprès des grappes industrielles. • Élaboration d'un contrat type pour les centres de recherche afin de simplifier les contrats avec l'industrie pharmaceutique. • Contribution à l'amélioration des évaluations éthiques multiples pour les contrats de recherche multicentriques. • Planification de l'arrimage du réseau de recherche en soins et services de santé de première ligne pour le rendre accessible aux essais cliniques de l'innovation diagnostique technologique et thérapeutique. • Initiation de la planification de programmes avec les regroupements du FRQS et l'industrie découlant des échanges dans le cadre du Forum permanent. **Degré de réalisation :** 0 %

ORIENTATION STRATÉGIQUE 4 : POSITIONNER LE QUÉBEC

4.1 Soutien aux chercheurs et ententes bilatérales

OBJECTIFS	RÉALISATIONS EN 2012-2013
26. Collaborer avec le MESRST, le MRIFCE et d'autres partenaires afin d'harmoniser les mécanismes de soutien aux chercheurs pour favoriser leur insertion dans les projets de recherche interprovinciaux et internationaux INDICATEUR • Nombre de mesures implantées visant à harmoniser les mécanismes de soutien aux chercheurs	• Mise en place, en juin 2012, d'un comité interFonds pour élaborer la stratégie d'internationalisation de la recherche (voir la section *Actions communes des trois Fonds*) avec, notamment : ○ La réalisation d'un inventaire des partenariats à l'international des trois Fonds ○ L'analyse des modèles de programmes de coopération actuels entre certains organismes québécois et la France ○ L'état des lieux des collaborations universitaires et des programmes de soutien à l'international du MESRST ○ Le choix de critères d'évaluation pour l'établissement de partenariats internationaux • L'harmonisation des mécanismes de soutien aux chercheurs dans leurs collaborations nationales et internationales se poursuivra en 2013-2014. • Participation active à la table de l'Alliance canadienne des organismes provinciaux de recherche en santé (NAPHRO), regroupant des agences provinciales de financement pour favoriser un renforcement du dialogue, des liens et des activités menées en partenariat dans ce domaine.

OBJECTIFS	RÉALISATIONS EN 2012-2013
27. Affirmer le rôle de fer de lance dévolu aux réseaux thématiques de recherche en ce qui a trait au rayonnement de l'expertise des chercheurs québécois ainsi qu'à la mise en œuvre des activités internationales et interprovinciales du FRQS INDICATEUR • Taux de succès des demandes soumises aux NIH	• Mise en place du programme de soutien pour les chercheurs québécois afin d'augmenter leur compétitivité dans le cadre des concours des National Institutes of Health. L'implantation du programme a toutefois été suspendue en raison d'un manque de financement. • Établissement de nouvelles collaborations en tenant compte des priorités gouvernementales (voir aussi l'objectif 28) : ○ Signature d'une entente de collaboration avec le Fonds Wetenschappelijk Onderzoek - Vlaanderen (le Fonds de la recherche scientifique – Flandre) en Belgique, pour faciliter les collaborations entre chercheurs du Québec et de la Flandre principalement dans des domaines prioritaires intersectoriels

OBJECTIFS	RÉALISATIONS EN 2012-2013
28. Poursuivre et faire évoluer les collaborations déjà établies avec nos partenaires en France (Inserm) et en Chine (NSFC), et développer de nouvelles collaborations avec des organismes similaires au FRQS situés ailleurs au Canada ou à l'étranger (en tenant compte des priorités gouvernementales à l'international) INDICATEUR • Nombre de nouveaux protocoles de collaboration signés avec des partenaires hors Québec, au Canada et à l'international	• Financement de projets internationaux sur le vieillissement (réseau européen ERA-NET AGE2 et collaboration FRQS-Natural National Science Foundation of China) et en neurosciences (réseau européen ERA-NET NEURON). • Mise en œuvre du programme de bourses postdoctorales de transition de carrière NIH-FRQS offertes aux étudiants québécois. • Poursuite des discussions pour élaborer de nouvelles initiatives à l'international. • Facilitation de l'accès des chercheurs aux activités nationales et internationales dans les créneaux stratégiques : ○ Protocoles d'ententes avec la Chine, la France, les États-Unis et la Communauté européenne ○ Protocoles d'entente avec les IRSC dans différentes thématiques telles que les traumatismes crâniens, la transplantation, l'épigénétique et les soins de santé primaires communautaires

4.2 Insertion au cœur de regroupements européens de recherche	
OBJECTIFS	**RÉALISATIONS EN 2012-2013**
29. Assurer l'insertion et le leadership du FRQS au sein d'un nombre limité de regroupements européens de recherche (ERA-NET) dans les domaines où l'expertise des chercheurs québécois est reconnue et où ils peuvent apporter une contribution significative INDICATEUR • Nombre d'appels de propositions européennes (ERA-NET) auxquels le FRQS participe CIBLE • Première version du modèle logique complétée le 1er septembre 2012	• Poursuite de la recherche de nouvelles occasions de collaboration avec les regroupements européens de recherche. • Transition du FRQS au statut de partenaire à part entière du réseau ERA-NET NEURON II. À ce titre, le FRQS est responsable de plusieurs activités au sein du Consortium, dont le Work Package (WP)-4 sur le soutien des jeunes chercheurs en neurosciences. • Soutien financier de programmes conjoints : ○ Réseau ERA-NET NEURON II; ○ Réseau ERA-NET AGE2 sur le vieillissement; ○ Joint Programme in Neurodegenerative Diseases (JPND) Québec-Europe. • Établissement de nouvelles collaborations en tenant compte des priorités gouvernementales : ○ Signature d'une entente de collaboration avec le Fonds Wetenschappelijk Onderzoek - Vlaanderen (le Fonds de la recherche scientifique – Flandre) en Belgique, pour faciliter les collaborations entre chercheurs du Québec et de la Flandre principalement dans des domaines prioritaires intersectoriels. **Degré de réalisation :** 100 % Lancement du programme sur les maladies mentales avec le réseau ERA-NET NEURON.

4.3 Attraction d'étudiants étrangers	
OBJECTIFS	**RÉALISATIONS EN 2012-2013**
30. Revoir les programmes de bourses de formation du FRQS afin de les arrimer stratégiquement à une politique de recrutement international où l'expertise des chercheurs québécois est reconnue et où ils peuvent apporter une contribution significative INDICATEUR • Nombre de programmes de bourses de formation ouverts à l'international	• Augmentation de 71% du nombre d'étudiants de l'étranger dans le cadre du programme de stage postdoctoral, le taux de succès passant de 14,6 % (14 étudiants financés sur 96 admissibles) en 2011-2012, à 26,7 % (24 étudiants financés sur 90 admissibles) en 2012-2013.

ORIENTATION STRATÉGIQUE 5 : DÉVELOPPER L'ORGANISATION

5.1 Une organisation en évolution

OBJECTIFS	RÉALISATIONS EN 2012-2013
31. Assurer une gestion optimale de nos ressources humaines en favorisant le développement des compétences en lien avec les nouvelles orientations stratégiques, en facilitant la conciliation travail-famille et en assurant la relève au sein de notre personnel **INDICATEURS** • Nombre et nature des activités • Nombre d'heures consacrées à la formation des ressources humaines et au développement des compétences. • Politique de conciliation travail-famille et d'accompagnement à la préretraite **CIBLES** • Satisfaire aux exigences de la loi 100 en matière de formation • Version finale d'une politique de conciliation travail-famille et d'accompagnement à la retraite.	• L'intégration des services administratifs est sur la bonne voie et les travaux pour l'harmonisation des outils de gestion des ressources humaines ont débuté (voir *Actions communes des trois Fonds*). • Les employés du FRQS bénéficient désormais d'un programme d'aide aux employés (PAE). Il s'agit du même PAE pour les trois Fonds de recherche. • La conciliation travail-famille est un élément de discussion lors des négociations qui ont lieu en vue du renouvellement de la convention collective. La convention collective des employés du FRQS sera signée au plus tard au cours de l'été 2013. • La cible fixée pour la formation des employés (une heure/employé/année) est dépassée avec un nombre de plus de 3,5 heures de formation par employé, par année en 2012-2013. • Le FRQS s'est fixé l'objectif d'assurer la relève des postes clés. En 2012-2013, le taux de roulement du personnel a été de 8,3 %, soit 3 départs volontaires pour 36 employés, excluant les conseillers scientifiques. **Degré de réalisation :** • 100 % • La politique de conciliation travail-famille fait partie des éléments de négociation de la convention collective. La nouvelle convention sera signée au plus tard au cours de l'été 2013.

OBJECTIFS	RÉALISATIONS EN 2012-2013
32. Contribuer à la mise en œuvre de la stratégie gouvernementale de développement durable en revoyant nos pratiques et nos processus de manière à optimiser l'utilisation de nos ressources, à maximiser les retombées à moyen et à long terme de nos programmes, et à diminuer notre empreinte environnementale **INDICATEUR** • Nombre de mesures prévues au plan d'action du FRQS sur le développement durable ayant été mise en œuvre	• Poursuite de la mise en œuvre du plan d'action de développement durable 2008-2013 adopté en 2009 et implantation du Cadre de gestion environnementale du FRQ adopté en mars 2012 (voir les sections *Actions communes des trois Fonds* et *Résultats liés au plan d'action de développement durable*). • Prolongation de la Stratégie québécoise de développement durable : Plan d'action 2009-2015 actualisé. Les principes de développement durable sont aussi intégrés dans l'élaboration du Plan stratégique 2014-2017. • La diffusion du module de formation en ligne sur le développement durable, destiné aux employés, est reportée à une date ultérieure. • Poursuite de l'intégration des principes de développement durable dans l'analyse des activités internes, notamment :

	○ Utilisation de dossiers électroniques pour l'évaluation par les pairs ○ Mise en place de comités d'évaluation virtuels • Portrait de la recherche en santé se rapportant au développement durable en cours de réalisation. Finalisation prévue pour le 31 mars 2014.
CIBLE • Réaliser les mesures prévues au plan d'action	**Degré de réalisation :** voir la section *Résultats liés au plan d'action de développement durable*
OBJECTIFS	**RÉALISATIONS EN 2012-2013**
33. Élaborer et mettre en œuvre une politique globale d'évaluation de programmes, de contrôle de qualité des processus de gestion et de satisfaction de la clientèle **INDICATEURS** • Développement d'une politique globale d'évaluation de programmes, de contrôle de qualité des processus de gestion et de satisfaction de la clientèle • Pourcentage de regroupements rencontrés *(relatif aux centres, groupes et réseaux)*	• La cible de la production d'une politique n'est pas atteinte. Cependant, un processus d'amélioration continue est en place pour les programmes récurrents du FRQS. Il consiste en une mise à jour annuelle après consultation avec les conseillers scientifiques et le personnel. • Visite de tous les centres (18) ainsi que de la majorité des réseaux (14/18) et des groupes (7/9) de recherche. • La réalisation du portrait des programmes du FRQS à l'aide de consultations internes, de la visite des groupes, des centres et des réseaux, ainsi que la réflexion sur ces programmes se poursuivront en 2013-2014. La formation de comités qui produiront des recommandations sur les programmes de groupes et de réseaux à la fin mars 2014 est en cours. • Le dialogue se poursuit avec la communauté et les partenaires. Il y a eu une rencontre en juillet 2012 avec la direction scientifique du FRQS, le scientifique en chef et les directeurs des centres de recherche pour consulter la communauté de recherche sur : ○ Les grandes orientations intersectorielles en vue de favoriser la synergie des masses critiques pour la planification stratégique du FRQS et la future PNRI ○ La révision des modèles de financement des centres et des plateformes communes ○ La mobilisation des connaissances.
CIBLES • Compléter la phase de planification • Visite de tous les groupes, centres et réseaux du FRQS entre septembre et décembre 2012 • Pourcentage de programmes ayant fait l'objet d'une révision annuelle • Compléter le bilan	**Degré de réalisation :** • En cours • Visites à terminer en 2013-2014 • 100 % • La mise sur pied de comités ad hoc sur les groupes et les réseaux est en cours. Le dépôt de recommandations est prévu pour mars 2014.

OBJECTIFS	RÉALISATIONS EN 2012-2013
34. Optimiser l'apport des technologies de l'information et de la communication (TIC) au fonctionnement du FRQS ainsi que la fonctionnalité des ressources matérielles (mobilières et immobilières) dont il dispose INDICATEURS • Nombre de mesures mises en œuvre visant à optimiser l'utilisation des TIC • Nombre de mesures mises en œuvre visant à optimiser l'utilisation des ressources matérielles	• En vue de maintenir la qualité du service offert et de développer des outils de connaissance et de suivi du système québécois de recherche et d'innovation, les Fonds ont évalué l'impact de la nouvelle version du CV commun canadien (CCV). Les Fonds ont choisi d'utiliser la dernière version du CV commun à partir de juin. (voir la section *Actions communes des trois Fonds*). • Mise en place d'un extranet et d'un intranet destinés à la gestion des dossiers des bourses en partenariat. • Mise en place d'un extranet pour les formulaires de réclamation de dépenses destinés à la clientèle externe et au personnel du FRQS. • La mise en œuvre de la politique de réduction des dépenses de fonctionnement en vertu de la loi 100 dans le respect des obligations du FRQS s'est poursuivie. Les cibles prévues par la loi ont été atteintes. • Une démarche de gestion des risques commune aux trois Fonds a aussi été entreprise en 2012-2013 (voir la section *Autres sections communes aux trois Fonds*).

Bourses et subventions : statistiques

Initiatives découlant des réinvestissements provenant de la SQRI[1] en 2012-2013

SOUTIEN AUX BOURSES D'EXCELLENCE	NOMBRE	HAUSSE DES TAUX DE SUCCÈS
Maîtrise	27	de 17,7% à 27,0%
Doctorat	19	de 22,1% à 25,6%
Postdoctorat et Fellowship	6	de 23,2% à 25,4%
Total	**52**	**de 21,3% à 25,9%**

CONSOLIDATION DES REGROUPEMENTS DE RECHERCHE DANS DES DOMAINES PRIORITAIRES POUR LE QUÉBEC	NOMBRE	OCTROIS
Réseau québécois de recherche sur la douleur (RQRD)	1	560 000 $
Groupe de recherche en neurobiologie comportementale (GRNC)	1	250 000 $
Réseau de recherche en santé buccodentaire et osseuse (RSBO)	1	450 000 $
Réseau de thérapie cellulaire et tissulaire (ThéCell)	1	400 000 $
Réseau québécois de recherche sur le suicide (RQRS)	1	555 000 $
Institut de recherche en santé publique de l'Université de Montréal (IRSPUM)	1	250 000 $
Réseau stratégique de recherche et d'innovation en sécurité routière	1	11 111 $
Total	**7**	**2 476 111 $**

PROJETS DE DÉVELOPPEMENT STRATÉGIQUE INNOVANTS DES CENTRES DE RECHERCHE DU FRQS	NOMBRE	OCTROIS
3 nouveaux projets en 2012-2013, Voir détails sous Subventions de groupes, centres et réseaux thématiques	**12**	**5 099 000 $**

SOUTIEN À LA RECHERCHE CLINIQUE DE LA STRATÉGIE BIOPHARMACEUTIQUE QUÉBÉCOISE (SBQ)	NOMBRE	OCTROIS
Il n'y a pas eu de montants versés par la SBQ en 2012-2013	**0**	**0 $**

ÉTABLISSEMENT DE NOUVEAUX PROFESSEURS-CHERCHEURS EN RÉGION	NOMBRE	OCTROIS
Université du Québec à Trois-Rivières	1	23 750 $
Université de Sherbrooke	3	71 250 $
Total	**4**	**95 000 $**

PRÉSENCE ACCRUE SUR LA SCÈNE INTERNATIONALE: PROGRAMME DE STAGE À L'INTERNATIONAL DU FRSQ	NOMBRE	OCTROIS
Postdoctorat	1	19 000 $
Total	**1**	**19 000 $**

[1] Stratégie québécoise de la recherche et de l'innovation du MDEIE

SOMMAIRE DES BOURSES OCTROYÉES

BOURSES DE FORMATION	NOMBRE	MONTANT
Stages d'été d'initiation à la recherche en sciences de la santé	n.d.[1]	381 130 $
Formation de maîtrise	130	1 799 989 $
Formation de maîtrise pour les détenteurs d'un diplôme professionnel	26	809 841 $
Formation de maîtrise pour les étudiants en médecine (M.D.-M.Sc.)	9	121 249 $
Formation de doctorat	243	4 745 272 $
Formation de doctorat pour les détenteurs d'un diplôme professionnel	33	1 054 996 $
Formation de doctorat pour les étudiants en médecine (M.D.-Ph.D.)	4	50 000 $
Formation de doctorat - Bourses thématiques NE^{3}LS (nanotechnologies)	1	20 000 $
Formation postdoctorale (citoyens canadiens ou résidents permanents)	108	3 776 862 $
Formation postdoctorale (citoyens d'autres pays)	36	1 040 001 $
Formation postdoctorale Inserm (français)	2	53 125 $
Formation en recherche post-diplôme professionnel (fellowship)	4	158 205 $
Formation de recherche pour les médecins résidents - Formation de spécialité en recherche	2	120 000 $
Congé de maternité	n.d.[1]-	353 050 $
Frais de déplacement	n.d.[1]-	13 362 $
Sous-total	**598**	**14 497 082 $**

BOURSES DE CARRIÈRE	NOMBRE	MONTANT
Chercheurs-boursiers	288	16 495 833 $
Chercheurs-boursiers cliniciens	124	4 312 079 $
Chercheurs nationaux	23	670 000 $
Appui à la recherche en évaluation des technologies et des pratiques de pointe dans les CHU	2	165 000 $
Chaire de recherche en santé publique appliquée	1	92 500 $
Sous-total	**438**	**21 735 412 $**

[1] n.d. : Non disponible

SOMMAIRE DES SUBVENTIONS OCTROYÉES

SUBVENTIONS DE RECHERCHE	NOMBRE	MONTANT	CHERCHEURS (principal et cochercheurs)
Consortium pour le développement de la recherche en traumatologie - Volet 1	6	447 346 $	27
Consortium pour le développement de la recherche en traumatologie - Volet 2	2	39 903 $	5
Consortium pour le développement de la recherche en traumatologie - Volet 3	1	75 000 $	6
Consortium pour le développement de la recherche en traumatologie - Volet 4	3	117 134 $	12
Fonds d'innovation Pfizer-FRQS	8	1 471 891 $	28
Fonds Pfizer-FRQS-MSSS sur les maladies chroniques	2	654 659 $	12
Formation en recherche dans le domaine de la santé (programme IRSC)	3	400 000 $	3
Projets d'innovation en technologies de la santé	2	244 015 $	18
Projets intersectoriels (programme FQRNT)	1	60 157 $	1
Recherches cliniques	9	702 936 $	39
Recherche en environnement-cancer (GRePEC)	2	741 504 $	20
Recherches en médecine transfusionnelle, en greffe et en biovigilance	4	1 150 692 $	25
Recherches en radiologie	1	24 990 $	4
Recherches en santé des populations	7	475 177 $	40
Recherches en santé et société	4	643 077 $	26
Recherches en santé mentale	7	1 239 210 $	49
Recherches en services de santé (programme PASS des IRSC)	5	122 151 $	28
Recherches sur l'urgence et le continuum des soins - Volet 1	3	269 906 $	18
Recherches sur l'utilisation optimale des médicaments	5	426 449 $	21
Recherches sur le cancer	4	274 885 $	8
Recherches sur les urgences et facteurs influençant le recours à l'urgence	2	159 300 $	7
Soutien à la diffusion scientifique et étudiants chercheurs étoiles	47	220 711 $	47
Établissement de jeunes chercheurs	108	1 576 500 $	108
Établissement de jeunes chercheurs cliniciens	51	505 000 $	51
Subventions d'aide à la formation	18	340 000 $	18
Subvention d'aide à la recherche	3	40 000 $	3
Subventions de développement (réseaux)	3	261 950 $	3
Subventions pour chercheurs en région	4	95 000 $	4
Sous-total	**315**	**12 779 543 $**	**631**

PROGRAMMES DE COLLABORATION INTERNATIONALE	NOMBRE	MONTANT
Échanges FRSQ / Inserm (France) - missions de courte durée	1	1 151 $
Échanges FRQS / NSFC (Chine) - missions ponctuelles	1	1 752 $
Initiatives internationales - missions ponctuelles	5	416 343 $
Recherches sur la maladie d'Alzheimer et les maladies apparentées - Collaboration Québec - France - Canada	5	390 793 $
Sous-total	**12**	**810 039 $**

INITIATIVES STRATÉGIQUES	NOMBRE	MONTANT
Réseau stratégique d'innovation en sécurité routière - Action concertée	1	11 111 $
Sous-total	**1**	**11 111 $**

SUBVENTIONS DE GROUPES, CENTRES ET RÉSEAUX THÉMATIQUES	NOMBRE	MONTANT
Centres de recherche	18	26 393 998 $
Groupes de recherche	9	3 425 000 $
Réseaux thématiques de recherche	18	11 547 770 $
Projets de développement stratégique innovants		
Centre de recherche de l'Institut universitaire en santé mentale de Québec (IUSMQ)		500 000 $
Centre de recherche du Centre hospitalier universitaire (CHU) Ste-Justine		500 000 $
Centre de recherche de l'Hôpital Maisonneuve-Rosemont		500 000 $
Centre de recherche clinique Étienne-Le Bel du Centre hospitalier universitaire de Sherbrooke (CHUS)		500 000 $
Institut de recherches cliniques de Montréal (IRCM)		499 000 $
Centre de recherche de l'Institut de cardiologie de Montréal (ICM)		500 000 $
Centre de recherche de l'Institut universitaire de cardiologie et de pneumologie de Québec (IUCPQ)		350 000 $
Institut de recherche du Centre universitaire de santé McGill (CUSM)		350 000 $
Centre de recherche interdisciplinaire en réadaptation du Montréal métropolitain (CRIR)		350 000 $
Institut Lady Davis de recherches médicales de l'Hôpital général juif		350 000 $
Centre de recherche du Centre hospitalier universitaire de Québec (CHUQ)		350 000 $
Centre de recherche de l'Hôpital Douglas		350 000 $
Sous-total	**45**	**46 465 768 $**

Total des bourses et des subventions 2012-2013	**1409**	**96 298 955 $**

SUBVENTIONS AUX CENTRES DE RECHERCHE	BUDGET GLOBAL	BUDGET DE DÉVELOPPEMENT [1]	TOTAL
Centre de recherche Fernand-Seguin de l'Institut universitaire en santé mentale de Montréal (IUSMM)	752 456 $	-	752 456 $
Centre de recherche de l'Hôpital Maisonneuve-Rosemont	609 812 $	-	609 812 $
Centre de recherche de l'Institut universitaire en santé mentale de Québec (IUSMQ)	736 109 $	-	736 109 $
Centre de recherche clinique Étienne-Le Bel du Centre hospitalier universitaire de Sherbrooke (CHUS)	1 178 462 $	543 750 $	1 722 212 $
Centre de recherche de l'Hôpital Douglas	903 654 $	-	903 654 $
Centre de recherche de l'Institut universitaire de cardiologie et de pneumologie de Québec (IUCPQ)	903 833 $	-	903 833 $
Centre de recherche de l'Hôpital du Sacré-Coeur de Montréal (HSCM)	722 686 $	-	722 686 $
Centre de recherche de l'Institut de cardiologie de Montréal (ICM)	809 325 $	290 625 $	1 099 950 $
Centre de recherche de l'Institut universitaire de gériatrie de Montréal (IUGM)	772 784 $	-	772 784 $
Centre de recherche du Centre hospitalier affilié universitaire de Québec (CHA)[2]	783 849 $	-	783 849 $
Centre de recherche du Centre hospitalier de l'Université de Montréal (CHUM)	3 144 219 $	420 154 $	3 564 373 $
Centre de recherche du Centre hospitalier universitaire (CHU) Ste-Justine	1 018 313 $	125 000 $	1 143 313 $
Centre de recherche du Centre hospitalier universitaire de Québec (CHUQ)[2]	3 204 144 $	1 478 500 $	4 682 644 $
Institut de recherche du Centre universitaire de santé McGill (CUSM)	4 438 351 $	-	4 438 351 $
Centre de recherche interdisciplinaire en réadaptation du Montréal métropolitain (CRIR)	802 607 $	-	802 607 $
Centre de recherche sur le vieillissement du CSSS - Institut universitaire de gériatrie de Sherbrooke (IUGS)	673 821 $	442 559 $	1 116 380 $
Centre interdisciplinaire de recherche en réadaptation et intégration sociale (CIRRIS) de l' IRDPQ	428 553 $	54 941 $	483 494 $
Institut Lady Davis de recherches médicales de l'Hôpital général juif	1 155 491 $	-	1 155 491 $
Total	**23 038 469 $**	**3 355 529 $**	**26 393 998 $**

[1] Le budget de développement comprend le budget de recrutement et le budget d'infrastructure.

[2] Ces deux centres de recherche ont fusionné en juillet 2012 pour devenir le Centre de recherche du CHU de Québec. Cependant ils ont reçu des sommes d'argent distinctes pour l'année financière 2012-2013.

SUBVENTIONS AUX GROUPES DE RECHERCHE	MONTANT
Centre de recherche en neuropsychologie et cognition (CERNEC)	300 000 $
Groupe d'étude des protéines membranaires (GEPROM)	275 000 $
Groupe de recherche axé sur la structure des protéines (GRASP)	350 000 $
Groupe de recherche en neurobiologie comportementale (GRNC)	250 000 $
Groupe de recherche en sciences et technologies biomédicales (GRSTB)	275 000 $
Institut de recherche en santé publique de l'Université de Montréal (IRSPUM)	750 000 $
Centre de recherche sur le cancer Rosalind et Morris Goodman (CRCG)	425 000 $
Groupe de recherche sur le système nerveux central (GRSNC)	500 000 $
Institut de recherche en immunologie et en cancérologie (IRIC)	300 000 $
Total	**3 425 000 $**

SUBVENTIONS AUX RÉSEAUX THÉMATIQUES DE RECHERCHE	MONTANT
Réseau québécois de recherche sur la douleur (RQRD)	1 160 000 $
Réseau de recherche en santé cardio-métabolique, diabète et obésité (CMDO)	350 000 $
Réseau de médecine génétique appliquée (RMGA)	850 000 $
Réseau de recherche en santé de la vision (RRSV)	340 000 $
Réseau de recherche en santé des populations du Québec (RRSPQ)	550 000 $
Réseau de recherche en santé environnementale (RRSE)	400 000 $
Réseau de recherche en santé et sécurité au travail du Québec (RRSSTQ)	108 000 $
Réseau de recherche sur le cancer (RRC)	1 294 770 $
Réseau en bio-imagerie du Québec (RBIQ)	550 000 $
Réseau de recherche en santé buccodentaire et osseuse (RSBO)	450 000 $
Réseau de recherche en santé respiratoire (RSR)	850 000 $
Réseau provincial de recherche en adaptation-réadaptation (REPAR)	700 000 $
Réseau québécois de recherche sur le médicament (RQRM)	450 000 $
Réseau québécois de recherche sur le vieillissement (RQRV)	900 000 $
Réseau québécois de recherche sur le suicide (RQRS)	555 000 $
Réseau SIDA et maladies infectieuses (SIDA-MI)	1 250 000 $
Réseau de thérapie cellulaire et tissulaire (ThéCell)	400 000 $
Réseau de recherche en interventions en sciences infirmières du Québec (RRISIQ)	390 000 $
Total	**11 547 770 $**

CONTRIBUTION DU FRQS ET DE SES PARTENAIRES À L'ENSEMBLE DES BOURSES ET SUBVENTIONS

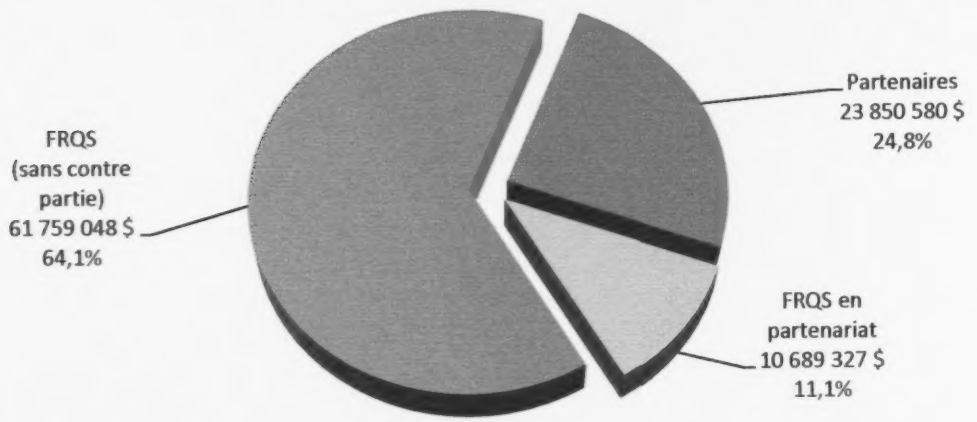
	FRQS (sans contrepartie) [1]	FRQS en partenariat [2]	Partenaires [3]	Sous-Total Partenariat	Total
Bourses de formation	13 948 745 $	374 081 $	174 256 $	548 337 $	**14 497 082 $**
Bourses de carrière		7 419 906 $	14 315 506 $	21 735 412 $	**21 735 412 $**
Subventions de recherche	5 895 073 $	810 215 $	6 074 255 $	6 884 470 $	**12 779 543 $**
Initiatives stratégiques		11 111 $		11 111 $	**11 111 $**
Programmes de collaboration internationale	148 333 $	395 913 $	265 793 $	661 706 $	**810 039 $**
Subventions de groupes, centres et réseaux thématiques	41 766 897 $	1 678 101 $	3 020 770 $	4 698 871 $	**46 465 768 $**
TOTAL	**61 759 048 $**	**10 689 327 $**	**23 850 580 $**	**34 539 907 $**	**96 298 955 $**

[1] Correspond aux bourses et subventions allouées par le FRQS sans aucune contrepartie d'un partenaire.

[2] Contribution monétaire du FRQS aux différents protocoles d'entente.

[3] Contribution monétaire des partenaires aux différents protocoles d'entente.

La notion de partenariat s'applique à tout montant ne provenant pas de l'enveloppe globale du MDEIE - devenu MESRST, à l'exception de trois protocoles (budgets protégés). Il peut s'agir de montants provenant autant de partenaires gouvernementaux que non gouvernementaux.



Total 96 298 955 $

RÉSULTATS DES CONCOURS: TAUX DE FINANCEMENT ET TAUX DE SUCCÈS

Bourses de formation[1]

	Nombre de demandes	Nombre de demandes recommandées	Nombre de demandes financées	Taux de financement[2]	Taux de succès[3]
2009-2010	992	720	237	33%	24%
2010-2011	1060	730	185	25%	17%
2011-2012	1179	636	291	46%	25%
2012-2013	**1124**	**648**	**291**	**45%**	**26%**

Chercheurs-boursiers réguliers

	Nombre de demandes	Nombre de demandes recommandées	Nombre de demandes financées	Taux de financement[2]	Taux de succès[3]
2009-2010	175	164	88	54%	50%
2010-2011	158	139	67	48%	42%
2011-2012	166	155	91	59%	55%
2012-2013	**181**	**175**	**84**	**48%**	**46%**

Chercheurs-boursiers cliniciens

	Nombre de demandes	Nombre de demandes recommandées	Nombre de demandes financées	Taux de financement[2]	Taux de succès[3]
2009-2010	63	52	36	69%	57%
2010-2011	44	35	21	60%	48%
2011-2012	67	63	43	68%	64%
2012-2013	**79**	**68**	**37**	**54%**	**47%**

Chercheurs nationaux

	Nombre de demandes	Nombre de demandes recommandées	Nombre de demandes financées	Taux de financement[2]	Taux de succès[3]
2009-2010	16	15	6	40%	38%
2010-2011	27	20	7	35%	26%
2011-2012	19	17	5	29%	26%
2012-2013	**20**	**20**	**5**	**25%**	**25%**

Subventions de recherche[4]

	Nombre de demandes	Nombre de demandes recommandées	Nombre de demandes financées	Taux de financement[2]	Taux de succès[3]
2009-2010	59	45	21	47%	36%
2010-2011	43	20	4	20%	9%
2011-2012	41	22	10	45%	24%
2012-2013	**38**	**24**	**8**	**33%**	**21%**

[1] Incluant : formation de maîtrise, formation de maîtrise pour les détenteurs d'un diplôme professionnel, formation de doctorat, formation de doctorat pour les détenteurs d'un diplôme professionnel, formation postdoctorale (citoyens canadiens et résidents permanents), formation postdoctorale (citoyens d'autres pays) et formation post-diplôme professionel (*fellowship*).

[2] Taux de financement : nombre de demandes financées sur le nombre de demandes recommandées.

[3] Taux de succès : nombre de demandes financées sur le nombre de demandes admissibles.

[4] Incluant : recherches cliniques, recherches en santé des populations, recherches en santé et société, recherches en santé mentale.

ACTIONS COMMUNES DES TROIS FONDS

La présente section fait état des activités et des projets que les trois Fonds de recherche du Québec ont réalisé conjointement au cours de l'exercice financier 2012-2013.

APPUI À LA RELÈVE

Concours Étudiants-chercheurs étoiles

Les trois Fonds de recherche ont poursuivi leur soutien au concours Étudiants-chercheurs étoiles, lancé à l'initiative du scientifique en chef du Québec, En plus de faire la promotion des carrières en recherche, ce concours vise à reconnaître l'excellence de la recherche réalisée par les étudiants de niveau collégial et universitaire, les stagiaires postdoctoraux et les membres d'un ordre professionnel en formation de recherche avancée, et ce, dans toutes les disciplines couvertes par les trois Fonds. Une fois par mois, depuis le printemps 2012, chaque Fonds remet un prix de 1 000 $ à un étudiant-chercheur.

Pour l'année 2012-2013, les Fonds ont tenu deux concours Étudiants-chercheurs étoiles et ont remis un prix à 38 étudiants-chercheurs, soit un total de 12 étudiants-chercheurs chacun pour le FRQSC et le FRQNT, et de 14 pour le FRQS, avec la nomination de deux co-lauréats en juin et juillet 2012. En lien avec ce concours, un communiqué est diffusé chaque mois dans le site Web du FRQ, dans les sites Web de chacun des Fonds et dans leurs comptes Twitter afin de dévoiler les noms des lauréats. De plus, certaines activités ont été organisées autour des lauréats :

- une rencontre d'échange dans le cadre d'un 5 à 7 entre les neuf premiers récipiendaires du prix, le scientifique en chef du Québec, les directeurs scientifiques de chaque Fonds et les organismes de promotion de la science;
- la participation des lauréats à la cérémonie officielle de remise des Prix du Québec 2012, lors de laquelle a été soulignée la présence de neuf étudiants-chercheurs étoiles (tous secteurs de recherche confondus);
- le colloque *Le goût de faire de la science* qui se tiendra dans le cadre du 81e congrès de l'Acfas en mai 2013 et auquel participeront une quinzaine d'étudiants-chercheurs étoiles et des lauréats des prix du Québec en recherche.

Enfin, le concours a fait l'objet d'une promotion dans les universités et collèges québécois.

Performance des étudiants québécois

Depuis plusieurs années, les Fonds de recherche du Québec suivent attentivement l'offre des programmes de bourses du fédéral et la performance des candidats québécois dans leurs secteurs. Ils veillent notamment à ce que leurs actions soient en complémentarité avec l'ensemble du soutien offert par les conseils fédéraux.

Dans le domaine de la santé, bien qu'historiquement les étudiants du Québec aient recueilli plus que leur part en bourses de formation auprès des IRSC, cette part est aujourd'hui proportionnelle à leur poids démographique. En effet, on observe une diminution de la part des candidats québécois entre 2007-2008 et 2012-2013 qui est passée de 31 % à 24,8 % alors que le Québec représente 23,1 % de la population canadienne.

Dans le secteur des SSHAL, malgré l'augmentation substantielle du nombre de bourses obtenues par les étudiants québécois au CRSH en dix ans, la sous-représentation du Québec aux concours fédéraux perdure.

En 2011-2012, le CRSH a attribué 25 % des sommes aux étudiants québécois, alors qu'ils constituent environ 35 % de l'effectif universitaire canadien, année après année.

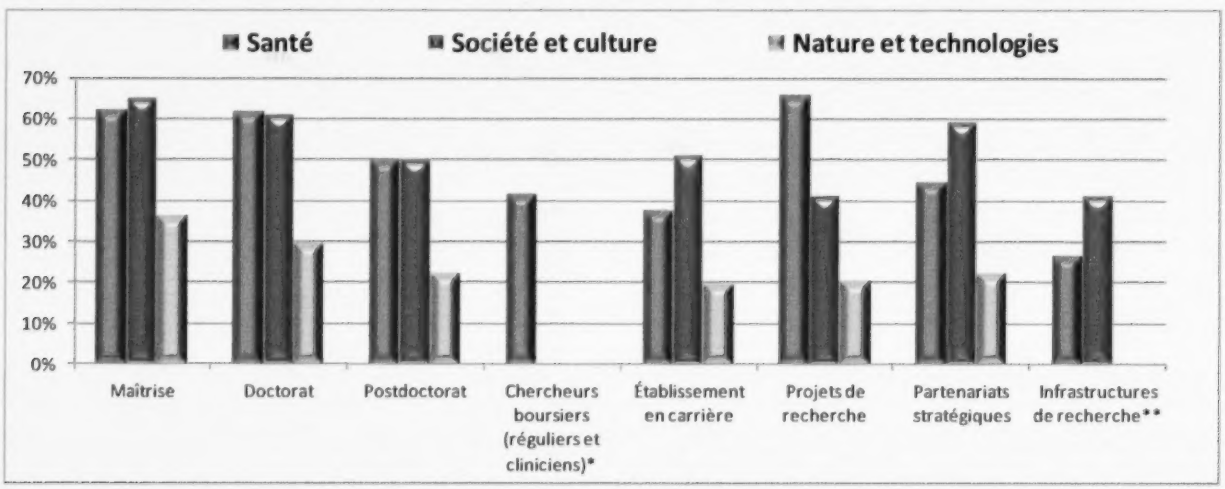
Du côté des SNG, les étudiants québécois sont toujours sous-représentés parmi les candidats et les boursiers des programmes de bourses du CRSNG. En 2012-2013, le Québec a reçu 20,2 % du nombre de bourses du CRSNG attribuées dans les universités canadiennes : 20,8 % à la maitrise, 19,3 % au doctorat et 19,6 % au postdoctorat. Cette proportion, bien qu'inférieure à la part du Québec dans l'effectif étudiant canadien, est en augmentation par rapport à 2011-2012.

Présence des femmes en recherche

En 2008-2009, les Fonds mettaient au point un instrument commun d'analyse pour suivre l'évolution de la présence des femmes dans leurs programmes d'aide financière. Conformément à l'évolution de l'effectif étudiant et professoral des femmes en sciences, on observe une diminution graduelle de la présence des femmes parmi les candidats aux demandes de bourses et de subventions à mesure que progresse la carrière scientifique. Cependant, les résultats de l'analyse des dix dernières années et de l'année 2012-2013 révèlent que les candidates bénéficient de taux de succès équivalant à ceux des candidats dans les trois Fonds.

PROPORTION DE FEMMES PARMI LES CANDIDATS (À TITRE DE RESPONSABLE)

AUX PROGRAMMES D'AIDE FINANCIÈRE DES FONDS DE RECHERCHE POUR L'ANNÉE 2012-2013



* Programme spécifique au FRQS ; ** Pas de concours en SNG pour l'année de demande 2012-2013

En sciences de la santé, la représentation des femmes dans les programmes de bourses et de subventions est très stable d'année en année. Sur le plan des bourses de formation, la proportion de femmes est similaire à la maîtrise et au doctorat (62 %). Elle diminue au postdoctorat (50 %), pour atteindre 41 % dans les programmes de bourses de carrière. Les femmes ont connu une baisse de représentation de 5 % parmi les candidats aux bourses de au cours de la dernière année. Contrairement à la tendance observée en 2011-2012, les taux de succès des femmes connaissent une baisse comparativement à ceux de leurs collègues masculins.

En SSHAL, la part des femmes dans les demandes admissibles aux programmes de bourses de formation s'élève à 61 % en 2012-2013, une part similaire à la moyenne des dix dernières années. Cette proportion de femmes est représentative de l'effectif universitaire étudiant aux cycles supérieurs en SSHAL. La situation diffère du côté des subventions. En ce qui concerne le programme destiné aux nouveaux chercheurs, on trouve presque autant d'hommes que de femmes (51 %) alors que dans les subventions d'infrastructures de recherche (équipes et regroupements stratégiques), la part des femmes responsables d'une demande

gravite autour de 41 %. Il s'agit d'une part inférieure à celle des hommes, mais il faut noter une stabilité par rapport à l'année dernière (42 %) et une augmentation par rapport à 2010-2011 (36 %). De plus, on observe depuis quelques années une hausse du nombre de femmes membres d'équipes ou de regroupements, qui passe de 33 % en 2002 à 47 % en 2012. Autre point à signaler : sur dix ans, les candidates à titre de responsable bénéficient de taux de succès équivalents à ceux des candidats, et ce, pour l'ensemble des programmes d'aide financière. Finalement, l'augmentation du nombre de femmes assurant un rôle de direction dans les équipes de recherche semble toujours constituer la principale cible à atteindre.

Finalement en SNG, la part des femmes dans les demandes admissibles en 2012-2013 reste faible : 32 % aux programmes de bourses (358/1137) et 20 % aux programmes de subventions à titre de responsable (77/382). La faible part des femmes dans les carrières en SNG est une problématique observée au niveau national et international. Le FRQNT entend mettre en place des mesures visant à encourager la participation des femmes en recherche en SNG. Cette part est un peu plus faible à la maîtrise (36 % en 2013 c. 38 % sur dix ans) et au postdoctorat (22 % c. 25 %), mais plus élevée dans les projets de recherche (20 % c. 17 %) et les domaines stratégiques (22 % c. 17 %). Le taux de succès global des candidates aux concours de l'année 2012-2014 (49 %) est supérieur à celui des candidats (45 %). Cet écart est observé notamment aux concours de maîtrise (50 % c. 47 %) et de doctorat (61 % c. 51 %). Par contre le taux de succès des candidates est inférieur à celui des hommes aux concours des projets de recherche (25 % c. 31 %) et domaines stratégiques (17 % c. 62 %, 6 candidates et 21 candidats admissibles).

RECHERCHE INTERSECTORIELLE

Forums de réflexion sur de grands projets intersectoriels

Un comité interFonds sur les grands projets intersectoriels a été mis sur pied en 2012-2013 à l'initiative du scientifique en chef du Québec afin d'établir, dans un premier temps, les critères de sélection qui guideront le choix de projets d'envergure porteurs et significatifs pour le Québec.

À la suite d'une large consultation effectuée à l'automne 2011 par le scientifique en chef du Québec auprès de la communauté scientifique, le FRQ a reçu plus de 60 propositions de thèmes pour de grands projets intersectoriels provenant de toutes les universités, de quelques collèges et établissements privés. Un comité composé de membres des conseils d'administration des trois Fonds de recherche du Québec, des trois directeurs scientifiques et du scientifique en chef a étudié en 2012-2013, les propositions soumises. Les Fonds de recherche ont retenu plusieurs thématiques pour lesquelles ils ont organisé de vastes chantiers de réflexion en vue de préciser les priorités de recherche, d'initier de grands projets intersectoriels et de mobiliser des pratiques, des approches et des acteurs de la recherche issus de divers secteurs et milieux :

- Forum sur les sciences de la vie (juin 2012)
- Journée sur la recherche nordique (septembre 2012)
- Table ronde sur la recherche en éthique (octobre 2012)
- Forum sur Innover pour mieux vieillir ensemble (novembre 2012)
- Forum Art, Culture et Mieux-être (février 2013)

D'autres forums sont prévus en 2013, dont une journée de réflexion sur la formation à la recherche (avril 2013) et un forum sur le développement durable (juin 2013).

Programmes de recherche communs financés en 2012-2013

Programmes trois Fonds :

- Réseau de recherche en santé et en sécurité du travail du Québec;
- Réseau stratégique de recherche et d'innovation en sécurité routière;
- Bourses thématiques de recherche de maîtrise et de doctorat NE^{3}LS sur les aspects éthiques, environnementaux, économiques, légaux et sociaux du développement des nanotechnologies.

Programmes Fonds Société et culture et Fonds Santé :

- Réseau québécois de recherche sur le suicide;
- Programme d'actions concertées sur la sécurité routière;
- Programme d'actions concertées sur les facteurs sociaux, culturels et environnementaux pour prévenir l'apparition des problèmes de poids;
- Deux centres de recherche interdisciplinaire en réadaptation et intégration sociale.

Programmes Fonds Santé et Fonds Nature et technologies :

- Deux réseaux d'innovation en technologie de la santé;
- Programme de recherche en partenariat sur les cyanobactéries;
- Programme de recherche en partenariat en sécurité routière;
- Programme de recherche sur la préservation et l'amélioration de la valeur nutritive des aliments en lien avec la santé.

Programmes Fonds Nature et technologies et Fonds Société et culture :

- Programme de recherche en partenariat sur la réduction et la séquestration des gaz à effet de serre;
- Quatre regroupements stratégiques : Transports, Cycle de vie des produits, Musique, médias et technologies, ainsi que Langage, esprit et cerveau.

Recherche en développement durable

Les Fonds de recherche du Québec ont mis au point, en 2011, l'indicateur de la recherche en développement durable. La fiche présentant l'indicateur de suivi des objectifs de la Stratégie gouvernementale de développement durable – Publications scientifiques a été diffusée, en décembre 2011, dans le site Web de l'Institut de la statistique du Québec (ISQ) et du ministère du Développement durable, de l'Environnement, de la Faune et des Parcs (MDDEFP). Une mise à jour des données sur le développement durable ventilées par orientation (Québec, monde) et du nombre de publications (de 2000 à 2010) a été faite en décembre 2012. La mission des Fonds de recherche étant de promouvoir et d'aider financièrement le développement de la recherche au Québec, il était tout indiqué de retenir comme indicateur le nombre de publications, qui s'avère l'extrant le plus tangible et le plus répandu des activités de recherche. Avec cet indicateur, les trois Fonds seront en mesure de dresser un portrait de la recherche en matière de développement durable au Québec afin de déterminer les principaux enjeux de recherche, les créneaux forts, les expertises en émergence, les pôles en formation, et ce, tout en se comparant au reste du monde. Un premier portrait mesurant l'ampleur de la recherche québécoise effectuée sur les thématiques du développement durable sera réalisé d'ici la fin de 2013. Le nombre et la présentation thématique des publications effectuées par les chercheurs québécois dans ce domaine fourniront une excellente indication des avancées et du potentiel québécois.

Politique internationale des Fonds de recherche du Québec

Dans le cadre de son mandat de positionnement et de rayonnement de la recherche québécoise au Canada et à l'international, le scientifique en chef du Québec a réalisé plusieurs activités de représentation à l'étranger (France, Italie, États-Unis). Il a également mis sur pied en juin 2012 d'un comité interFonds pour élaborer une stratégie de partenariat à l'international des Fonds de recherche du Québec. Au cours de l'année 2012-2013, le comité a tenu trois rencontres.

Parmi les mandats du comité, signalons la réalisation d'un inventaire des partenariats internationaux des trois Fonds de recherche à partir des liens avec des partenaires extra-académiques déclarés par les chercheurs et des contrats internationaux des regroupements stratégiques, ainsi qu'un état des lieux des collaborations internationales des universités du Québec et des programmes de soutien à la recherche à l'international du MESRST. De plus, différents modèles de programmes de coopération existants entre le certains organismes québécois et la France ont été analysés et des critères d'évaluation pour l'établissement de partenariats internationaux ont été développés.

Les prochaines étapes couvrent en particulier la revue des thèmes de recherche de partenariat, les créneaux essentiels, l'analyse des pays avec qui développer des coopérations, et la finalisation des axes stratégiques et plans d'action. Finalement, signalons que la stratégie d'internationalisation des Fonds tiendra compte des orientations retenues par le prochain cycle triennal, de la future Politique nationale de la recherche et de l'innovation, ainsi que l'alignement avec la politique internationale du Québec.

Fonctionnement et financement des infrastructures majeures

Un comité interFonds sur le fonctionnement et le financement de plateformes, d'équipements ou d'installations majeures a été mis sur pied en 2012-2013 à l'initiative du scientifique en chef du Québec, en vue, notamment, d'assurer un meilleur arrimage des interventions des Fonds avec celles du gouvernement du Québec, de la FCI et d'autres partenaires potentiels. Ce comité a pour mandat de développer avec tous les partenaires concernés, une stratégie créative, afin d'assurer le financement à long terme de ces parcs d'équipements et outils indispensables au maintien et à l'amélioration de la compétitivité des chercheurs québécois au Canada et à l'étranger.

Le Comité a tenu quatre rencontres à ce jour durant lesquelles les membres ont étudié l'état des programmes de financement des plateformes et des installations au Québec (universités, MDEIE/MESRST, FCI) et au Canada, leur financement, les possibilités d'approche à adopter afin d'améliorer leur exploitation ainsi les structures de base de données à l'international. Les prochaines étapes comportent l'établissement des besoins, des critères de financement et d'évaluation, et de l'élaboration d'un appel de propositions. Il est surtout crucial de développer, avec tous les partenaires concernés, une stratégie qui permettra d'assurer la viabilité et la mise à niveau des équipements majeurs et des plateformes communes.

SYSTÈME D'INFORMATION ET OUTILS INFORMATIONNELS

En vue de maintenir la qualité des services offerts à leur clientèle et à leurs partenaires, et de développer des outils de connaissance et de suivi du système québécois de recherche et d'innovation, les Fonds ont évalué l'impact de la nouvelle version du CV commun canadien sur la clientèle des Fonds et sur la gestion des données dans les systèmes d'information. Compte tenu des améliorations apportées au nouveau CV commun canadien et du souhait des chercheurs d'utiliser un même CV au fédéral et au provincial, les Fonds de recherche du Québec ont décidé d'utiliser le nouveau CV commun canadien à partir de juin 2013.

Les trois Fonds ont renouvelé leur participation au Consortium pour l'avancement des standards d'administration de l'information en recherche (CASRAI) et participé aux travaux sur le développement de standards. Rappelons ici que ce consortium est un organisme indépendant sans but lucratif voué à l'élaboration, au maintien et à la promotion de normes d'information pour l'administration de la recherche. Enfin, les Fonds ont collaboré à l'organisation de la première conférence internationale CASRAI, tenue du

10 au 12 octobre 2012, à Montréal, sous le thème de la mesure des impacts de la recherche. Une vingtaine de conférenciers provenant d'organismes de financement, d'établissements universitaires et de fournisseurs de produits et services relatifs à l'évaluation et à la mesure de la science et de l'innovation étaient au rendez-vous.

VISIBILITÉ, ACTIVITÉS DE RECONNAISSANCE ET DIFFUSION GRAND PUBLIC

Développement de la signature visuelle de la bannière FRQ et outils de communication

Au cours de l'année 2012-2013, une signature visuelle de la bannière FRQ, plusieurs outils de communication, de même que le portail du scientifique en chef ont été développés. Le portail, qui a été mis en ligne en juin 2012, permet notamment de donner de l'information sur les Fonds, de diffuser les messages du scientifique en chef et des travaux liés aux grands projets de recherche intersectorielle (forums d'orientation), et de faire la promotion des lauréats du concours Étudiants-chercheurs étoiles. Des travaux ont également été réalisés dans le cadre de la refonte des trois sites Web (analyse des sites et appels d'offres). Au cours de la prochaine année, les travaux s'intensifieront avec la firme qui la le mandat de revoir les sites Web dans une visée d'harmonisation, d'ergonomie et de stratégies des médias sociaux, et dans l'optique du gouvernement ouvert.

Nouvelle vitrine Web sur les retombées de la recherche

Au cours de l'année 2012-2013, un tout nouveau projet Web intitulé Retombées de la recherche a vu le jour. Il vise à mettre en valeur la recherche québécoise, sa pertinence et son importance pour la société. En collaboration avec l'Observatoire des sciences et des technologies et la firme Science Metrix, les Fonds ont documenté, par une approche bibliométrique et une approche par sondage, un ensemble d'indicateurs de la recherche et de la technologie, de même que des indicateurs d'impacts de la recherche dans la société. Par ce projet, les Fonds entendent produire une vitrine Web des impacts de la recherche dont la mise en ligne est prévue pour le second trimestre 2013. Cette vitrine accueillera des histoires d'impacts de la recherche produite au Québec et sera régulièrement mise à jour.

Activités de reconnaissance

Comme par les années passées, les Fonds de recherche ont uni leurs efforts afin d'assurer le plus grand rayonnement possible aux réalisations des chercheurs du Québec :

- Appui à la remise du prix Jacques-Rousseau soulignant les réalisations scientifiques exceptionnelles d'une personne ou d'une équipe ayant dépassé largement son domaine de spécialisation et ayant établi des ponts novateurs entre différentes disciplines, dans le cadre du Gala de l'Acfas.
- Poursuite du partenariat avec l'ADESAQ (Association des doyens des études supérieures au Québec) afin d'assurer la remise des Prix d'excellence pour les meilleures thèses de doctorat en SNG, en SSHAL et en santé.
- Contribution à la préparation de la section « L'état de la recherche au Québec », dans *L'état du Québec 2012*, une publication de l'Institut du Nouveau Monde qui est distribuée au congrès annuel de l'Acfas.

Diffusion grand public

- Représentation commune à l'événement annuel « Célébration de la science », qui a eu lieu le 21 février 2013 au Centre des sciences de Montréal.
- Poursuite du partenariat avec Télé-Québec pour apporter leur expertise scientifique et leur soutien financier à la réalisation de l'émission d'actualités scientifiques *Le code Chastenay*. Cette émission, diffusée à Télé-Québec, met en valeur les réalisations des chercheurs québécois de tous les domaines de recherche.

AUTRES ACTIVITÉS COMMUNES AUX TROIS FONDS

Développement d'un bulletin de veille stratégique des trois Fonds

Les informations recueillies dans le cadre de la veille stratégique permettent de situer les actions du Fonds dans le contexte national et international de financement de la recherche publique et d'appuyer les activités de planification stratégique. Afin de répondre au besoin de synergie accrue entre les trois Fonds de recherche dirigés par le scientifique en chef du Québec, et en réponse à l'intégration des services administratifs, les Fonds ont opté pour une veille stratégique intersectorielle. Ainsi, un processus de veille stratégique formel a été mis en place à l'hiver 2013 et cinq bulletins électroniques *Veille stratégique FRQ* ont été diffusés au 31 mars 2013.

Initiation d'une démarche de gestion de risques commune aux trois Fonds de recherche du Québec

Les trois Fonds de recherche se sont engagés en 2012-2013 dans une démarche commune de gestion intégrée des risques. Le conseil d'administration du FRQS a délégué au comité de vérification le mandat de veiller au suivi de la gestion des risques. Rappelons que cette gestion prend en compte les risques découlant des initiatives stratégiques et opérationnelles afin de favoriser une prise de décision concertée et responsable au sein de l'organisation. Aussi, chaque Fonds réalise sa propre analyse de risques tout en prenant en compte les risques communs aux trois Fonds.

Le FRQS a adopté une politique de gestion intégrée des risques en décembre 2012, harmonisée avec celle des deux autres Fonds. Cette politique définit la démarche, les rôles et les responsabilités des différents intervenants à l'égard de la gestion de risques. La démarche de gestion intégrée des risques mise en oeuvre au printemps 2013 permettra d'actualiser le profil de risques du FRQS et d'établir un plan de traitement des risques. Le FRQS sera accompagné dans cette démarche par une firme d'experts en la matière.

Poursuite des activités d'optimisation des ressources informationnelles pour la reddition de comptes

Dans le cadre de l'intégration des services administratifs des trois Fonds, le traitement des demandes d'information visant à assurer la disponibilité de données exactes et exhaustives pour la reddition de comptes a été centralisé. La réalisation d'un état des terminologies en usage dans les trois Fonds a également été amorcée ainsi que l'harmonisation des documents de planification et de reddition de comptes. Finalement, des travaux ont été réalisés afin d'assurer la comparabilité des éléments contextuels relatifs à l'environnement de la recherche, notamment les attributions par les conseils fédéraux et les effectifs universitaires.

Harmonisation de la gouvernance des trois Fonds québécois de recherche en s'inspirant des meilleures pratiques en la matière

L'adoption du projet de loi 130, le 1er juillet 2011, a modifié la structure des Fonds de recherche du Québec avec notamment la création du poste de scientifique en chef et le regroupement des services administratifs. En plus d'assurer le bon fonctionnement des Fonds, en collaboration avec les directeurs scientifiques, le scientifique en chef s'est vu notamment confier la coordination des enjeux communs des trois secteurs de recherche et des activités intersectorielles de même que l'intégration des activités administratives des trois Fonds. Les efforts des Fonds ont été maintenus en vue d'assurer un regroupement administratif harmonieux et efficace, et de garantir un haut niveau de qualité de services dans le respect des mandats respectifs de chacun des Fonds. Les Fonds ont tenu compte des bonnes pratiques de gouvernance en accord avec les principes établis par la Loi sur la gouvernance.

Parmi les principales actions réalisées en 2012-2013 en termes d'harmonisation des pratiques entre les trois Fonds, signalons :

- La révision du code d'éthique et de déontologie des administrateurs;
- La révision du Règlement de régie interne qui précise le mandat, la composition et le fonctionnement du conseil d'administration et de ses comités statutaires;
- La création de quatre comités statutaires du conseil d'administration (gouvernance, vérification, programmes, éthique et intégrité scientifique);
- La tenue de deux activités spéciales des trois conseils d'administration des Fonds (8 juin 2012 et 20-21 septembre 2012);
- Une formation sur la gouvernance pour l'ensemble des membres du conseil d'administration (activité spéciale des trois conseils d'administration en juin 2012).

Réduction des dépenses de fonctionnement

Conformément à la Loi mettant en œuvre certaines dispositions du discours sur le budget du 30 mars 2010 et visant le retour à l'équilibre budgétaire en 2013-2014 et la réduction de la dette, le FRQS s'est doté d'une politique de réduction des dépenses. Cette politique vise notamment à réduire cette année, comparativement à 2009-2010, l'équivalent de 3 % de la masse salariale, ainsi que 9 % du budget de fonctionnement moins les dépenses approuvées par le Secrétariat du Conseil du Trésor, incluant une réduction de 25 % des dépenses de publicité, de formation et de déplacement. La mise en œuvre de la Politique de réduction des dépenses a permis d'atteindre les objectifs.

Optimisation des ressources matérielles et financières dans le contexte d'intégration des services administratifs

L'optimisation des ressources matérielles et financières est désormais réalisée dans le cadre de l'intégration des services administratifs des trois Fonds de recherche. Plusieurs actions ont été réalisées à cet égard en 2012-2013, en particulier :

- Mise en place d'un nouveau système téléphonique et amélioration de l'équipement de visioconférence;
- Mise en œuvre de la répartition des coûts entre les trois Fonds;
- Harmonisation du format des contrats et mise en place d'un registre des contrats;
- Choix d'un logiciel en vue de développer un système de gestion documentaire.

Arrimage et intégration des systèmes d'information

De nouvelles orientations informatiques ont été élaborées en 2012-2013 à la suite de l'intégration des services administratifs des trois Fonds. Ces orientations visent notamment à assurer le maintien de systèmes informatiques performants, harmonisés et adaptés aux opérations du Fonds pour les prochaines années et à réduire les coûts d'entretien. La réflexion autour de ces orientations se poursuit en 2013-2014. Le projet s'échelonnera sur plusieurs années.

RÉSULTATS LIES AU PLAN D'ACTION DE DEVELOPPEMENT DURABLE 2009-2013

Le *Plan d'action de développement durable 2009-2013* du FRQS a été préparé conformément à l'article 15 de la Loi sur le développement durable (L.R.Q., chap. D-8.1.1). Il comporte diverses actions visant la mise en œuvre progressive de la Stratégie gouvernementale de développement durable 2008-2013, récemment prolongée jusqu'en 2015, et confirme la volonté du Fonds de s'engager officiellement dans une démarche de développement durable. Les résultats de la quatrième année de mise en œuvre du plan d'action de développement durable du Fonds sont détaillés ci-après, et ce, pour chacune des actions annoncées.

Objectif gouvernemental 1 : Mieux faire connaître le concept et les principes de développement durable et favoriser le partage des expériences et des compétences en cette matière et l'assimilation des savoirs et savoir-faire qui en facilitent la mise en œuvre

Objectif organisationnel : Diffuser auprès du personnel, des collaborateurs et des clientèles du FRQS des informations sur le concept de développement durable, sa portée et ses principes

	Indicateurs et cibles	Résultats de l'année
Action A **Mettre en œuvre des activités contribuant à la réalisation du Plan gouvernemental de sensibilisation et de formation des personnels de l'administration publique.**	• Taux du personnel rejoint par les activités de sensibilisation et de formation pour chacune des années du plan d'action **Cibles** - 100 % des employés rejoints d'ici la fin 2011 - La majorité des employés avec une connaissance satisfaisante du concept de développement durable d'ici la fin 2013	• La distribution d'une capsule de sensibilisation a été faite en début d'année financière. Elle ne s'est pas poursuivie par la suite. • La diffusion du module de formation en ligne sur le développement durable destiné aux employés est reportée à une date ultérieure.
Action B **Assurer la prise en compte des principes de développement durable au sein de l'organisme.**	• Taux d'utilisation des outils décisionnels de 100 % à partir de 2011 **Cibles** - Avoir conçu et mis en application un outil de suivi d'ici la fin 2010 - Avoir conçu et mis en application des outils décisionnels d'ici la fin 2010	• À la suite de la prolongation de la Stratégie gouvernementale de développement durable jusqu'en 2015, le FRQS a actualisé son plan d'action. Cette actualisation tient compte de la réorganisation administrative des Fonds de recherche (FRQS, FRQNT, FRQSC) sous une bannière commune. Dans ce contexte, le développement d'outils d'aide à la décision et de suivi a été reporté à la fin de 2014.
Action C **Sensibiliser les clientèles du FRQS à l'importance de prendre en compte les principes de développement durable dans la conception et la réalisation des projets de recherche.**	• Nombre de personnes rejointes par les différents gestes accomplis par le FRQS en matière de diffusion quant à la démarche de développement durable **Cible** - Réaliser chaque année au moins un geste de diffusion portant sur la démarche de développement durable	• Diffusion sur le site du FRQS du Plan d'action actualisé de développement durable 2009-2015

Objectif gouvernemental 2 : Dresser et actualiser périodiquement le portrait du développement durable au Québec		
Objectif organisationnel : Dresser le portrait de la contribution de la recherche en santé au développement durable et en identifier les retombées		
	Indicateurs et cibles	**Résultats de l'année**
ACTION H **Développer, en concertation avec les autres Fonds québécois de recherche et le MDEIE (devenu le MESRST), un indicateur de l'ampleur de la recherche québécoise effectuée sur les thématiques du développement durable.**	• Pourcentage d'avancement dans la réalisation de l'indicateur **Cibles** - Avoir défini les paramètres de l'indicateur d'ici la fin 2010 - Produire un indicateur annuellement à partir de 2011	• Les Fonds de recherche du Québec ont contribué à la constitution d'indicateurs de suivi des objectifs de la Stratégie gouvernementale en développant un indicateur sur les publications scientifiques en développement durable en 2011. Une mise à jour des données a été faite en décembre 2012 et une fiche d'information et de données a également été produite.
ACTION I **Faire le portrait de la recherche en santé se rapportant au développement durable (notamment dans les domaines de la santé des populations, de la santé environnementale et de la santé respiratoire).**	• Pourcentage d'avancement dans la réalisation du portrait **Cible** - Avoir terminé le portrait d'ici la fin 2011	• La réalisation d'un portrait de la recherche québécoise en santé sur le développement durable est en cours. Il sera complété en 2013.

Objectif gouvernemental 4 : Poursuivre le développement et la promotion d'une culture de la prévention, et établir des conditions favorables à la santé, à la sécurité et à l'environnement		
Objectif organisationnel : Favoriser la mise en valeur des résultats de la recherche en santé susceptibles de contribuer à une meilleure prévention des maladies au sein de la population et soutenir le développement de la recherche dans ce domaine		
	Indicateurs et cibles	**Résultats de l'année**
ACTION J **Encourager les groupes, centres et réseaux de recherche à accroître leurs activités en matière de prévention des maladies et à mieux faire valoir leur contribution dans ce domaine.**	• Pourcentage d'avancement dans la réalisation de la politique. • Nombre de mesures mises en place pour favoriser le développement de la recherche en prévention des maladies (notamment en santé environnementale, en santé des populations et en santé respiratoire) **Cibles** - Avoir adopté une politique sur le transfert des connaissances et la diffusion des résultats de la recherche d'ici la fin 2010 - Avoir identifié et mis en place des mesures pour favoriser le développement de la recherche en prévention des maladies d'ici la fin 2012	• La politique du libre accès visant à améliorer l'accès aux résultats de la recherche financée par le FRQS et d'en accroître la diffusion est en vigueur depuis octobre 2008. Elle sera mise à jour d'ici le 31 mars 2014. • L'élaboration d'une stratégie de mobilisation des connaissances commune aux trois Fonds de recherche a été entamée et son adoption est prévue avant la fin de l'année 2013. • Un projet d'une vitrine Web intitulé *Retombées de la recherche* initié dans l'année est en cours de réalisation. Cette vitrine mettra en valeur la recherche québécoise, sa pertinence et son importance pour la société. Mise en ligne : printemps 2013. • Maintien du financement de réseaux thématiques de la recherche en santé sur les thématiques touchant au développement durable, notamment : o en santé respiratoire (RSR) o en santé environnementale (RRSE) o en santé des populations (RRSPQ)

Objectif gouvernemental 6 : Appliquer des mesures de gestion environnementale et une politique d'acquisitions écoresponsables au sein des ministères et des organismes gouvernementaux

Objectif organisationnel : Favoriser l'adoption de pratiques écoresponsables dans les acquisitions et dans l'offre de services du FRQS

	Indicateurs et cibles	Résultats de l'année
Action D **Concevoir un cadre de gestion écoresponsable et mettre en place des activités et des pratiques contribuant aux dispositions de la Politique pour un gouvernement écoresponsable.**	• État d'avancement de la mise en œuvre du cadre de gestion écoresponsable • Nombre de gestes environnementaux et de pratiques d'acquisitions écoresponsables **Cibles** - Adoption du cadre de gestion écoresponsable avant la fin 2011 - Favoriser graduellement la réception de documents numérisés plutôt que papier d'ici la fin 2013 - Adopter graduellement l'habitude de demander certains documents de façon unique d'ici la fin 2013	• Réduction de 21,6 % de la consommation de papier. Celle-ci est passée de 510 000 feuilles en 2011-2012 à 400 000 feuilles en 2012-2013, une réduction attribuable à la poursuite des efforts de numérisation des dossiers. • Sur le plan des pratiques d'achat, le choix de savon biodégradable biologique a été privilégié. • Changement du choix de papier composé de 30 % de fibres post-consommation pour du papier en contenant 50 %. • Les enveloppes FRQS (sans fenêtre) de dimension 4 x 9 po, qui étaient composées à 30 % de fibres recyclés post-consommation, sont composées à 100 % de fibres recyclés post-consommation en 2012-2013. • L'utilisation du système WEBEX et de la visioconférence pour les réunions s'est poursuivie afin de diminuer les dommages environnementaux causés par les déplacements. • Adoption du Cadre de gestion environnemental incluant un plan de gestion.

Objectif gouvernemental 14 : Favoriser la vie familiale et en faciliter la conciliation avec le travail, les études et la vie personnelle

Objectif organisationnel : Revoir et le cas échéant renforcer les mesures contribuant à la qualité de vie au travail pour les employés du FRQS

	Indicateurs et cibles	Résultats de l'année
ACTION K **Mettre sur pied un groupe de travail pour revoir l'ensemble des mesures touchant la qualité de vie au travail (gestion des congés personnels, gestion des horaires de travail, offre de services aux employés, développement des compétences, etc.).**	• Nombre de mesures identifiées et réexaminées • Nombre de nouvelles mesures identifiées et mises en place **Cibles** - Avoir revu l'ensemble des mesures contribuant à la qualité de vie au travail d'ici la fin 2009 - Avoir mis en place les nouvelles mesures, le cas échéant, avant la fin 2010	• Les employés du FRQS bénéficient désormais d'un programme d'aide aux employés (PAE). Il s'agit du même PAE pour les trois Fonds de recherche. • La conciliation travail-famille est un élément de discussion lors des négociations de la convention collective. La nouvelle convention collective des employés du FRS sera signée au plus tard au cours de l'été 2013.

Objectif gouvernemental 21 : Renforcer la conservation et la mise en valeur du patrimoine culturel et scientifique		
Objectif organisationnel : Poursuivre nos efforts de conservation des informations		
	Indicateurs et cibles	**Résultats de l'année**
Action E **Poursuivre le développement de systèmes informationnels ainsi que favoriser le partage d'informations et la standardisation des données entre organismes subventionnaires et autres partenaires.**	• Taux de satisfaction des organismes ayant acheté une licence pour nos logiciels • Taux de satisfaction de nos clientèles (convivialité de nos systèmes informatiques) **Cibles** - Développer d'ici la fin 2010 un moteur public sur la recherche financée au FRQS - Mettre en ligne le nouveau registre des groupes de recherche d'ici la fin 2013 - Créer au moins deux nouveaux modules pour nos systèmes intégrés d'ici la fin 2013	• L'indicateur sur la satisfaction des organismes ayant acheté une licence pour les logiciels du FRQS n'est plus valide, le FRQS n'en distribuant plus. Il a été retiré du Plan d'action actualisé 2009-2015. • Efforts poursuivis pour l'abandon de la réception de documents en format papier au profit des versions électroniques intégrées aux formulaires de demandes. • Mise en place d'un extranet et d'un intranet destinés à la gestion des dossiers des bourses en partenariat. • Mise en place d'un extranet pour les formulaires de réclamation de dépenses destiné à la clientèle externe et au personnel du FRQS. • La cible de créations de nouveaux modules est atteinte. • Le taux de satisfaction des clientèles n'a pas été évalué en 2012-2013.
	Indicateurs et cibles	**Résultats de l'année**
Action F **Maintenir nos efforts de structuration et de coordination de la recherche en santé au Québec.**	• Pourcentage du budget de bourses et de subventions du FRQS consacré aux centres, groupes et réseaux • Nombre de consultations de la page sur les modes opératoires normalisés (MON) par année / nombre total de visiteurs du site Web du FRQS • Nombre de consultations de la page sur l'éthique par année / nombre total de visiteurs du site Web du FRQS **Cibles** - Réaliser au moins une nouvelle activité par année favorisant une meilleure structuration et coordination du système de recherche - Rendre disponible par Internet un programme de formation sur les bonnes pratiques de la recherche clinique d'ici la fin 2011	• La réflexion sur l'organisation et le financement des centres, groupes et réseaux de recherche par le FRQS, commencée en 2012-2013, se poursuivra en 2013-2014. Les travaux mèneront à des recommandations en mars 2014. • Il y a eu à 191 489 visites du site du FRQS en 2012-2013, comparativement à 176 042 visites l'année précédente. • Quant à la page des MON, il y a eu une baisse d'achalandage des visites o 1,5 % des visites du site en 2012-2013 comparativement à 2,4 % en 2011-2012 • La page sur l'éthique a été plus consultée en 2012-2013 o 1% des visites du site en 2012-2013 comparativement à 0,7% en 2011-2012 • Trois nouveaux projets stratégiques innovants ont été financés dans les centres de recherche • Poursuite de la mise en œuvre de la SBQ (voir l'objectif 23, partie 3) • Attribution d'un soutien financier à 17 centres de recherche • Attribution d'un soutien financier à trois projets stratégiques innovants

		• Un rapport préliminaire portant sur la SBQ a été déposé en septembre 2012 au MFE. Il sera suivi d'un rapport final en juillet 2013. Il contiendra des recommandations sur les priorités retenues par des groupes de travail créés et portant sur les thématiques identifiées (voir l'objectif 23, partie 3).

Objectif gouvernemental 23 : Intensifier la coopération avec les partenaires nationaux et internationaux sur des projets intégrés de développement durable

Objectif organisationnel : Poursuivre nos efforts de coopération avec nos partenaires

	Indicateurs et cibles	Résultats de l'année
Action G **Développer les partenariats de recherche avec des ministères, des fondations, des entreprises du secteur privé et d'autres partenaires, lorsque cela se révèle pertinent.**	• Nombre d'ententes renouvelées par rapport au nombre d'ententes venant à échéance, par année • Analyse des motifs de non-renouvellement dans le cas des ententes non renouvelées • Nombre de nouvelles ententes signées, par année **Cibles** - Renouveler au moins 50 % des ententes venant à échéance. Maintenir les relations avec nos partenaires - Signer au moins une nouvelle entente par année. - Recruter un nouveau partenaire	• 16 ententes de partenariat ont été signées au cours de l'année 2012-2013, soit 7 nouvelles ententes, 5 renouvellements et 4 avenants à des ententes préalables.

Objectif gouvernemental 27 : Accroître la scolarité, le taux de diplomation et la qualification de la population

Objectif organisationnel : Contribuer à former une main-d'œuvre hautement qualifiée dans le domaine de la recherche en santé, et ce, en nombre suffisant pour répondre aux besoins des secteurs privé, public et de l'enseignement supérieur

	Indicateurs et cibles	Résultats de l'année
ACTION L **Compte tenu des crédits disponibles, maintenir et si possible augmenter les investissements en bourses de formation (maîtrise, doctorat et postdoctorat) et en bourses de carrière (J1 et J2).**	• Évolution des taux de succès[1] aux bourses de formation • Évolution des taux de succès aux bourses de carrière (J1 et J2) **Cibles** - Compte tenu des crédits disponibles, maintenir autant que possible les taux de succès aux bourses de formation autour de 23 % - Compte tenu des crédits disponibles, maintenir autant que possible les taux de succès aux bourses de carrière autour de 50 % [1] *Nombre de demandes financées sur le nombre de demandes admissibles*	• Augmentation des taux de succès aux programmes de bourses grâce aux crédits supplémentaires de la SQRI (de 21 % à 26 %). La cible a été atteinte. • Les bourses de carrière ne sont pas touchées par la SQRI. Le taux de succès est de 50 % pour les bourses de carrière des catégories J1 et J2, mais il est inférieur à la cible visée lorsque toutes les catégories sont confondues (45 %). • Poursuite du programme Accélération Québec MITACS en partenariat avec le FRQNT et le FRQSC afin d'offrir aux étudiants gradués des stages en entreprise de courte durée. En 2012-13, 85 stages ont été offerts dans le domaine de la santé. • Octroi de 1 bourse de stage international dans le cadre de la SQRI.

Objectif gouvernemental 28 : Accroître la participation à des activités de formation continue et de qualification de la main-d'œuvre		
Objectif organisationnel : Contribuer à former une main-d'œuvre hautement qualifiée dans le domaine de la recherche en santé, et ce, en nombre suffisant pour répondre aux besoins des secteurs privé, public et de l'enseignement supérieur		
	Indicateurs et cibles	**Résultats de l'année**
ACTION M **Compte tenu des crédits disponibles dans le cadre de l'après-Stratégie québécoise de la recherche et de l'innovation, accroître les investissements dans les centres et les groupes de recherche.**	• Nombre d'étudiants encadrés par les centres et les groupes • Nombre de membres du personnel de recherche (techniciens et professionnels) travaillant au sein des centres et des groupes **Cibles** - Compte tenu des crédits disponibles, évolution de la proportion des octrois consacrée au programme des centres de recherche - Compte tenu des crédits disponibles, évolution de la proportion des octrois au programme des groupes de recherche	• Le nombre d'étudiants encadrés par les centres et les groupes de recherche a connu une baisse, passant de 6 530 en 2011-2012 à 6 102 cette année. • L'information sur le nombre de membres du personnel de recherche n'est pas disponible, le registre actuel ne permettant pas d'obtenir cette information. • Le comité permanent des affaires étudiantes (CPAE) a poursuivi ses activités. Son mandat est de déterminer les meilleures stratégies pour maintenir l'intérêt des étudiants en recherche en santé et de les soutenir à toutes les étapes de leur carrière d'étudiant-chercheur. Le CPAE a tenu six réunions en 2013-2013 (voir l'objectif 21, partie 3). • Diffusion du *Guide de discussion à l'intention de l'étudiant au doctorat et de son directeur de recherche* préparé par le CPAE sur le site du FRQS (voir l'objectif 21, partie 3). • Après avoir atteint l'objectif d'accroître le budget de base des centres de recherche de 3,73 %, il y a eu maintien de l'enveloppe budgétaire en 2012-2013 (voir l'objectif 4, partie 3). • Proportion des octrois consacrés au programme des centres de recherche o 2009-2010 : 30,74 M$ pour 32,1 % o 2010-2011 : 36,40 M$ pour 35,9 % o 2011-2012 : 37,24 M$ pour 36,3 % o 2012-2013 : 31,49 M$ pour 32,7 % • Proportion des octrois consacrés au programme des groupes de recherche o 2009-2010 :4,010 M$ pour 4,2 % o 2010-2011 : 4,055 M$ pour 3,9 % o 2011-2012 : 3,96 M$ pour 3,9 % o 2012-2013 : 3,425 M$ pour 3,6 %

PARTIE 4

L'APPLICATION DES EXIGENCES LÉGISLATIVES ET L'UTILISATION DES RESSOURCES

Code d'éthique et de déontologie et déclaration des valeurs de l'organisation

Le C. A. du FRSQ a adopté le 27 mars 2003, un code d'éthique et de déontologie à titre de document normatif destiné aux personnes suivantes : les membres du conseil d'administration, la haute direction, les conseillers scientifiques, les membres des comités d'évaluation scientifique, les membres du personnel et les directeurs de centres de recherche et de réseaux. L'adoption de ce code veut d'abord signifier aux personnes concernées que l'exercice de leurs fonctions doit s'inspirer de certaines valeurs que le Fonds reconnaît comme fondamentales dans la mise en œuvre de son mandat. Le Fonds a choisi de privilégier les cinq valeurs suivantes à titre de points de repère dans l'exécution de sa mission : le professionnalisme, l'impartialité, la discrétion, la transparence et l'intégrité. Ces valeurs doivent se refléter dans la conduite de toutes les personnes que vise ce code, lesquelles doivent adopter une conduite conforme au code.

Développement durable

En février 2012, le Conseil des ministres a appuyé la proposition du ministère du Développement durable de prolonger la mise en œuvre de la Stratégie gouvernementale de développement durable et des plans d'action des ministères et organismes. Plus spécifiquement, les plans d'action de développement durable continuent d'être valables et appliqués en regard de la Stratégie jusqu'au 31 mars 2015. Ainsi, le FRQS bénéficie de deux ans supplémentaires pour terminer les actions non complétées au 31 mars 2013. C'est dans ce contexte que le FRQS a mis à jour son plan d'action de développement durable, revu certaines cibles et ajouté une nouvelle action liée à l'Agenda 21 de la culture du Québec. En parallèle, le Fonds a poursuivi la mise en œuvre du Cadre de gestion environnementale, adopté en 2011-2012.

Accès à l'information et protection des renseignements personnels

Conformément au paragraphe 4 de l'article 2 du Règlement sur la diffusion de l'information et sur la protection des renseignements personnels (c. A-2.1, r. 0.2), le FRQS doit intégrer dans son rapport annuel un bilan rendant compte des demandes d'accès à des documents qu'il a reçues et des activités relatives à l'accès à l'information et à la protection des renseignements personnels réalisées au sein de l'organisme.

Bilan des demandes d'accès à des documents reçues par le FRQS et des activités relatives à l'accès à l'information et à la protection des renseignements personnels réalisées au sein de l'organisme

Au cours de la dernière année budgétaire, le Fonds a reçu et traité deux demandes d'accès à l'information, en conformité avec la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (L.R.Q., c. A-2.1) (ci-après, la Loi sur l'accès). Une requête provenait d'un candidat à l'un des programmes offerts par le Fonds et visait son dossier personnel. Cette demande a obtenu une réponse positive. L'autre demande visait des documents administratifs. Cette demande a été refusée en raison du fait qu'un tel document n'existait pas (art. 47(3)).

Aucune demande n'a fait l'objet de mesures d'accommodements. Aucune demande de révision devant la Commission d'accès à l'information (CAI) n'a été déposée à notre connaissance.

Les demandes ont toutes été traitées dans des délais respectueux des dispositions de la Loi sur l'accès, soit 20 jours.

Activités relatives à l'accès à l'information et à la protection des renseignements personnels

La personne responsable de l'accès à l'information a suivi la première portion du programme de formation professionnelle offert par l'Association sur l'accès et la protection de l'information (l'AAPI) (module AI).

Recommandations du vérificateur général du Québec

Le vérificateur général du Québec s'est penché sur l'optimisation des ressources relatives au Soutien dans le milieu de la recherche - Attribution de subventions par concours des Fonds de recherche et du MESRST. Il a émis neuf recommandations s'appliquant aux trois Fonds de recherche ainsi qu'au MESRST; le FRQS a été cité pour huit de celles-ci, dans le chapitre 3 de son rapport à l'Assemblée nationale pour l'année 2012-2013. Le FRQS a élaboré un plan d'action relatif à la mise en œuvre des recommandations à la suite du rapport du vérificateur concernant l'optimisation des ressources relatives au Soutien dans le milieu de la recherche. Ce plan, visant essentiellement à renforcer le processus de suivi des demandes d'aide financière au FRQS, sera transmis à la Commission de l'administration publique au printemps 2013 après approbation par le conseil d'administration.

PARTIE 5

LES ÉTATS FINANCIERS DE L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2013

RAPPORT DE LA DIRECTION

Les états financiers du Fonds de recherche du Québec - Santé (le Fonds) ont été dressés par la direction, qui est responsable de leur préparation et de leur présentation, y compris les estimations et les jugements importants. Cette responsabilité comprend le choix de méthodes comptables appropriées et qui respectent les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Les renseignements financiers contenus dans le reste du rapport annuel d'activités concordent avec l'information donnée dans les états financiers.

Pour s'acquitter de ses responsabilités, la direction maintient un système de contrôles comptables internes conçu en vue de fournir l'assurance raisonnable que les biens sont protégés et que les opérations sont comptabilisées correctement et en temps voulu, qu'elles sont dûment approuvées et qu'elles permettent de produire des états financiers fiables.

Le Fonds reconnaît qu'il est responsable de gérer ses affaires conformément aux lois et aux règlements qui le régissent.

Le conseil d'administration surveille la façon dont la direction s'acquitte des responsabilités qui lui incombent en matière d'information financière et il approuve les états financiers. Il est assisté dans ses responsabilités par le comité de vérification dont les membres ne font pas partie de la direction. Ce comité rencontre la direction et l'auditeur indépendant, examine les états financiers et en recommande l'approbation au conseil d'administration.

Le Vérificateur général du Québec a procédé à l'audit des états financiers du Fonds, conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, et son rapport de l'auditeur indépendant expose la nature et l'étendue de cet audit et l'expression de son opinion. Le Vérificateur général peut, sans aucune restriction, rencontrer le comité de vérification pour discuter de tout élément qui concerne son audit.

Scientifique en chef du Québec
Rémi Quirion, Ph. D., CQ, OC, MSRC

Directeur scientifique
Renaldo Battista, M.D., M.P.H., Sc.D.,
F.R.C.P.(c)

Montréal, le 7 juin 2013

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

À l'Assemblée nationale

Rapport sur les états financiers

J'ai effectué l'audit des états financiers ci-joints du Fonds de recherche du Québec - Santé, qui comprennent l'état de la situation financière au 31 mars 2013, l'état des résultats et de l'excédent cumulé, l'état de la variation de la dette nette et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives inclus dans les notes complémentaires.

Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de mon audit. J'ai effectué mon audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que je me conforme aux règles de déontologie et que je planifie et réalise l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers, afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

J'estime que les éléments probants que j'ai obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion d'audit.

Opinion

À mon avis, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière du Fonds de recherche du Québec - Santé au 31 mars 2013, ainsi que des résultats de ses activités, des gains et des pertes de réévaluation, de la variation de sa dette nette et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Rapport relatif à d'autres obligations légales et réglementaires

Conformément aux exigences de la Loi sur le Vérificateur général (L.R.Q., chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis, à l'exception des changements apportés aux méthodes comptables relatives aux instruments financiers et aux paiements de transfert expliqués à la note 2, ces normes ont été appliquées de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

Le vérificateur général du Québec par intérim,

Michel Samson, CPA auditeur, CA

Michel Samson, CPA auditeur, CA

Québec, le 7 juin 2013

FONDS DE RECHERCHE DU QUÉBEC - SANTÉ
ÉTAT DES RÉSULTATS ET DE L'EXCÉDENT CUMULÉ
DE L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2013

	Budget	2013	2012
	$	$	$
REVENUS			
Subventions (note 3)	98 683 042	97 013 407	104 951 952
Intérêts et autres revenus (note 4)	1 852 359	1 785 113	2 447 912
	100 535 401	98 798 520	107 399 864
CHARGES			
Bourses et subventions octroyées (note 5)	94 951 649	96 298 955	102 730 590
Frais de fonctionnement (note 6)	5 406 510	5 142 120	5 399 136
	100 358 159	101 441 075	108 129 726
(DÉFICIT) EXCÉDENT ANNUEL	177 242	(2 642 555)	(729 862)
EXCÉDENT CUMULÉ AU DÉBUT	-	2 837 351	3 567 213
EXCÉDENT CUMULÉ À LA FIN (note 14)	177 242	194 796	2 837 351

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

FONDS DE RECHERCHE DU QUÉBEC - SANTÉ
ÉTAT DE LA SITUATION
AU 31 MARS 2013

	2013	2012
	$	$
ACTIFS FINANCIERS		
Trésorerie	5 052 949	1 733 636
Dépôts à terme (note 7)	26 706 545	35 812 545
Intérêts courus	53 571	99 014
Débiteurs (note 8)	811 822	1 709 603
	32 624 887	39 354 798
PASSIFS		
Bourses et subventions à payer	9 025 841	9 503 973
Créditeurs et charges à payer (note 10)	1 008 974	434 389
Avantages incitatifs relatifs à un bail	349 555	-
Apports reportés (note 11)	10 590 164	12 782 318
Subventions spéciales de recherche reportées (note 12)	12 174 478	14 261 575
	33 149 012	36 982 255
(DETTE NETTE) ACTIFS FINANCIERS NETS	(524 125)	2 372 543
ACTIFS NON FINANCIERS		
Frais payés d'avance	56 387	18 159
Immobilisations corporelles (note 13)	662 534	446 649
	718 921	464 808
EXCÉDENT CUMULÉ (note 14)	194 796	2 837 351

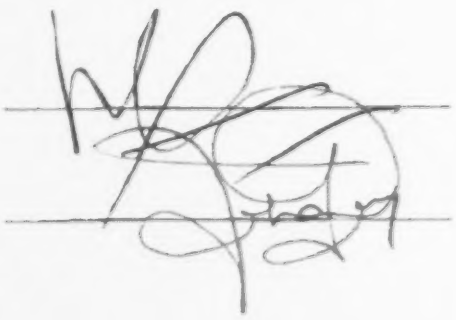
OBLIGATIONS CONTRACTUELLES (note 15)

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

POUR LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

Rémi Quirion, Ph. D., CQ, OC, MSRC

Johane Guay, Ph. D.



FONDS DE RECHERCHE DU QUÉBEC - SANTÉ
ÉTAT DE LA VARIATION DE LA DETTE NETTE
DE L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2013

	Budget	2013	2012
	$	$	$
(Déficit) Excédent annuel	177 242	(2 642 555)	(729 862)
Acquisitions d'immobilisations corporelles	(430 598)	(536 926)	(224 684)
Amortissement des immobilisations corporelles	325 000	321 041	403 717
	(105 598)	(215 885)	179 033
Acquisition de frais payés d'avance	(30 708)	(56 387)	(18 159)
Utilisation de frais payés d'avance	30 000	18 159	30 708
	(708)	(38 228)	12 549
Augmentation de la dette nette	70 936	(2 896 668)	(538 280)
ACTIFS FINANCIERS NETS AU DÉBUT	2 372 543	2 372 543	2 910 823
(DETTE NETTE) ACTIFS FINANCIERS NETS À LA FIN	2 443 479	(524 125)	2 372 543

FONDS DE RECHERCHE DU QUÉBEC - SANTÉ
ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE
DE L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2013

	2013	2012
	$	$
ACTIVITÉS DE FONCTIONNEMENT		
(Déficit) Excédent annuel	(2 642 555)	(729 862)
Éléments sans incidence sur la trésorerie:		
Amortissement des immobilisations corporelles	321 041	403 717
Amortissement des avantages incitatifs reliés à un bail	(42 370)	-
	(2 363 884)	(326 145)
Variation des actifs et passifs reliés au fonctionnement:		
Intérêts courus	45 443	10 202
Débiteurs	897 781	567 121
Bourses et subventions à payer	(478 132)	898 773
Créditeurs et charges à payer	574 585	(214 177)
Apports reportés	(2 192 154)	(3 361 513)
Subvention spéciales de recherche reportées	(2 087 097)	(2 110 198)
Frais payés d'avance	(38 228)	12 549
	(3 277 802)	(4 197 243)
Flux de trésorerie utilisés pour les activités de fonctionnement	(5 641 686)	(4 523 388)
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT		
Dépôts à terme effectués	(52 706 545)	(105 212 545)
Encaissement de dépôts à terme	61 812 545	110 497 582
Flux de trésorerie provenant des activités d'investissement	9 106 000	5 285 037
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT EN IMMOBILISATIONS		
Acquisitions d'immobilisations corporelles	(536 926)	(224 684)
Avantages incitatifs reliés à un bail	391 925	-
Flux de trésorerie utilisés pour les activités d'investissement en immobilisations	(145 001)	(224 684)
VARIATION NETTE DE LA TRÉSORERIE	3 319 313	536 965
TRÉSORERIE AU DÉBUT	1 733 636	1 196 671
TRÉSORERIE À LA FIN	5 052 949	1 733 636

FONDS DE RECHERCHE DU QUÉBEC - SANTÉ
NOTES COMPLÉMENTAIRES
Au 31 mars 2013

1. CONSTITUTION ET FONCTIONS

Le Fonds de recherche du Québec - Santé (le Fonds ou le FRQS) est une corporation constituée en vertu de la *Loi sur le ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation* (L.R.Q., chapitre M-30.01). Il a pour fonctions de promouvoir et d'aider financièrement, au moyen de subventions et de bourses, la recherche, la formation et le perfectionnement de chercheurs dans le domaine de la santé. De plus, il met en œuvre les programmes d'aide financière qui lui sont confiés par une autre loi ou, avec l'autorisation du gouvernement et aux conditions que ce dernier détermine, les programmes d'aide financière qui lui sont confiés par un ministère ou par un organisme public.

En vertu de l'article 48 de la *Loi sur le ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation*, le Fonds est un mandataire de l'État. Il n'est donc pas assujetti aux impôts sur le revenu. L'article 55 de cette même loi mandate le Scientifique en chef du Québec de l'administration des ressources humaines, matérielles, financières et informationnelles des Fonds de recherche du Québec-Santé, Nature et Technologie et Société et culture. Les services administratifs des trois Fonds de recherche sont regroupés depuis le 1er avril 2012.

Depuis le 20 septembre 2012, le ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, de la Science et de la Technologie exerce les fonctions du ministre du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation en ce qui à trait à la recherche, à l'innovation, à la science et à la technologie.

2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

Utilisation d'estimations

Aux fins de la préparation de ses états financiers, le Fonds utilise prioritairement le *Manuel de comptabilité de l'Institut Canadien des Comptables Agréés pour le secteur public*. L'utilisation de toute autre source de principes comptables généralement reconnus est permise lorsqu'elle est cohérente avec ce dernier.

Les états financiers du Fonds sont préparés par la direction. La présentation des états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public exige que la direction ait recours à des estimations et des hypothèses qui ont une incidence sur les montants de l'actif et du passif comptabilisés, sur la présentation des éléments d'actif et de passif éventuels ainsi que sur les montants des revenus et des charges comptabilisés. Les principaux éléments pour lesquels la direction a établi des estimations et formulé des hypothèses sont la durée de vie des immobilisations corporelles et la répartition des frais de fonctionnement communs. Les résultats réels peuvent différer des meilleures prévisions faites par la direction.

État des gains et pertes de réévaluation

L'état des gains et pertes de réévaluation n'est pas présenté compte tenu qu'aucun élément n'est comptabilisé à la juste valeur ou libellé en devises étrangères.

Instruments financiers

La trésorerie, les dépots à terme, les intérets courus et les débiteurs sont classés dans la catégorie des actifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement selon la métode du taux d'intérêt effectif.

Les bourses et subventions à payer ainsi que les créditeurs et charges à payer sont classés dans la catégorie des passifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Constatation des revenus de subventions

Les subventions non affectées sont constatées à titre de revenus au moment où elles sont reçues ou à recevoir si le montant à recevoir peut faire l'objet d'une estimation raisonnable et que sa réception est raisonnablement assurée. Les subventions affectées à l'octroi de bourses et de subventions sont reportées et constatées à titre de revenus au cours de l'exercice où sont engagées les charges auxquelles elles sont affectées.

Les revenus de subventions qui sont des paiements de transfert sont constatés dans l'exercice au cours duquel surviennent les faits qui donnent lieu à ces revenus, dans la mesure où elles sont autorisées, que l'entité a satisfait aux critères d'admissibilités, s'il en est, et qu'il est possible de faire une estimation raisonnable des montants en cause. Elles sont présentées en revenus reportés sous le poste "Apports reportés" lorsque les modalités imposées par le cédant créent une obligation répondant à la définition d'un passif.

Bourses et subventions octroyées

Les bourses et les subventions octroyées sont comptabilisées aux résultats lorsqu'elles sont autorisées et que les bénéficiaires ont satisfait aux critères d'admissibilité pour le versement des sommes octroyées. Les annulations ou les remboursements de bourses et de subventions octroyées sont comptabilisées aux résultats dans l'exercice au cours duquel elles sont annulées ou remboursées.

2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de tréésorerie comprennent les liquidités encaisse, les dépôts à vue et les placements dont l'échéance initiale au moment de l'acquisition est de trois mois ou moins.

Dépôts à terme

Les dépôts à terme sont comptabilisés au moindre du coût ou de la valeur de marché.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût d'acquisition et sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire applicable sur leur durée de vie utile estimative, soit 5 ans pour le mobilier et l'équipement, 3 ans pour l'équipement informatique et les logiciels, et sur la durée résiduelle du bail pour les améliorations locatives. Lorsque la conjoncture indique qu'une immobilisation corporelle ne contribue plus à la capacité du Fonds de fournir des biens et des services, ou que la valeur des avantages économiques futurs qui se rattachent à l'immobilisation corporelle est inférieure à sa valeur comptable nette, son coût est réduit pour refléter cette baisse de valeur. Aucune reprise sur réduction de valeur n'est constatée.

Avantages incitatifs relatifs à un bail

Les avantages incitatifs accordés au FRQS par le bailleur, en vertu d'un bail à long terme pour la location de locaux, sont reportés et amortis de façon linéaire sur la durée du bail.

Apports reportés et subventions spéciales de recherche reportées

Les apports grevés d'affectations d'origine externe sont constatés à titre de revenus dans l'exercice au cours duquel les ressources sont utilisées aux fins prescrites. Ceux reçus avant l'exercice au cours duquel ils sont utilisés sont présentés à titre d'apports reportés jusqu'à ce que les ressources soient utilisées aux fins prescrites.

Régimes de retraite

La comptabilité des régimes à cotisations déterminées est appliquée aux régimes interemployeurs à prestations déterminées gouvernementaux compte tenu que le Fonds ne dispose pas de suffisamment d'informations pour appliquer la comptabilité des régimes à prestations déterminées.

Modification de méthodes comptables

SP 1201, « Présentation des états financiers »

Le 1er avril 2012, le FRQS a adopté le chapitre SP 1201, « Présentation des états financiers ». Ce chapitre modifie et remplace le chapitre SP 1200, « Présentation des états financiers ». Les principales modifications sont les suivantes :

- Les gains et pertes de réévaluation sont présentés dans un nouvel état financier.
- Les autres éléments du résultat étendu qui sont susceptibles d'être constatés lorsqu'une entité inclut les résultats des entreprises publiques et des partenariats commerciaux dans ses états financiers consolidés sont présentés dans l'état des gains et pertes de réévaluation.
- L'excédent ou le déficit cumulé est présenté comme étant le total de l'excédent ou du déficit cumulé lié aux activités et des gains et pertes de réévaluation cumulés.

L'adoption de cette norme n'a eu aucune incidence sur les résultats ni sur la situation financière du FRQS.

SP 3450, « Instruments financiers »

Le 1er avril 2012, le FRQS a adopté prospectivement le chapitre SP 3450, « Instruments financiers ». Ce nouveau chapitre établit des normes de comptabilisation et d'évaluation des actifs financiers, des passifs financiers et des dérivés non financiers.

Les principaux éléments de ce chapitre sont les suivants :

- Les éléments compris dans le champ d'application du chapitre sont classés dans l'une ou l'autre des deux catégories d'évaluation : juste valeur, ou coût ou coût après amortissement.
- Jusqu'à ce qu'un élément soit décomptabilisé, les gains et les pertes découlant de la réévaluation à la juste valeur sont présentés dans l'état des gains et pertes de réévaluation.
- De nouvelles obligations d'information sur les éléments présentés ainsi que sur la nature et l'ampleur des risques découlant des instruments financiers ont été ajoutées et sont présentées à la note 18.

2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)

En date du 1er avril 2012, le FRQS :

- a comptabilisé tous ses actifs financiers et ses passifs financiers dans son état de la situation financière et classée les éléments conformément aux catégories prescrites par le SP 3450;
- a appliqué les critères prescrits par le SP 3450 pour identifier les actifs financiers et les passifs financiers qui doivent être évalués à la juste valeur;
- a appliqué prospectivement les dispositions relatives à l'évaluation du présent chapitre;
- a comptabilisé tout ajustement de la valeur comptable antérieure comme un ajustement des gains et pertes de réévaluation cumulés à l'ouverture.

L'adoption de cette norme n'a eu aucune incidence sur les résultats ni sur la situation financière du FRQS.

SP 3041, « Placements de portefeuille »

Le 1er avril 2012, le FRQS a adopté le chapitre SP 3041, « Placements de portefeuille ». Ce chapitre modifie et remplace le chapitre SP 3040, « Placements de portefeuille ». Les principales modifications qui ont été apportées sont les suivantes :

- Les parts de fonds communs de placement ont été intégrées dans le champ d'application.
- Les définitions ont été harmonisées avec celles du chapitre SP 3450, « Instruments financiers ».
- L'exigence de comptabilisation à la valeur d'acquisition est supprimée, puisque les dispositions du chapitre SP 3450 relatives à la comptabilisation et à l'évaluation s'appliquent, sauf s'il s'agit de la comptabilisation initiale d'un placement de portefeuille assorti de conditions avantageuses importantes.
- Les autres dispositions, y compris celles concernant l'emploi de la méthode du taux d'intérêt effectif, ont été harmonisées avec celles du chapitre SP 3450.

L'adoption de cette norme n'a eu aucune incidence sur les résultats ni sur la situation financière du FRQS.

SP 3410, « Paiements de transfert »

Le 1er avril 2012, le FRQS a adopté prospectivement le chapitre SP 3410, « Paiements de transfert ». Ce chapitre, qui modifie et remplace l'ancien chapitre SP 3410, « Paiements de transfert », établit des normes sur la façon de comptabiliser et de présenter les paiements de transfert versés à des particuliers, à des organisations ou à d'autres gouvernements, tant du point de vue du cédant que de celui du bénéficiaire. L'adoption de cette norme n'a eu aucun impact sur l'état des résultats, sur l'état de la situation financière et sur l'état de la variation de la dette nette.

3. SUBVENTIONS

		2013	2012
		$	$
Ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, de la Science et de la Technologie* - sans modalité		65 207 602	67 544 707
Ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, de la Science et de la Technologie* - avec modalités	b)	11 265 933	15 037 308
Régie de l'assurance maladie du Québec*	b)	13 150 000	13 150 000
Pfizer	a)	2 676 550	4 201 533
Ministère de la Santé et des Services sociaux du Québec*	b)	3 044 213	3 338 729
Fonds de la recherche du Québec - Société et culture*	b)	493 000	467 500
Fondation du cancer du sein	a)	194 770	250 000
Agence de la Santé et des Services sociaux du Québec *	b)	321 135	238 823
Fondation de recherche en sciences infirmières du Québec	a)	95 471	151 980
Association des radiologistes du Québec	a)	49 990	125 000
Fondation de recherche chiropratique du Québec	a)	102 231	99 575
Jansen	a)	-	80 000
Institut de recherche Robert-Sauvé en santé et en sécurité du travail	a)	33 000	33 000
Autres	a)	379 512	233 797
		97 013 407	**104 951 952**

* Apparentés sous contrôle commun

a) Ces montants totalisant 3 531 524 $ (2012: 5 174 885 $) représentent les subventions affectées à l'octroi de bourses et subventions dont 1 469 633 $ (2012: 2 989 632 $) sont des montants constatés à titre de revenus de l'exercice provenant des apports reportés (note 11) ainsi que 2 061 891 $ (2012: 2 185 253 $) sont des montants provenant des subventions spéciales de recherche reportées (note 12).

b) Ces montants totalisant 28 274 281 $ (2012: 32 232 360 $) représentent les subventions avec modalité stipulant qu'elles doivent servir à l'octroi de bourses et subventions et sont des montants constatés à titre de revenus de l'exercice provenant des apports reportés (note 11).

4. INTÉRÊTS ET AUTRES REVENUS

	2013	2012
	$	$
Revenus de gestion	1 077 724	1 357 993
Intérêts sur dépôts bancaires et à terme	214 947	453 798
Annulations et remboursements de bourses et de subventions	295 646	386 281
Autres	196 796	249 840
	1 785 113	**2 447 912**

5. BOURSES ET SUBVENTIONS OCTROYÉES

	2013	2012
	$	$
Subventions de groupes, centres et réseaux thématiques	46 465 768	52 036 674
Bourses de carrière	21 735 412	21 693 855
Subventions de recherche	12 779 543	15 966 044
Bourses de formation	14 497 082	12 697 749
Programmes d'échanges internationaux	810 039	325 157
Initiatives stratégiques	11 111	11 111
	96 298 955	**102 730 590**

6. FRAIS DE FONCTIONNEMENT

	2013	2012
	$	$
Traitements et avantages sociaux	3 232 564	3 272 073
Loyer et assurances	635 041	820 997
Entretien et réparations	253 090	249 807
Frais de déplacement et de séjour	301 203	242 751
Honoraires professionnels	315 478	242 135
Frais de bureau	126 073	167 656
Amortissement du mobilier et de l'équipement	12 533	9 477
Amortissement des améliorations locatives	31 008	6 223
Amortissement de l'équipement informatique et des logiciels	277 500	388 017
	5 184 490	**5 399 136**
Moins: Amortissement des avantages incitatifs relatifs à un bail	(42 370)	-
	5 142 120	**5 399 136**

7. DÉPÔTS À TERME

Au 31 mars 2013, les dépôts à terme comportaient un taux d'intérêt moyen pondéré fixe de 0,95 % à 1,12 %; ces placements viennent à échéance à diverses dates entre le 15 avril 2013 et le 23 janvier 2014.

Au 31 mars 2012, les dépôts à terme comportaient un taux d'intérêt moyen pondéré fixe de 0,99 % à 1,40 %; ces placements viennent à échéance à diverses dates entre le 15 avril 2012 et le 22 décembre 2012.

8. DÉBITEURS

	2013	2012
	$	$
Ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation *	-	1 500 000
Ministère de la Santé et des Services sociaux du Québec *	250 000	133 334
Agence de la Santé et des Services sociaux du Québec	46 250	-
Conseil québécois des médicaments	17 112	28 644
Génome Québec	24 292	-
Fonds de recherche du Québec - Nature et technologies *	158 142	22 613
Fonds de recherche du Québec - Société et culture *	163 430	21 317
Fondation de recherche en sciences infirmières du Québec	95 471	-
Autres	57 125	3 695
	811 822	**1 709 603**

* Apparentés sous contrôle commun

9. MARGE DE CRÉDIT

Le Fonds est autorisé par décret du gouvernement à instituer un régime d'emprunts, valide jusqu'au 31 mars 2017, lui permettant d'emprunter à court terme ou par marge de crédit, auprès d'institutions financières ou auprès du ministre des Finances, à titre de gestionnaire du Fonds de financement, et ce, pour un montant n'excédant pas 20 000 000 $, conditionnellement à ce que l'encours des emprunts à court terme ou par marge de crédit soit ramené à 0 $ à la fin de chaque exercice financier. Si le Fonds n'est pas en mesure de rencontrer ses obligations sur tout emprunt contracté en vertu du régime d'emprunts précité auprès du ministre des Finances, à titre de gestionnaire du Fonds de financement, le ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, de la Science et de la Technologie et le ministre des Finances élaborent et mettent en oeuvre, avec l'approbation du gouvernement, des

Au 31 mars 2013, le Fonds dispose d'une marge de crédit d'un maximum de 20 000 000 $ auprès du Fonds de financement, et ce, jusqu'en mars 2017. Au 31 mars 2013, cette marge est inutilisée.

10. CRÉDITEURS ET CHARGES À PAYER

	2013	2012
	$	$
Salaires et avantages sociaux à payer	275 102	260 569
Fournisseurs et charges à payer	237 450	168 313
Fonds de recherche du Québec - Nature et technologies *	306 411	-
Fonds de recherche du Québec - Société et culture *	187 002	-
Autres	3 009	5 507
	1 008 974	**434 389**

* Apparentés sous contrôle commun

11. APPORTS REPORTÉS

	2012	Apports de l'exercice	Montants constatés à titre de revenus de l'exercice	2013
	$	$	$	$
Ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, de la Science et de la Technologie *	7 440 063	10 544 386	11 801 642	6 182 807
Régie de l'assurance maladie du Québec *	-	13 400 000	13 400 000	-
Pfizer	1 393 197	250 000	687 392	955 805
Ministère de la Santé et des Services sociaux du Québec*	2 342 405	3 046 607	3 157 116	2 231 896
Fonds de la recherche du Québec - Société et culture *	-	493 000	493 000	-
Fondation du cancer du sein	-	194 770	194 770	-
Agence de la Santé et des Services sociaux du Québec *	1 499 954	46 250	334 879	1 211 325
Fondation de recherche en sciences infirmières du Québec	-	95 471	95 471	-
Association des radiologistes du Québec	-	49 990	49 990	-
Fondation de recherche chiropratique du Québec	-	102 231	102 231	-
Institut de recherche Robert-Sauvé en santé et en sécurité du travail	-	33 000	33 000	-
Autres	106 699	263 311	361 679	8 331
	12 782 318	**28 519 016**	**30 711 170**	**10 590 164**

* Apparentés sous contrôle commun

11. APPORTS REPORTÉS (SUITE)

	2011	Apports de l'exercice	Montants constatés à titre de revenus de l'exercice	2012
	$	$	$	$
Ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation *	7 952 847	15 092 091	15 604 875	7 440 063
Régie de l'assurance maladie du Québec *	-	13 150 000	13 150 000	-
Pfizer	3 508 791	-	2 115 594	1 393 197
Ministère de la Santé et des Services sociaux du Québec*	2 740 825	3 167 750	3 566 170	2 342 405
Fonds de la recherche du Québec - Société et culture *	-	467 500	467 500	-
Fondation du cancer du sein	-	250 000	250 000	-
Agence de la Santé et des Services sociaux du Québec *	1 750 718	-	250 764	1 499 954
Fondation de recherche en sciences infirmières du Québec	-	151 980	151 980	-
Association des radiologistes du Québec	-	125 000	125 000	-
Fondation de recherche chiropratique du Québec	-	99 575	99 575	-
Jansen	-	80 000	80 000	-
Institut de recherche Robert-Sauvé en santé et en sécurité du travail	-	33 000	33 000	-
Autres	190 650	297 461	381 412	106 699
	16 143 831	**32 914 357**	**36 275 870**	**12 782 318**

* Apparentés sous contrôle commun

Les montants constatés à titre de revenus de l'exercice incluent 29 743 914 $ (2012: 35 221 992 $) représentant des revenus de subventions (note 3) et 967 256 $ (2012: 1 053 878 $) représentant des revenus de gestion inclus dans les intérêts et autres revenus (note 4).

12. SUBVENTIONS SPÉCIALES DE RECHERCHE REPORTÉES

Ce poste représente des montants reçus d'entreprises du secteur privé afin de permettre l'octroi de subventions spéciales de recherche au cours des prochaines années.

Programme dans le domaine de l'hypertension

En vertu d'un accord intervenu en 1991 entre la Société québécoise de l'hypertension artérielle (SQHA) et le FRQS, un montant de capital a été transféré au FRQS et indexé des soldes non dépensés en intérêt pour l'octroi de bourses. Le protocole a comme but de favoriser le recrutement de jeunes chercheurs et de faciliter la formation de la relève dans le domaine de la santé cardiovasculaire et de l'hypertension. Ce capital ne peut être utilisé sans l'approbation de la SQHA.

En vertu du protocole d'entente, la SQHA autorise le FRQS à percevoir à titre de frais de gestion 4% sur les montants des subventions octroyées annuellement.

12. SUBVENTIONS SPÉCIALES DE RECHERCHE REPORTÉES (suite)

Fonds d'innovation Pfizer-FRQS

Le Fonds d'innovation Pfizer-FRQS a été créé en vertu d'une entente entre Pfizer Canada Inc. et le FRQS entrée en vigueur le 12 novembre 2007 et dont la durée prévue est jusqu'en 2015, à moins que les parties la modifient. Les argents du Fonds d'innovation Pfizer-FRQS devront être dépensés au terme de la durée de l'entente.

Pfizer autorise le FRQS à percevoir à titre de frais d'administration reliés à la gestion administrative du Fonds d'innovation Pfizer-FRQS et des initiatives stratégiques, les intérêts et revenus cumulés dans le Fonds d'innovation Pfizer-FRQS jusqu'à concurrence et n'excédant pas 5% du montant des subventions accordées annuellement par le Fonds d'innovation Pfizer-FRQS. De plus, Pfizer autorise le FRQS à percevoir, à titre de remboursement des frais, les coûts des services de développement, d'amélioration continue, de suivi et/ou frais d'évaluation scientifique de programmes.

Les montants se répartissent comme suit :

	2013	2012
	$	$
Programme dans le domaine de l'hypertension		
Capital	556 488	556 622
Intérêts cumulés	52 555	87 348
	609 043	643 970
Fonds d'innovation Pfizer – FRQS		
Capital	10 668 406	12 690 297
Intérêts cumulés	897 029	927 308
	11 565 435	13 617 605
	12 174 478	**14 261 575**

ÉVOLUTION DU SOLDE DES SUBVENTIONS SPÉCIALES DE RECHERCHE REPORTÉES

	2013	2012
	$	$
SOLDE AU DÉBUT	14 261 575	16 371 773
Augmentation		
Intérêts sur dépôts à terme	125 927	233 652
Diminution		
Bourses octroyées	(2 061 891)	(2 185 253)
Frais d'évaluation scientifique reliés au Fonds d'Innovation Pfizer-FRQS	(48 438)	(50 203)
Frais d'administration prélevés par le FRQS	(102 695)	(108 394)
SOLDE À LA FIN	**12 174 478**	**14 261 575**

13. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

	2013		
	coût	amortissement cumulé	net
	$	$	$
Équipement informatique et logiciels	1 147 508	785 141	362 367
Mobilier et équipement	80 774	36 466	44 308
Améliorations locatives	286 867	31 008	255 859
	1 515 149	**852 615**	**662 534**

	2012		
	coût	amortissement cumulé	net
	$	$	$
Équipement informatique et logiciels	1 553 404	1 121 709	431 695
Mobilier et équipement	55 391	40 437	14 954
Améliorations locatives	58 372	58 372	-
	1 667 167	**1 220 518**	**446 649**

Les acquisitions d'équipement informatique et logiciels de l'exercice s'élèvent à 208 172 $ (2012 : 224 083 $) et les radiations s'élèvent à 614 068 $ (2012 : 734 155 $).

Les acquisitions de mobilier et équipement de l'exercice s'élèvent à 41 887 $ (2012 : 3 700 $) et les radiations s'élèvent à 16 504 $ (2012 : 13 924 $).

Les acquisitions d'améliorations locatives de l'exercice s'élèvent à 286 867 $ (2012 : 0 $) et les radiations s'élèvent à 58 372 $ (2012 : 172 097 $).

14. EXCÉDENT CUMULÉ

Le conseil d'administration du Fonds a affecté des actifs nets de 194 796 $ au 31 mars 2013 (2 837 351 $ au 31 mars 2012) relativement à des bourses et des subventions qui seront octroyées au cours du prochain exercice ainsi qu'à des frais de fonctionnement. Le Fonds ne peut utiliser ces montants grevés d'affectations d'origine interne à d'autres fins sans le consentement préalable du conseil d'administration. Ces affectations se détaillent comme suit :

	2013	2012
	$	$
Bourses et subventions	194 796	2 637 351
Frais de fonctionnement	-	200 000
	194 796	**2 837 351**

15. OBLIGATIONS CONTRACTUELLES

Le Fonds est engagé par des baux à long terme échéant à diverses dates jusqu'au 30 juin 2021 pour des locaux administratifs et des photocopieurs. Ces baux comportent, dans certains cas, une option de renouvellement de dix ans.

La charge de loyer et de location de photocopieurs de l'exercice clos le 31 mars 2013 s'élève à 552 406 $. Les paiements minimums futurs exigibles s'établissent comme suit :

2014	812 276
2015	812 276
2016	821 390
2017	840 999
2018	856 899
2019 et subséquemment	3 223 219
	7 367 059

Au 31 mars 2013, les obligations du Fonds sont de 37 440 527 $ (2012 : 35 511 821 $) à l'égard des bourses et subventions. Les obligations sont conditionnelles au respect des critères d'admissibilité par les bénéficiaires.

16. AVANTAGES SOCIAUX FUTURS

Régime de retraite

Les membres du personnel du Fonds participent au Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP) ou au Régime de retraite du personnel d'encadrement (RRPE), au Régime de retraite de l'adminstration supérieure (RRAS). Ces régimes interemployeurs sont à prestations déterminées et comportent des garanties à la retraite et au décès.

Au 1er janvier 2013, les taux de cotisations sont demeurés contants pour le RRPE et le RRAS à 12,30%. Pour le RREGOP, le taux est passé de 8,94% à 9,18% de la masse salariale cotisable.

Les cotisations du Fonds imputées aux opérations de l'exercice s'élèvent à 104 451 $ (2012 : 136 877 $). Les obligations du Fonds envers ces régimes gouvernementaux se limitent à ses cotisations à titre d'employeur.

17. OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉS

Le Fonds est apparenté avec tous les ministères et les fonds spéciaux ainsi qu'avec tous les organismes et entreprises contrôlés directement ou indirectement par le gouvernement du Québec ou soumis, soit à un contrôle conjoint, soit à une influence notable commune de la part du gouvernement du Québec. Le Fonds n'a conclu aucune opération commerciale avec ces apparentés autrement que dans le cours normal de ses activités et aux conditions commerciales habituelles. Certaines de ces opérations ne sont pas divulguées distinctement aux états financiers.

18. INSTRUMENTS FINANCIERS

Le Fonds, par le biais de ses instruments financiers, est exposé à divers risques. La direction a mis en place des politiques et des procédés en matière de contrôle et de gestion qui l'assurent de gérer les risques inhérents aux instruments financiers et d'en minimiser les impacts potentiels. L'analyse suivante présente l'exposition du Fonds aux risques à la date de clôture des états financiers, soit au 31 mars 2013.

Risque de crédit
Le risque de crédit est lié au non-respect d'obligations financières de la part d'une contrepartie. Les instruments financiers qui exposent le Fonds a une concentration du risque de crédit sont composés de la trésorerie, des dépôts à terme et des débiteurs.

La valeur comptable des actifs financiers représentent l'exposition maximale du Fonds au risque de crédit. Le risque de crédit associé à la trésorerie et aux dépôts à terme est réduit au minimum par la politique du Fonds d'investir auprès d'institutions financières réputées. Le Fonds est peu exposé au risque de crédit sur ses débiteurs puisque ceux-ci sont à recevoir en grande partie d'apparentés sous contrôle commun.

Risque de liquidité
Le risque de liquidité est le risque que le Fonds éprouve des difficultés à honorer des engagements liés à des passifs financiers. L'entité considère qu'elle détient suffisamment de dépôts à terme facilement convertibles en trésorerie et également de facilités de crédit afin de s'assurer d'avoir les fonds nécessaires pour répondre à ses besoins financiers courants et à long terme, et ce, à un coût raisonnable, le cas échéant. Tous les passifs financiers du Fonds ont une échéance inférieure à un an. Ainsi le Fonds n'est pas exposé au risque de liquidité.

Risque de change
Le risque de change est lié à la variation du cours d'une devise par rapport à une autre monnaie de référence. Le Fonds n'est pas exposé au risque de change car le Fonds n'effectue pas d'opérations en devise étrangères.

Risque de taux d'intérêt
Le risque de taux d'intérêt est le risque que fait courir au Fonds, l'évolution des taux d'intérêt sur ses dépôts à terme. Compte tenu que la durée des dépôts à terme est inférieure à un an, le Fonds juge qu'il est peu exposé au risque de taux d'intérêt.

PARTIE 6

ANNEXES

Liste des sigles et acronymes

ACFAS	Association francophone pour le savoir - Acfas
ADESAQ	Association des doyens des études supérieures au Québec
CASRAI	Consortium pour l'avancement des standards d'administration de l'information en recherche
CERNEC	Centre de recherche en neuropsychologie et cognition
CHA	Centre hospitalier affilié universitaire de Québec
CHU	Centre hospitalier universitaire
CHUM	Centre hospitalier de l'Université de Montréal
CHUQ	Centre hospitalier universitaire de Québec
CHUS	Centre hospitalier universitaire de Sherbrooke
CIRRIS	Centre interdisciplinaire de recherche en réadaptation et intégration sociale
CMDO	Réseau de recherche en santé cardio-métabolique, diabète et obésité
CPAE	Comité permanent des affaires étudiantes
CQDM	Consortium québécois sur la découverte du médicament
CRCG	Centre de recherche sur le cancer Rosalind et Morris Goodman
CRIR	Centre de recherche interdisciplinaire en réadaptation du Montréal métropolitain
CRSH	Conseil de recherches en sciences humaines du Canada
CRSNG	Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie du Canada
CUSM	Centre universitaire de santé McGill
ERA-NET	European Research Area Network
ERA-NET – AGE	European Research Area Network - Age
ERA-NET – NEURON	European Research Area Network - Neuron
FCI	Fondation canadienne pour l'innovation
FMOQ	Fédération des médecins omnipraticiens du Québec
FMSQ	Fédération des médecins spécialistes du Québec
FRQ	Fonds de recherche du Québec
FRQNT	Fonds de recherche du Québec - Nature et technologies
FRQSC	Fonds de recherche du Québec - Société et culture
FRQS	Fonds de recherche du Québec - Santé
GEPROM	Groupe d'étude des protéines membranaires
GRASP	Groupe de recherche axé sur la structure des protéines
GRePEC	Groupe de recherche et de prévention en environnement-cancer
GRIISIQ	Groupe de recherche interuniversitaire en interventions en sciences infirmières du Québec
GRNC	Groupe de recherche en neurobiologie comportementale
GRSNC	Groupe de recherche en neurobiologie comportementale
GRSTB	Groupe de recherche en sciences et technologies biomédicales
GRUM	Groupe de recherche universitaire sur le médicament
HSCM	Hôpital Sacré-Cœur de Montréal
ICM	Institut de cardiologie de Montréal
INESSS	Institut national d'excellence en santé et services sociaux du Québec
INSERM	Institut national de la santé et de la recherche médicale
IRCM	Institut de recherches cliniques de Montréal
IRDPQ	Institut de réadaptation en déficience physique de Québec
IRIC	Institut de recherche en immunologie et en cancérologie

IRSC	Instituts de recherche en santé du Canada
IRSPUM	Institut de recherche en santé publique de l'Université de Montréal
ISQ	Institut de la statistique du Québec
IUCPQ	Institut universitaire de cardiologie et de pneumologie de Québec
IUGM	Institut universitaire de gériatrie de Montréal
IUGS	Institut universitaire de gériatrie de Sherbrooke
MDDEFP	Ministère du Développement durable, de l'Environnement, de la Faune et des Parcs
MDEIE	Ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation
MELS	Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport
MESRST	Ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, de la Science et de la Technologie
MFE	Ministère des Finances et de l'Économie
MON	Modes opératoires normalisés
MRIFCE	Ministère des Relations internationales, de la Francophonie et du Commerce extérieur
MSSS	Ministère de la Santé et des Services sociaux
NAPHRO	Alliance canadienne des organismes provinciaux de recherche en santé
NE^{3}LS	Réseau de recherche sur les aspects éthiques, économiques, légaux, sociaux et environnementaux des nanotechnologies
NIH	National Institutes of Health
NSFC	National Natural Science Foundation of China
PAE	Programme d'aide aux employés
PNRI	Politique nationale de la recherche et de l'innovation
PSI	Projet stratégique innovant
RBIQ	Réseau de bio-imagerie du Québec
REPAR	Réseau provincial de recherche en adaptation-réadaptation
RMGA	Réseau de médecine génétique appliquée
RQRD	Réseau québécois de recherche sur la douleur
RQRS	Réseau québécois de recherche sur le suicide
RQRM	Réseau québécois de recherche le médicament
RQRV	Réseau québécois de recherche sur le vieillissement
RRC	Réseau de recherche sur le cancer
RSBO	Réseau de recherche en santé buccodentaire et osseuse
RRISIQ	Réseau de recherche en interventions en sciences infirmières du Québec
RRSE	Réseau de recherche en santé environnementale
RRSPQ	Réseau de recherche en santé des populations du Québec
RRSSTQ	Réseau de recherche en santé et en sécurité au travail du Québec
RRSV	Réseau de recherche en santé de la vision
RSR	Réseau en santé respiratoire
SBQ	Stratégie biopharmaceutique québécoise
SIDA-MI	Réseau sida et maladies infectieuses
SNG	Sciences naturelles et génie
SRAP	Stratégie de recherche axée sur le patient
SRC	Société de recherche sur le cancer
SQRI	Stratégie québécoise de la recherche et de l'innovation
SSHAL	Sciences sociales et humaines, arts et lettres
ThéCell	Réseau de thérapie cellulaire et tissulaire
UQAM	Université du Québec à Montréal

Liste des centres, groupes et réseaux de recherche du FRQS

Centres de recherche

Centre de recherche clinique Étienne-Le Bel du Centre hospitalier universitaire de Sherbrooke (CHUS)
Centre de recherche de l'Hôpital Douglas
Centre de recherche de l'Hôpital du Sacré-Cœur de Montréal (HSCM)
Centre de recherche de l'Hôpital Maisonneuve-Rosemont
Centre de recherche de l'Institut de cardiologie de Montréal (ICM)
Centre de recherche de l'Institut universitaire de cardiologie et de pneumologie de Québec (IUCPQ)
Centre de recherche de l'Institut universitaire de gériatrie de Montréal (IUGM)
Centre de recherche de l'Institut universitaire en santé mentale de Québec (IUSMQ)
Centre de recherche du Centre hospitalier affilié universitaire de Québec (CHA)[1]
Centre de recherche du Centre hospitalier de l'Université de Montréal (CHUM)
Centre de recherche du Centre hospitalier universitaire (CHU) Ste-Justine
Centre de recherche du Centre hospitalier universitaire de Québec (CHUQ)[1]
Centre de recherche Fernand-Seguin de l'Institut universitaire en santé mentale de Montréal (IUSMM)
Centre de recherche interdisciplinaire en réadaptation du Montréal métropolitain (CRIR)*
Centre de recherche sur le vieillissement du CSSS - Institut universitaire de gériatrie de Sherbrooke (IUGS)
Centre interdisciplinaire de recherche en réadaptation et intégration sociale (CIRRIS) de l'IRDPQ*
Institut de recherche du Centre universitaire de santé McGill (CUSM)
Institut Lady Davis de recherches médicales de l'Hôpital général juif

[1]Ces deux centres de recherche ont fusionné en juillet 2012 pour devenir le Centre de recherche du CHU de Québec.

Groupes de recherche

Centre de recherche en neuropsychologie et cognition (CERNEC)
Centre de recherche sur le cancer Rosalind et Morris Goodman (CRCG)
Groupe de recherche axé sur la structure des protéines (GRASP)
Groupe de recherche en neurobiologie comportementale (GRNC)
Groupe de recherche en sciences et technologies biomédicales (GRSTB)
Groupe de recherche sur le système nerveux central (GRSNC)
Groupe d'étude des protéines membranaires (GEPROM)
Institut de recherche en immunologie et en cancérologie (IRIC)
Institut de recherche en santé publique de l'Université de Montréal (IRSPUM)

Réseaux de recherche

Réseau de médecine génétique appliquée (RMGA)
Réseau de recherche en interventions en sciences infirmières du Québec (RRISIQ)
Réseau de recherche en santé buccodentaire et osseuse (RSBO)
Réseau de recherche en santé cardio-métabolique, diabète et obésité (CMDO)
Réseau de recherche en santé de la vision (RRSV)
Réseau de recherche en santé des populations du Québec (RRSPQ)
Réseau de recherche en santé environnementale (RRSE)
Réseau de recherche en santé et sécurité au travail du Québec (RRSSTQ)**
Réseau de recherche en santé respiratoire (RSR)
Réseau de recherche sur le cancer (RRC)
Réseau de thérapie cellulaire et tissulaire (ThéCell)
Réseau en bio-imagerie du Québec (RBIQ)
Réseau provincial de recherche en adaptation-réadaptation (REPAR)
Réseau québécois de recherche sur la douleur (RQRD)
Réseau québécois de recherche sur le médicament (RQRM)
Réseau québécois de recherche sur le suicide (RQRS)*
Réseau québécois de recherche sur le vieillissement (RQRV)
Réseau SIDA et maladies infectieuses (SIDA-MI)

*Partenariat avec le FRQSC
**Partenariat avec le FRQSC et le FRQNT

Liste des membres des comités d'évaluation 2012-2013

Des représentants du FRQS assistent aux réunions des comités d'évaluation. Il s'agit des conseillers scientifiques ainsi que des responsables et des chargés de programmes, qui relèvent de la direction scientifique du FRQS. Ils sont responsables notamment du bon déroulement des travaux des comités, dans le respect des règles de confidentialité et de gestion des conflits d'intérêts établies par le FRQS.

Des observateurs peuvent également assister aux réunions des comités d'évaluation. Ils ne participent pas au processus d'évaluation; ils n'ont ni le droit de vote, ni le droit de parole. Il s'agit généralement de partenaires financiers ou stratégiques du FRQS.

Adriana Di Polo
Université de Montréal

Adrianna Mendrek
Bishop's University

Affar El Bachir
Centre de recherche Hôpital Maisonneuve-Rosemont

Ahmed Chraibi
Université de Sherbrooke

Aimée Ryan
Institut de recherché du CUSM

Alain Brunet
Université McGill

Alain Dessein
INSERM- UMR 906 Université de la Méditerranée

Alain Frigon
Campus de la santé, FMSS

Alain Moreau
CHU Sainte-Justine

Alain Nepveu
Université McGill

Alain Ptito
Université McGill

Alain Vanasse
Université de Sherbrooke

Alex Parker
CRCHUM – Hôpital Notre-Dame

Alexander Lin
California Institute of Technology

Alexandre Alcais
Necker Medical School, INSERM, France

Alexandre Prat
Université de Montréal

Ali Akoum
Université Laval

Alun W. Thomas
University of Utah, USA

Amélie Achim
Centre de Recherche Institut Universitaire en santé mentale de Québec

Amélie Quesnel Vallée
Université McGill

Ana Miriam Velly
Hôpital Général Juif

Ana Tsanaclis
Université de Sherbrooke

Andrea Green
Université de Montréal

Andréa Leblanc
Université McGill

Andrea MacLeod
Université de Montréal

André Marette
Université Laval

André Tremblay
CHU Ste-Justine

André Veillette
Institut de recherches cliniques de Montréal

Andrés Finzi
CRCHUM

Anique Ducharme
Institut de Cardiologie de Montréal

Anita Koushik
Université de Montréal

Annie Angers
Université de Montréal

Annette Leibing
Université de Montréal

Anouk Lamontagne
Université McGill

Antony Karelis
Université du Québec à Montréal

Audette Sylvestre
Université Laval

Audrey Claing
Université de Montréal

Ariane Marelli
Centre Universitaire de Santé McGill

Astrid Brousselle
Centre de recherche de l'Hôpital Charles LeMoyne, Université de Sherbrooke

Barbara E. Jones
Université McGill

Barbara Stranger
University of Chicago, USA

Basil Petrof
Université McGill

Ben Vakoc
Wellman Center for Photomedecine

Benedict Albensi
Université du Manitoba

Benoit Brisson
Université du Québec à Trois-Rivières

Benoît Cousineau
Université McGill

Benoit Paquette
Université de Sherbrooke

Bernard Têtu
Université Laval

Boutheina Jemel
Hôpital Rivière des Prairies

Bruno Clément
Inserm UMR991, CHU Pontchaillou, Université de Rennes

Bruno Giros
Centre de recherche de l'Hôpital Douglas

Bruno Wacogne
Université de Franche-Comté, France

Camille Gagné
Université Laval

Carl-Ardy Dubois
Université de Montréal

Carol Hudon
École de psychologie, Université Laval

Carolee Winstein
University of Southern California

Caroline Blais
Université du Québec en Outaouais

Caroline Gilbert
Université Laval

Caroline Larue
Université de Montréal

Catherine Briand
Université de Montréal

Catherine Jumarie
Université du Québec à Montréal

Cécile Michaud
Université de Sherbrooke

Cécile Tremblay
CHUM - Hôtel Dieu de Montréal

Chantal Caux
Université de Montréal

Chantal Mérette
Institut universitaire en santé mentale de Québec

Chantal Séguin
Hôpital Général de Montréal

Charles Couillard
Université Laval

Charles M. Morin
Université Laval

Charles Ramassamy
Institut Armand Frappier

Christiane Auray-Blais
CHUS, Hôpital Fleurimont

Christine Lavoie
Université de Sherbrooke

Christine Loignon
Centre de recherche HCLM

Claude Bouchard
Pennington Biomedical Research Center

Craig R. Tomlinson
Dartmouth College

Christian Rocheleau
CUSM Hôpital Royal Victoria

Christine McCusker
Université McGill

Christine Vande Velde
Centre de recherché du CHUM- Hôpital Notre-Dame

Christophe Bedos
Université McGill

Claire Dumont
Université du Québec à Trois-Rivières

Claire Page
Université du Québec à Rimouski

Claude Asselin
Université de Sherbrooke

Claude Fernet
Université du Québec à Trois-Rivières

Claude Gravel
Université Laval

Clémence Dallaire
Université Laval

Cristian O'Flaherty
Université McGill

Damien D'Amours
Université de Montréal

Dana Devine
Canadian Blood Services

Daniel Bichet
Hôpital du Sacré-Cœur de Montréal

Daniel Couriel
University of Michigan

Daniel Fiset
Université du Québec en Outaouais

Daniel R. Zenklusen
Université de Montréal

Daniel Simeon-Dubach
Medservice, Suisse

Daniela Wiethaeuper
Université du Québec à Trois-Rivières

Danièle Roberge
Université de Sherbrooke

Danik Lafond
Université de Montréal

Dany Gagnon
Université de Montréal

Darrell Mousseau
Université du Saskatchewan

Darren Richard
Université Laval

Dave St-Amour
Université du Québec à Montréal

David Bloom
Institut universitaire en santé mentale Douglas

David H. St-Pierre
Université du Québec à Montréal

David Schriemer
University of Calgary

Deborah Da Costa
McGill University Health Centre

Diane Berthelette
Université du Québec à Montréal

Diane Dubeau
Université du Québec en Outaouais (Campus St-Jérôme)

Diane Provencher
Université de Montréal

Don Sheppard
Université McGill

Edel traut
KrögerHôpital St-Sacrement (CEVQ)

Eduardo Chachamovich
Université McGill

Edward Fon
Université McGill

Elham Rahme
Université McGill

Elliot Drobetsky
Université de Montréal

Eric Arts
Case Western Reserve University

Éric Asselin
Université du Québec à Trois-Rivières

Éric Boilard
CRCHUQ

Éric Goulet
Université de Sherbrooke

Eric Larose
Institut universitaire de cardiologie et de pneumologie de Québec

Éric Lécuyer
Institut de recherché Clinique de Montréal

Éric Marsault
Université de Sherbrooke

Éric Milot
Université de Montréal

Éric Salmon
Université de Louisiane

Eric Troncy
Université de Montréal

Éric Turcotte
Centre de recherche clinique Étienne-Lebel

Étienne De Villers-Sidani
Université McGill

Etienne Sibille
University of Pittsburgh

Evelyn Constantin
Hôpital de Montréal pour enfants

Fabrice Jollant
Groupe McGill d'études sur le suicide

Fernand-Pierre Gendron
Université de Sherbrooke

France Gagnon
Télé-Univ. (U.Q.)

Francine de Montigny
Université du Québec en Outaouais

Francine Durocher
Université Laval

François Bergeron
Université Laval

François Berthod
Université Laval

François Champoux
Université de Montréal

François Desmeules
École de réadaptation

François Dragon
Université du Québec à Montréal

François Gros-Louis
Université Laval

François Lellouche
Institut universitaire de cardiologie et pneumologie de Québec

François Madore
Hôpital du Sacré-Cœur de Montréal

François-Michel Boisvert
Université de Sherbrooke

François Robert
Institut de recherches cliniques de Montréal

François Rousseau
Université Laval

Frank Rauch
Shriners Hospital for Children

Frédéric Balg
Centre hospitalier universitaire de Sherbrooke

Frédéric Picard
Université Laval

Gabriel Gold
Université de Genève

Gabrielle Boulianne
Université de Toronto

Gaétan Mayer
Institut de Cardiologie de Montréal

Geneviève Bernard
Hôpital de Montréal pour enfants Institut de recherche du CUSM

Geneviève Brisson
Institut national de santé publique

Georges Dagher
Hôpital de la Salpêtrière

Georgia Vrakas
Université du Québec à Trois-Rivières

Gerardo Ferbeyre
Université de Montréal

Gilles Dagenais
Institut universitaire de cardiologie et de pneumologie de Québec

Gilles Lajoie
University of Western Ontario

Gino Fallone
University of Alberta

Guillaume Paré
McMaster University

Guillaume Sébire
Université de Sherbrooke

Giulio Passinetti
Mount Sinai School of Medicine

Gustavo Turecki
Institut universitaire en santé mentale Douglas

Guy Rousseau
Hôpital du Sacré-Coeur de Montréal

Guylaine Boulay
Université de Sherbrooke

Guylaine Chabot
Université Laval

Hélène Bachelard
Centre de recherche du CHUL

Hélène Corriveau
Université de Sherbrooke

Hélène Payette
Université de Sherbrooke

Hélène Poissant
Université du Québec à Montréal

Henny A. Westra
York University

Igor Karp
Université de Montréal

Isabelle Aubert
Université de Toronto

Isabelle Gagnon
Hôpital de Montréal pour Enfants, CUSM

Isabelle Galibois
Université Laval

Isabelle Gaumond
Université Sherbrooke CRCELB

Isabelle Marc
Centre hospitalier de l'Université Laval

Isabelle Vedel
INESS

Jacques Bernier
INRS-Institut Armand-Frappier

Jacques Forest
Université du Québec à Montréal

Jacques Lacroix
CHU Sainte-Justine

Jacques Landry
Université Laval

Jacques LeLorier
Centre hospitalier de l'Université de Montréal (CHUM)

Jana Stankova
Université de Sherbrooke

Janie Houle
Université du Québec à Montréal

Janusz Kaczorowski
CHUM-Hôtel-Dieu de Montréal

Jasna Kriz
CHUQ – CHUL Centre de recherche

Jason Tanny
Université McGill

Jean Lapointe
Université Laval

Jean-Charles Pasquier
Université de Sherbrooke

Jean-François Côté
Institut de recherche clinique de Montréal

Jean-Louis Denis
Université de Montréal

Jean-Luc Parent
Université de Sherbrooke

Jean-Mathieu Beauregard
Université Laval

Jean-Patrice Baillargeon
Université de Sherbrooke

Jean-Paul Praud
C.R.C. Étienne-Le Bel, CHUS-Fleurimont

Jean-Pierre Bonin
Université de Montréal

Jean-Pierre Julien
Université Laval

Jean-Marc Mac-Thiong
Hôpital du Sacré-Cœur de Montréal

Jennifer Estall
Institut de recherches cliniques de Montréal

Ji Zhang
Université McGill

Jocelyn Gravel
CHU Sainte-Justine

Johane Patenaude
Université de Sherbrooke

John Antoniou
Université McGill

John Yates III
The Scripps Research Institute

John White
Université McGill

Johanne Higgins
Université de Montréal

Johnny Huard
University of Pittsburg, Pittsburg

José Teodoro
Université McGill

Josée Savard
Université Laval

John Kingma
Université Laval

John Stagg
Centre de Recherche CHUM-Notre-Dame

José Côté
Université de Montréal

Julie Bouchard
Université du Québec à Chicoutimi

Julie Carrier
Université de Montréal

Julie Carrier
Université de Sherbrooke

Julie C. Fradette
CMDGT/LOEX

Julie Milot
Centre de pneumologie IUCPQ

Julie N Côté
Université McGill

Julie St-Pierre
Université McGill

Kaberi Dasgupta
Centre universitaire de santé McGill (CUSM)

Karine Morasse
CHAU Hôtel-Dieu de Lévis

Karunya Kandimalla
Université du Minnesota

Keith C Hayes
University of Western Ontario

Kieron O'Connor
Centre de recherché Fernand-Séguin

Kristian Filion
Institut Lady Davis Centre d'épidémiologie clinique

Laura Monetta
Université Laval

Laurent Mottron
Université de Montréal

Leila Ben Amor
Université Laval

Lenore Beitel
Institut Lady Davis Hôpital général juif

Liette St-Pierre
Université du Québec à Trois-Rivières

Linda Bell
Université de Sherbrooke

Linda Booij
GRIP-Université de Montréal

Linda Cazale
Institut de la statistique du Québec

Line Chamberland
Université du Québec à Montréal

Lionel Berthoux
Université du Québec à Trois-Rivières

Louis Flamand
Université Laval

Louis Lemieux
Institute of Neurology, University College London

Louise Fournier
Université de Montréal INSPQ

Lorenzo Ferri
Hôpital Général de Montréal

Lucie Jeannotte
Université Laval

Lucie Nadeau
Centre universitaire de santé McGill

Luis Bruno Barreiro
CHU Ste-Justine

Lynne R. Moore
Université Laval

Manon Choinière
Centre du CHUM, Hôtel-Dieu de Montréal

Manon Labrecque
Hôpital du Sacré-Cœur de Montréal

Mansoor Husain
University of Toronto

Manuela Santos
CHUM / Hôpital Notre-Dame

Marc Hébert
Université Laval

Marc Lavoie
Université de Montréal

Marc Reymond
Marien hospital Herne, Universität Bochum, Allemagne

Marc Savasta
Institut des neurosciences de Grenoble, Isère France

Marc Schoenwiesner
Université de Montréal

Marcel Émond
Université Laval (Centre de Recherche du CHA)

Maria-Grazia Martinoli
Université du Québec à Trois-Rivières

Marie-Christine Ouellet
CIRRIS

Marie-France Hivert
Université de Sherbrooke

Marie-Hélène Mayrand
Centre de recherche du CHUM

Marianne St-Jacques
Université de Sherbrooke

Mariela A Segura
Université de Montréal

Marie-Elise Parent
INRS

Marie-Pascale Pomey
Université de Montréal

Marina Klein
CUSM

Mario Lepage
Université du Québec en Outaouais

Mark Ellenbogen
Université Concordia

Martin Bisaillon
Université de Sherbrooke

Martin Drapeau
Université McGill

Martin Guimond
Centre de recherche Hôpital Maisonneuve-Rosemont

Martin J. Simard
Centre de recherche en Cancérologie de l'Université Laval

Martin Parent
Université Laval (CRULRG)

Martine G. Culty
Research Institute of the MUHC

Mary V. Seeman
University of Toronto

Mathieu Brodeur
Institut de Santé mentale Douglas

Mathieu Cellier
INRS-Armand-Frappier

Matthieu J. Guitton
Université Laval

Matthias Götte
Université McGill

Maurice Ptito
Université de Montréal

Maxime Bouchard
Université McGill

Mélanie Couture
Université de Sherbrooke

Mélanie Lavoie-Tremblay
Université McGill

Marcel Lebel
Centre hospitalier universitaire de Québec

Margareta Nordin
New York University

Michael Zappitelli
Hôpital de Montréal pour enfants

Michel Dorval
Université Laval

Michel Naiditch
Institut de recherche et documentation en économie de la santé

Michel Salzet
Université Lille Nord de France, Université Lille 1

Michèle Brochu
Université de Montréal

Mohsen Agharazii
Centre de recherche du CHUQ - Hôtel Dieu de Québec

Nada Jabado
Université McGill

Nancy Dumais
Université de Sherbrooke

Nassera Touati
École nationale d'administration publique

Nathalie Auger
Institut national de la santé publique du Québec

Nathaly Gaudreault
Université de Sherbrooke

Nathalie Lamarche
Université McGill

Neda Ladbon-Bernasconi
Université McGill

Nicolas Cermakian
Institut universitaire en santé mentale Douglas

Nicolas Dupré
CHAUQ (Enfant-Jésus)

Nicolas Flamand
Université Laval

Nicolas Pilon
Université du Québec à Montréal

Nicole Leclerc
Université de Montréal

Nicole Paquet
Université d'Ottawa

Nils Chaillet
CHU Ste-Justine

Norbert Avril
Barts Cancer Institute, London

Numa Dancause
Université de Montréal

Olivier Laverdière
Université de Sherbrooke

Olivier Thomas
École des Hautes Études en Sante Publique, Rennes, France

Panteleimonm Giannakopoulos
Université de Genève

Patrick Archambault
Hôtel-Dieu de Lévis (CHAU)

Patrick Cossette
Université de Montréal

Patrick Labonté-Dufresne
INRS-Institut Armand-Frappier Université du Québec

Patrick Mathieu
Université Laval

Patrick Rochette
Centre hospitalier affilié universitaire du Québec

Paula Ravitz
University of Toronto

Pedro Geraldes
Université de Sherbrooke

Pedro Rosa-Neto
Centre McGill d'études sur le vieillissement

Philippe Goffaux
Université de Sherbrooke

Philip Jackson
Université Laval

Philippe Jouvet
CHU Sainte-Justine

Philippe S Archambault
Université McGill

Pierre Bellec
Centre de recherche de l'institut de gériatrie de Montréal

Pierre Blanchet
Université de Montréal

Pierre Ernst
Hôpital Général Juif

Pierre Leclerc
CHUQ - CHUL Centre de recherche

Pierre Rainville
Université de Montréal

Pierre Hardy
Université de Montréal

Pierre Pluye
Université McGill

Rachid Mazroui
CHUQ -Centre Saint-François d'Assise

Raymond Tellier
University of Calgary

Réjean Munger
Institut de recherche de l'hôpital d'Ottawa

Régen Drouin
Université de Sherbrooke

Richard Menzies
Université McGill

Richard Preuss
Université McGill

Robert Bastien
Direction de santé publique

Robert Platt
Université McGill

Robert Dumaine
Université de Sherbrooke

Robert Sladek
Université McGill

Richard Courtemanche
Université Concordia

Robert Moreau
Université du Québec à Montréal

Roger Lippé
Université de Montréal

Samer Mansour
Centre hospitalier universitaire de Montréal

Sandra Boye
Université de Montréal

Sara Ahmed
Université McGill

Sara McEwen
University of Toronto

Sébastien Carreno
Institut de recherche en immunologie et cancérologie

Sébastien Hébert
Centre de recherche du CHUQ (CHUL)

Sébastien Rodrigue
Université de Sherbrooke

Serge Desnoyers
Centre de recherche du CHUQ-CHUL

Serge Gauthier
Université McGill

Serge Rossignol
Université de Montréal

Sherif Abou-Elela
Université de Sherbrooke

Sherif Karama
Institut Neurologique de Montréal

Shi Qin
Hôpital du Sacré-Cœur de Montréal

Simon Rousseau
Université McGill

Simona Maria Brambati
Centre de recherche IUGM

Simon De Denus
Institut de cardiologie de Montréal

Sophie Bergeron
Université de Montréal

Sophie Bernard
CHUM

Sophie Desjardins
Université du Québec à Trois-Rivières

Spyro Mousses
The Translational Genomics Research Institute, Phoenix, USA

Stéphan Troyanov
Hôpital du Sacré-Cœur de Montréal

Stéphane Bolduc
Université Laval

Stéphane Grenier
Université du Québec à Trois-Rivières

Stéphane Laporte
Université McGill

Stéphanie Lehoux
Institut Lady Davis

Steve Charrette
Université Laval

Steve Lacroix
Université Laval

Steeve Provencher
Institut universitaire de cardiologie et pneumologie de Québec

Stefan Parent
CHU Sainte-Justine

Sylvain Williams
Université McGill

Sylvie Gendron
Université de Montréal

Sylvie Hébert
Université de Montréal

Sylvie Le May
Université de Montréal

Sylvie Miaux
Université du Québec à Trois-Rivières

Tara Spires-Jones
Université Harvard

Tatiana Scorza
Université du Québec à Montréal

Terry D. Cyr
Santé Canada

Thérèse Audet
Université de Sherbrooke

Thierry Alquier
CRCHUM

Thierry Duchesne
Université Laval

Thomas Stroh
Institut Neurologique de Montréal

Tracie Barnett
CHU Ste-Justine

Valérie Mongrain
Hôpital Sacré-Cœur de Montréal

Van Luu-The
CHUQ – CHUL Centre de recherche

Véronique Moulin
Centre hospitalier affilié universitaire de Québec

Vicky Drapeau
Université Laval

Vincent Archambault
Université de Montréal

Vincent Camus
Université Francois rabelais de Tours

Virginia Penhune
Université de Concordia

Volker Blank
Institut Lady Davis

Walter Luklw
Université de Liège

Yannick Tousignant-Laflamme
Université de Sherbrooke

Yvan Petit
École de technologie supérieure

Yves Couturier
Université de Sherbrooke

Yves Deshaies
Institut universitaire de cardiologie et de pneumologie de Québec (Hôpital Laval)

Yves Caumartin
CR Hôtel-Dieu du Québec

Yves Giguère
CHUQ - Hôpital Saint-François d'Assise

Yves Tremblay
CHUQ-CHUL

Zoha Kibar
CHU Ste-Justine

Réalisation

Coordination et rédaction : Service de la planification et de la performance

Nous remercions toutes les personnes du Fonds de recherche du Québec – Santé et des services du Bureau du scientifique en chef du Québec ayant collaboré à cette publication.

Ce rapport annuel de gestion est également diffusé en format PDF dans le site Web du FRQS : **www.frqs.gouv.qc.ca**

Dépôt légal – Bibliothèque et Archives nationales du Québec, 2013
ISBN (imprimé) 978-2-550-67839-7
ISBN (PDF) 978-2-550-67840-3

www.frqs.gouv.qc.ca

500, rue Sherbrooke Ouest, bureau 800
Montréal (Québec) H3A 3C6

Téléphone : 514 873-2114
Télécopieur : 514 873-8768
communications.sante@frq.gouv.qc.ca

Fonds de recherche Santé
Québec

MAY 2014 | VOLUME 10 | ISSUE 2

Agriview

Pastures Update

PAGE 10

Plant breeders' rights | PAGE 4

Managing grain for longer-term storage | PAGE 8

New rabies program | PAGE 13

Government of Saskatchewan

Minister's Message

Lyle Stewart

With the arrival of spring and warm weather, the agriculture industry kicks into high gear. After the long, cold winter, producers are looking forward to seeding and moving cattle out to pasture.

As we approach seeding, many farmers still have last year's crop in the bin due to the ongoing backlog in grain movement. This has been a top priority for our government and we have been actively working to improve grain transportation since May 2013. We have continued to meet with grain companies, railways, the federal government, producers and all stakeholders to work to resolve this issue. While we are pleased with the federal government's proposed emergency legislation and believe it is a step in the right direction, we know that more work needs to be done to fully address this issue. We will continue to push for a transportation system that holds all players along the value chain accountable, ensuring that this type of situation never happens again. This will continue to be a priority for me and our entire government.

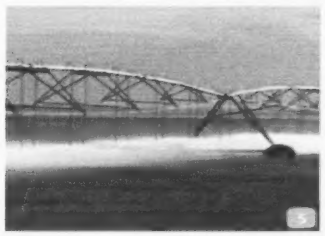
While there have been significant grain transportation challenges this winter, it has been one of optimism and growth for our livestock industry due to record prices and lower feed costs. The *Saskatchewan Plan for Growth* includes a goal to grow our livestock herd. In consultation with industry, we have developed a target to increase livestock farm cash receipts by 25 per cent, from $1.69 billion in 2012 to $2 billion by 2020. Livestock farm cash receipts have never exceeded $2 billion, but we believe this goal is attainable and sustainable.

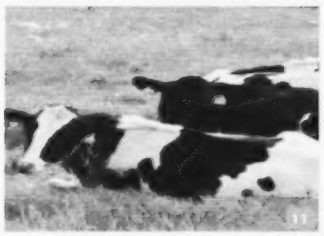
The *Saskatchewan Plan for Growth* includes a goal to grow our livestock herd.

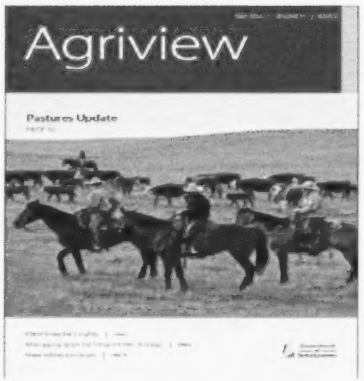
To help achieve this goal and provide improved risk management for cattle and hog producers, we recently announced price insurance is now available through the Western Livestock Price Insurance Program. The program insures producers against an unexpected drop in price over a defined period of time. Producers pay a premium to receive forward price coverage and if the market price falls below the coverage price, the producer will receive a payment. Producers can purchase price insurance options for their calves, fed cattle, feeder cattle and hogs. I would encourage all producers to consider this program.

In closing, I would like to thank all of the farmers and ranchers whose hard work continues to drive our economy. I wish you all the best for a safe and successful growing season.

Table of Contents







Riders trailing cow-calf pairs across native prairie grassland near Maple Creek, SK.

Photo credit: Heather S. Beierbach.

For information about the Federal Community Pasture Transition Program, turn to page 10.

AGRIVIEW is published by the Communications Branch of Saskatchewan Agriculture for Saskatchewan farmers, ranchers and farm and food organizations. For more information, call 306-787-5160 or email agriview@gov.sk.ca. To view this publication online, visit www.agriculture.gov.sk.ca/programs-services.

CROPS

UPOV 91: What you need to know 4
Swede midge: a new pest in canola 4
Using fertigation to apply crop nutrients 5
Canola plant populations and reseeding 5
Tips for post-emergent fertilizer applications 6
Variable rate fertilizer applications 6
Saskatchewan's wine industry keeps growing 7
Using diverse cover crops improves forage quality and re-cropping 7
Protect your cattle from ergot poisoning 8
Storing grains for a longer term 8
Profile: Saskatchewan Pulse Growers 9
Thousand kernel weight adds precision to your seeding 9

LIVESTOCK

Horse health: focus on Equine Infectious Anemia and West Nile Virus 10
Communication the key to successful federal (PFRA) community pasture transition 10
Program launched to subsidize cost of commercial colostrum pasteurizers 11
Reducing injury hazards is first step in preventing footrot 11

RESEARCH

Controlling hydrogen sulfide emissions from swine operations 12

PROGRAMS & SERVICES

Saskatchewan launches provincial rabies program 13
Crop Protection Lab: Helping producers grow healthier crops 13
Insect monitoring programs in 2014 14
SCIC evolving with technology 14
Producer groups receive funding to implement on-farm food safety programming 15

EVENTS CALENDAR

Calendar 16

PROGRAMS & SERVICES

Leading by example 16

Government of Saskatchewan

UPOV 91: What you need to know

Mitchell Japp, M.Sc., PAg
Provincial Specialist, Cereal Crops
Crops and Irrigation Branch

The federal government is making changes to the *Plant Breeders' Rights Act* with Bill C-18 to make Canada compliant with UPOV'91. It is important that producers have a clear understanding of what UPOV'91 will mean for them.

UPOV is the acronym for the International Union for the Protection of New Varieties and 91 refers to the year in which the last UPOV convention was held. Canada's *Plant Breeders' Rights Act* is based upon UPOV'78. Bill C-18, the *Agriculture Growth Act*, will make Canada's *Plant Breeders' Rights Act* compliant with UPOV'91.

What it means to producers:

- Access to new and improved plant varieties, improving the bottom line. Enhanced protection under UPOV'91 will encourage the release of new varieties from other countries (once registered in Canada), as well as stimulate increased investments in variety development here in Canada.
- Explicit ability to save seed from your crops, for your own use on your farm.
- No negative impacts for those who legitimately purchase seed.

What it does not mean to producers:

- End point royalties. Bill C-18 does not include automatic annual end point royalties on the use of seed. It can accommodate an end point royalty system in the future, pending consultation.
- A requirement to buy new seed each year. Bill C-18 proposes the specific inclusion of Farmer's Privilege (UPOV 91 terminology), which is an exception to the breeder's right and allows for growing, saving, storing and cleaning seed for farmer's own use.
- Development of GMO crops. UPOV'91 does not discriminate on the method used to breed a new variety. Both conventional and GM methods are eligible for protection under Plant Breeders' Rights (PBR). However, developers of GMO crops tend to protect their transgenic traits under patent.
- Cascading rights. Similar to the current system of protection, a breeder can collect a royalty once on the sale of a PBR protected variety. However, if a breeder has been denied a reasonable opportunity to collect on the seed (e.g. illegal brown bag sales), under UPOV 91 the breeder can exercise rights on the harvested material (e.g. grain), which includes seeking compensation.
- Patent level protection under PBR. PBR is a form of intellectual property protection specifically designed to stimulate investment and innovation in the breeding of new plant varieties for the benefit of society. It also balances the interests of the breeder and farmer. Higher life forms (e.g. plants and animals) cannot be protected under patents, but specific traits and cells can be. ■

Swede midge: a new pest in canola

Scott Hartley, PAg
Provincial Specialist, Insect/Vertebrate Pest Management
Crops and Irrigation Branch

Swede midge larvae in canola floret.

Swede midge is a new insect pest affecting canola in northeastern Saskatchewan. Swede midge larvae were found in misshapen canola flowers in the Nipawin area in 2012 and in several fields in the northeast in 2013.

Swede midge adult is a small fly (1.5 to 2 mm in length), similar in size to the wheat midge. Both are members of the same fly family but rather than being orange like the wheat midge, the swede midge is a tan or brown colour. It is also difficult to distinguish from other, often abundant, midges that do not affect canola.

Damage to canola is a result of swede midge larvae feeding on plant tissue. These larvae are a pale, creamy yellow colour and have the ability to "jump" or spring away from contact. Swede midge larvae feed only on cruciferous plants, including field crops such as canola and vegetable crops such as cabbage, broccoli and cauliflower.

There appears to be three overlapping generations of swede midge in Saskatchewan. The midge overwinter in the soil, with the first spring adults appearing in June, depending on climatic conditions. In Saskatchewan, damage to canola plants includes aborted flowers or flowers with petals apparently fused together, and misshapen, stunted or sometimes missing pods. No pods were formed from florets affected by the larval infestations.

Although there are products registered for control of swede midge in canola, there are no reliable recommendations for timing of control measures targeting the adult flies due to the overlapping generations and short lifespan. In addition, unlike wheat midge, the swede midge flies are active during the day. Insecticide application is not recommended when canola is in flower due to the serious impact on pollinators such as honey bees. The concealed nature of larval feeding within the florets protects this life stage from insecticidal control.

In 2013, the Saskatchewan swede midge survey indicated that the distribution of this pest has expanded compared to 2012. It is known that higher moisture conditions favour the midge. Early seeding and increased seeding rates may alleviate some effect of the swede midge in canola. Further research on this pest in Saskatchewan is required to determine distribution, biology and potential management options. ■

FOR MORE INFO

Contact Scott Hartley, Provincial Specialist, Insect/Vertebrate Pest Management, at 306-787-4669 or scott.hartley@gov.sk.ca.

Flea Beetle Control in 2014

In the fall of 2013, there were several reports of large numbers of flea beetles congregating in canola fields. Since these are the over-wintering beetles that cause the damage to seedlings in the spring, this is an indicator that flea beetles could be a problem in 2014. Flea beetles can be a concern for canola producers early in the spring, particularly with young seedlings and slow growing conditions. Seed treatments that include an insecticide for flea beetle control are effective only for a limited period of time. The period of protection will vary depending on the product and climatic conditions. Research has shown that neonicotinoid class seed treatments tend to provide the best control of flea beetles under warm, dry soil conditions. The inclusion of new insecticide seed treatments containing a different class of chemistry (diamide class), in combination with the neonicotinoids is intended to provide better protection for canola under cooler, moist conditions. ■

Using fertigation to apply crop nutrients

Jeff Ewen, AAg
Irrigation Agrologist
Crops and Irrigation Branch

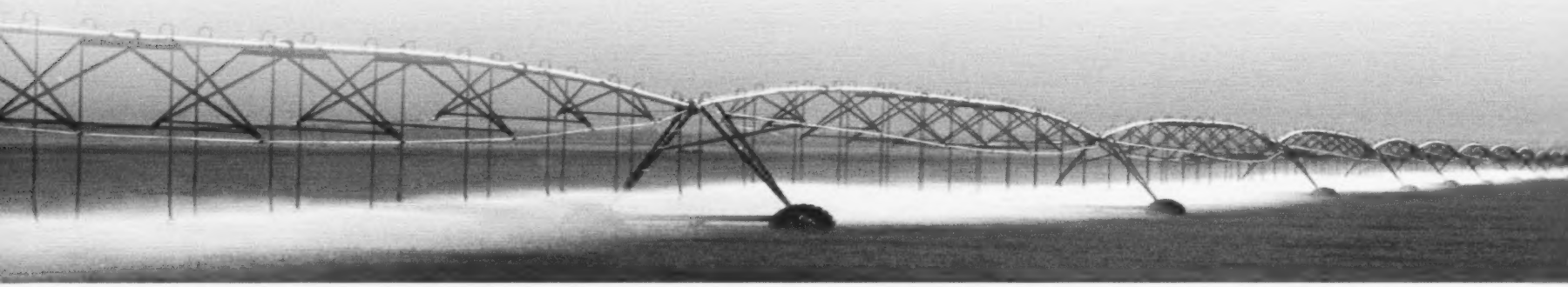
Fertigation is the injection of liquid fertilizer with the water of an irrigation system, which can save a producer both time and money. Fertigation improves seeding efficiency by reducing the quantity of fertilizer handled at seeding. Delaying application on coarse textured soils can reduce leaching. This can be a significant risk if applying high rates of mobile nutrients such as nitrate nitrogen prior to nutrient uptake by a growing crop. Fertigation removes the operator from the field and damages less crop compared to a mechanical spreading application. Applying nutrients with water allows the nutrients to be carried to the active rooting zone, where the plant can absorb the nutrients. Over-irrigation or a heavy rainfall, however, can leach the nutrients below the root zone or promote runoff from the field. Irrigation scheduling to track crop water use and to manage application timing for fertigation is recommended.

Generally only 20 to 30 per cent of a crop's nitrogen requirement should be applied through fertigation. Research has shown that cereal crops take up 75 per cent of their nitrogen requirement by the four- to five-leaf stage. Keep in mind that seven to 10 days are required to convert the majority of the urea and ammonium nitrogen in 28-0-0 to nitrate-nitrogen for uptake by the crop.

In 2014, an Irrigation Crop Diversification Corporation (ICDC) demonstration will compare application timings for fertigation on irrigated durum. The objective of this demonstration is to determine the best timing of fertigation to produce the highest yield and protein. Soil samples before seeding and after harvest will be taken. Early boot leaf tissue from each application will be analyzed to determine nutrient content in the plant. At harvest, yield will be determined with a calibrated yield monitor to produce a yield map. Yields will be verified with a weigh wagon. Grain protein and quality will be tested for each application treatment. ■

FOR MORE INFO

Contact Jeff Ewen, Provincial Irrigation Agrologist, at 306-867-5512 or jeff.ewen@gov.sk.ca.



Canola plant populations and reseeding

Sherrilyn Phelps, MSc, PAg, CCA
Regional Crops Specialist, North Battleford
Regional Services Branch

Correct canola plant populations are critical for maximizing yields. A recent study funded by SaskCanola and coordinated by the Western Applied Research Corporation (WARC) at Scott, found that across all site years, canola yields declined when plant populations fell below 28 plants per square metre. This project was a small-plot research trial whereby herbicide timing, fertility, pest management and harvest timing were all optimized. Other research suggests that populations below 40 to 45 plants per square metre have higher risk for yield loss under field conditions. Saskatchewan Crop Insurance Corporation (SCIC) also considers a canola crop established when it is above 40 plants per square metre. Therefore, producers should use 40 plants per square metre as the minimum population desired in a field.

This does not mean producers should target 40 plants per square metre at seeding time. The Canola Council of Canada currently recommends targeting 70 to 100 plants per square metre to allow for unforeseen losses. Using the average canola emergence rate of 40 to 60 per cent, the minimum target seeding rates should be 116 to 175 seeds per square metre. The emergence rates can vary tremendously and are influenced by various factors such as seed quality, seeding depth, soil temperature, soil moisture, amount of seed-placed fertilizer, wind speed, presence of disease and insects as well as climatic factors such as frost. Seeding into warm moist soil at a shallow depth and with minimal seed-placed fertilizer can provide optimal emergence. Adding stress can decrease the emergence rate and less-than-ideal plant populations can result.

Hybrid canola is very flexible or "plastic" as it compensates for low plant populations by increasing the branches and pods per plant. As the canola plant gets bigger the maturity is delayed and risk of green seed increases. Besides yield loss, quality should be considered when calculating the economics of reseeding. SCIC considers a canola crop not established below 12 plants per square metre. However, WARC found that at 12 plants per square metre canola was still able to achieve 80 per cent maximum yield. Once again, crop uniformity, ability to control weeds and maturity must all be taken into account when making decisions to reseed or not to reseed. ■

FOR MORE INFO

Contact your Regional Crop Specialist;
Call the Agriculture Knowledge Centre at 1-866-457-2377; or
Visit the Western Applied Research Corporation website, www.westernappliedresearch.com, for more research results.

Tips for post-emergent fertilizer applications

John Ippolito, PAg
Regional Crops Specialist, Kindersley
Regional Services Branch

Post emergent fertilizer applications are a means to take advantage of improved growing conditions or to remedy deficiencies that have occurred. As shown in the accompanying chart, most of the nutrient uptake occurs early in the growing season. As a result, it is best to ensure that the majority of the nutrient requirements are applied prior to or at the time of seeding.

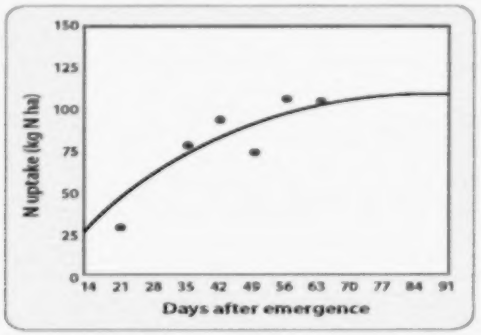


Figure 1 – *Nitrogen uptake in cereals in relation to days from emergence (Mahli et al., 2004).*

Timing of application is critical to be effective in increasing yields and must be done prior to the time of high nutrient demand. For cereals this would be prior to the six leaf stage. Fertilizer applications later in the growing season are more likely to increase protein content than yields. Canola has a similar timing requirement of the four to six leaf stage to ensure uptake in time to increase yield.

Products used for post emergent nitrogen applications will be urea or urea ammonium nitrate (UAN). Broadcast urea is susceptible to losses in the absence of rain shortly after application. The addition of a urease inhibitor can slow the conversion to ammonia for up to two weeks and reduce the potential for losses.

Dribble-banded UAN can be used with less susceptibility to losses for a period after application. UAN should not be applied as a foliar application as leaf burn is a possibility and uptake through the foliage in not very efficient.

Ammonium sulphate formulations would be the appropriate products to use for correction of sulphur deficiencies in canola. These products can be applied as broadcast dry products or as dribble banded liquid formulations. The nitrogen in these forms is less susceptible to losses and there is no danger of losing the sulphur. Applications for canola are normally in the area of 20 lb./ac for nitrogen and 10 lb./ac for sulphur.

Post emergent fertilizer applications provide an opportunity to take advantage of improved conditions. These are best used in conjunction with evidence of visible deficiencies or tissue tests indicating a need to increase available nutrients. ■

FOR MORE INFO

Refer to the factsheets *Nitrogen Fertilization in Crop Production* and *Sulphur Fertilization in Crop Production* on the Saskatchewan Agriculture website at www.agriculture.gov.sk.ca.

Variable rate fertilizer applications

John Ippolito, PAg
Regional Crops Specialist, Kindersley
Regional Services Branch

There is increasing interest in variable rate fertilizer applications which has resulted in many different questions on how to get started. There are questions on what methods should be used to determine application zones and whether or not there is a net economic benefit from using variable rate compared to uniform fertilizer applications.

Yield maps are a good tool to use in identifying high and low-yielding portions of the field, but they are unlikely to differentiate well between average to low-yielding areas. Ensuring accuracy and consistency of yield map data is one of the biggest challenges, and it is important to fully understand the monitoring equipment and how to calibrate it properly.

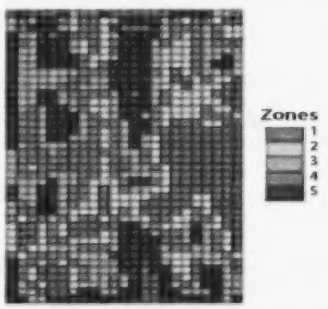
Soil variability and its ability to supply water and nutrients will significantly impact crop yields. Initial work in mapping this variability can be accomplished through the use of soil survey maps, topography and farmer knowledge. These will provide baseline information but more refined data can be obtained through tools such as electrical conductivity mapping.

Topography maps can be generated while collecting harvest yield data. These maps can be useful in providing some indicators of soil moisture and nutrient supply based on slope position.

Use of satellite imagery is becoming more common and is a very useful tool in gathering several years of productivity information very quickly without actually collecting the yield data each year. Looking for common areas of high and low productivity from satellite imagery and combining that with existing yield data can provide a lot of information on variability.

Accurate soil samples within each zone are required to confirm fertility levels and assist in development of fertilizer application prescriptions for each zone. When mapping initially, producers may wish to use individual samples rather than composites from larger management zones. This will help verify that patterns showing up in other data layers are consistently related to soil fertility that can be managed.

Producers interested in using variable rate fertilizer applications may wish to concentrate on a couple of fields with some variability that warrants management. The next step is to decide on the data that will be used, develop a plan for using it and, finally, start data collection. In the beginning, producers may want to keep things simple by limiting management zones to three or four. Also be sure to include a uniform fertilizer rate treatment in the field, so that the results between the two fertilization methods can be compared at the end of the growing season. This is essential in helping producers answer the questions: "Does this generate a net economic benefit?" and "Were the prescribed fertilizer applications accurate?" ■



FOR MORE INFO

Refer to the *Variable Rate Treatments* factsheet at www.agriculture.gov.sk.ca/Soils_Fertility_Nutrients.

Saskatchewan's wine industry keeps growing

Forrest Scharf, PAg
Provincial Specialist, Fruit Crops
Crops and Irrigation Branch

Construction of Riverlot Orchards Winery began in 2013.

The alcoholic beverage industry in Saskatchewan has been diversifying and expanding. In addition to fruit wines, there are now hard ciders and liqueurs being made from Saskatchewan-grown fruit.

An addition to the wine tourism industry has been developed west of Saint Louis on grid 782 that follows the South Saskatchewan River towards Batoche National Historic Site. The business, called Riverlot Orchards Winery, is owned by Eric and Irina Kotelko. The business model featuring a location close to a national historic site is similar to Cypress Hills Vineyard & Winery which is located near Ft. Walsh National Historic Site and has proven to be a successful tourism destination.

Saint Louis is easily accessed from Highway #2, and will soon feature a new bridge. The winery's wheel-chair-accessible river view setting, coupled with a castle themed bistro nestled in seven acres of fruit crops, will be sure to add charm and interest to that region of the province. The grand opening of the bistro will occur in June of this year. Irina Kotelko is originally from Belarus, and a lot of the food offered at the bistro will reflect European culinary sophistication.

The fruit wines crafted on-site are all derived from the fruit grown in the orchard.

Riverlot Orchards grows raspberries, strawberries, dwarf sour cherries, chokecherries, edible honeysuckle and 15 varieties of plum. Many of the varieties used were developed by the University of Saskatchewan Fruit Breeding Program. The orchard also grows "Ruby Red" rhubarb which creates a delicate light-pink wine. The wines are priced from $18.00 to $20.00 for standard 750 ml bottles and their flavours are easily identifiable as corresponding with the species of fruit. A fortified honeysuckle beverage that is 20 per cent alcohol by volume is also offered at $30.00 for 375 ml.

Visit some of Saskatchewan's wine and spirit producers at:

- **www.livingskywinery.com**
- **www.luckybastard.ca**
- **www.facebook.com/pages/Riverlot-Orchards-Winery/140786022942874 6**
- **www.cypresshillswinery.com** ■

FOR MORE INFO

Contact Forrest Scharf, Provincial Specialist, Fruit Crops, at 306-787-4666 or forrest.scharf@gov.sk.ca.

Using diverse cover crops improves forage quality and re-cropping

Trevor Lennox, MAg, PAg
Regional Forage Specialist, Swift Current
Regional Services Branch

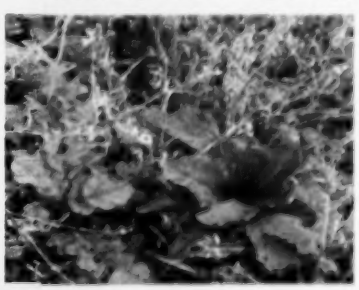
There has been some interest in recent years in the use of diverse cover crops to improve soil health. This interest led to an ADOPT demonstration project at Swift Current by the Southwest Forage Association to see if there were any merits to this practice.

In 2012, five different cover crop options (12-species mix, six-species mix, two-radish variety mix and one species each of oats and pea) were demonstrated on land that had been in perennial forage production the year previous. The crops were seeded on June 28 and grazed from September 4 to 18. All of the cover crop types produced between two to 2.6 tons/ac of dry matter. Cow/calf pairs grazed the standing material and no livestock health issues were observed while grazing. The cattle were not pressured to clean up the forage material, as the purpose of the project was to leave some material on the surface as 'soil armour' to protect the soil. Of all the cover crop types, the cattle grazed the pea species the least when given free choice of which plot to graze. In terms of forage quality at the time of grazing, the oat species had the lowest protein value, whereas the more diverse mixtures had the highest protein values.

Mixture containing oats, peas and forage rape in 2013.

In 2013, peas and wheat were seeded across the previous year's cover crop plots to see if there were any re-cropping benefits to the cover crops. In terms of forage production, re-cropping on the 12-species mixture produced the highest yields, while re-cropping on the radish only mixture produced the lowest forage biomass. In terms of grain yields, re-cropping on the field peas produced the highest yield for both the pea and wheat.

In summary, this project did observe improved forage quality when grazing diverse annual forage mixtures in the fall. This study also verified that peas were a good option in a crop rotation due to their re-cropping benefits. This study did not see any benefit to using the radish cover crop mixture as succeeding crop yields were lower on these plots, and also the radishes had issues with volunteering the next year.



A diverse forage mixture in 2012.

Looking to the future, the Southwest Forage Association is currently in the planning stages to hold a "Soil Health Day with Jill Clapperton" in mid-July. This would be of interest to local producers looking to improve their knowledge of soil biological health. ■

FOR MORE INFO

Contact Trevor Lennox, Regional Forage Specialist, at 306-778-8294 or trevor.lennox@gov.sk.ca.

Protect your cattle from ergot poisoning

Bryan Doig, PAg
Provincial Feeds/Regional Forage Specialist
Regional Services, North Battleford

Ergot has been found in many areas of Western Canada and has been increasing in occurrence since the 1990s. With the adoption of direct seeding and reduced tillage, the ergot bodies or sclerotia remain on the soil surface and are a source of infection to cereal crops the following year. Cool, wet weather during the flowering stage increase the levels of infection.

Ergot contains approximately 40 alkaloids, seven of which cause significant production problems and even death in livestock consuming infected grain. Clinical symptoms of poisoning include impaired circulation and gangrene of extremities. At high enough levels, the back hooves of cattle will slough off. In cold conditions, tails, ears and teats will freeze and fall off. Nervous convulsions and paralysis of the respiratory system can also occur which often leads to death. It also causes abortion.

With no visible symptoms, the alkaloids inhibit the production of prolactin, the hormone that stimulates milk production. One incidence of poisoning reduces milk output for the balance of the lactation period. This results in calves with reduced weaning weights and can seriously impact the level of milk production.

Currently, the recommended safe level is one ergot body in 1,000 kernels (0.1 per cent by weight) if feed accounts for 100 per cent of the diet. There have been incidents of dead cattle that had consumed 0.04 per cent ergot by weight in the total ration. New research will be addressing current recommendations. Producers are encouraged to exercise caution when feeding ergot contaminated grain. Heat does not destroy the alkaloid activity. Pelleted feeds and distillers dried grains with solubles can contain active alkaloids if ergot was present in the parent material.

Cereal silage, greenfeed and most grasses can also contain ergot bodies. Consider having feed tests performed if ergot is present in the heads of the crop. There are several laboratories that can quickly and accurately test the levels of the alkaloids. The results of the analyses can be used to make safe feeding recommendations. ■

Claviceps purpurea – ergot sclerotia with developed capitula or fruiting bodies that release ascospores, spreading the disease to cereal crops and grasses.

FOR MORE INFO

Contact Bryan Doig, Provincial Feeds/Regional Forage Specialist, at 306-446-7477 or bryan.doig@gov.sk.ca.

Storing grains for a longer term

John Ippolito, PAg
Regional Crops Specialist, Kindersley
Regional Services Branch

Due to transportation issues, there may be a need to store some of the 2013 crop through a portion of this summer. Since the majority of the crop was harvested in a dry, mature condition, this should present few problems for long-term storage.

Proper storage involves maintaining the products at an appropriate combination of moisture content and temperature. Figures 1 and 2 show the safe storage times for canola and cereals based on the combination of moisture content and temperature.

Moisture migration in the stored grain can occur whenever there are significant differences between outside air temperatures and grain temperatures for a prolonged period. During the early winter months, grain must normally be cooled to temperatures similar to the outside air.

The opposite occurs in the spring when an increase in outside air temperatures relative to grain temperatures can cause a reversal of the moisture migration.

There are several best management practices that producers should consider for long-term storage. In the case of canola, store the grain with a moisture content of less than eight per cent. As shown in Figure 3 this grain should store well even at temperatures of 10 to 12 C. Next, it is important to remove one to two loads of canola; this will come from the core of the bin where problems are likely to start. Starting in April, use aeration to warm the grain in stages. The goal should be to reach a grain temperature of 10 C. During the summer months, continue to monitor the grain and occasionally run the fans when outside air temperatures are lower than the grain temperature. ■

FOR MORE INFO

Visit www.agriculture.gov.sk.ca/crops_General and click on Grain Storage Considerations – FAQs.

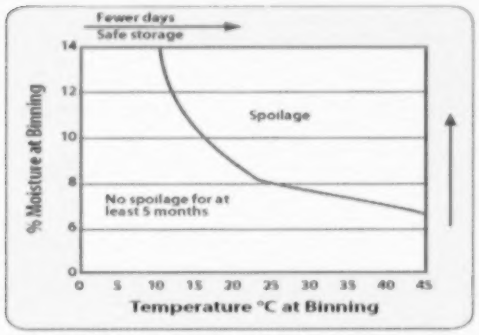


Figure 1: *Canola Storage Time.*

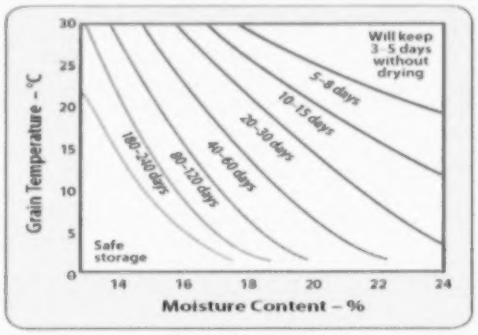


Figure 2: *Cereals Safe Storage Friesen and Huminicki, 1987.*

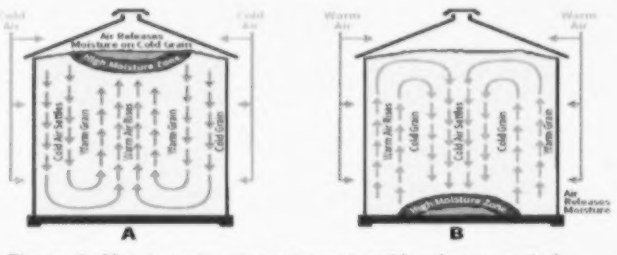


Figure 3: *Moisture migration patterns in cold and warm periods.*

Profile: Saskatchewan Pulse Growers

Saskatchewan is at the heart of the Canadian pulse industry. With approximately 18,000 pulse growers and 95 special crop processors in Saskatchewan, the sector plays a significant role in the overall fortunes of the province's agricultural industry.

In 2013, Saskatchewan's farmers grew 96 per cent of Canada's lentil crop, 99 per cent of its chickpea crop and 64 per cent of its dry pea crop.

Representing the interests of pulse growers is the Saskatchewan Pulse Growers (SPG). This not-for-profit organization supports the industry through research, market development and communications.

"Each year, we invest approximately 60 per cent of our budget into research and development (R&D)," explained SPG director Carl Potts. "This research assists in the growth and sustainability of Saskatchewan's pulse industry as a whole."

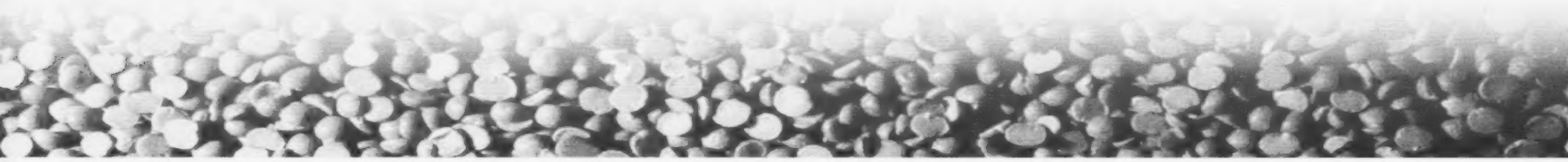
SPG has been funding research projects since 1984 and much of the funding has been targeted at plant breeding, culminating in the development of the Pulse Breeding Program in 1997.

Through the Pulse Breeding Program, pulse growers in Saskatchewan have ongoing royalty free access to new varieties. Commercialization of pulse varieties also occurs under the SPG Variety Release Program. SPG also has an R&D program focused on genetic improvement, optimizing agronomic practices and end-use processing utilization. The goal of these programs is to provide plant breeders with the tools and information necessary to produce superior breeding lines and crop varieties to release to pulse growers, keeping the Saskatchewan industry growing and competitive.

SPG also collaborated with other provincial pulse grower groups, the National Science and Engineering Research Council (NSERC), Saskatchewan Agriculture and other groups to fund selected pulse projects. ■

FOR MORE INFO

Visit the Saskatchewan Pulse Growers' website at www.saskpulse.com.



Thousand kernel weight adds precision to your seeding

Mitchell Japp, MSc, PAg
Provincial Specialist, Cereal Crops
Crops and Irrigation Branch

The thought of counting and weighing 1000 seeds might appear daunting, but fortunately, seeding by thousand kernel weight (TKW) is relatively easy. The math is simple and the precision TKW can provide in your seeding rates is agronomically and financially rewarding.

Thousand kernel weight, sometimes called seed weight, should not be confused with test weight, also known as bushel weight. Thousand kernel weight is simply the weight of 1000 seeds; test weight is a measurement of seed density.

Thousand kernel weight varies between varieties, but also varies from year to year and field to field, regardless of variety. As a result, seeding by weight or volume can result in seeding too heavily or lightly. Seeding by TKW is a good agronomic practice, allowing precision in seeding rates that will maintain the crop's competitive ability, encourage even maturity and optimize crop yield.

For example, the seeding rate of two row barley with a target of 250 plants per square metre and a TKW of 40 grams would be more than half a bushel per acre less than if the TKW was 50 grams. Seeding by volume or by weight may lead to seeding too heavily or lightly—depending on the TKW—resulting in a plant population that is outside the optimal range, compromising some of the crop's potential.

Determining TKW can be done by counting and weighing 1000 seeds or at a seed lab for a relatively low cost—around $15 or less than 10 cents per acre on a quarter section. Although there is no requirement for TKW, certified seed retailers will often provide a TKW.

Using TKW to determine seeding rates requires a target plant population and germination and seedling mortality rates. Expected seedling survival is the germination rate less losses to additional seedling mortality. The adjacent formula can be used to determine seeding rate:

Seeding rate using TKW

Seeding rate (kg/ha)
= (target plant population/m²
X TKW in grams)
÷ expected seeding survival
(decimal format)
÷ 100

Seeding by TKW is relatively easy to do and allows growers to know precisely what is going into the ground so seeding rates and costs can be managed with precision. Seeding with precision will encourage good weed competition from the crop and even maturation, while making the most effective use of the seed input cost. ■

FOR MORE INFO

Contact Mitchell Japp, Provincial Specialist, Cereal Crops, at 306-787-4664 or mitchell.japp@gov.sk.ca.

Horse health: focus on Equine Infectious Anemia and West Nile Virus

Dr. Betty Althouse, DVM
Chief Veterinary Officer
Livestock Branch

Spring brings warmer weather and more opportunities to get outside with your horses. Working with a veterinarian to develop a horse health and disease prevention plan that includes vaccination, deworming and biosecurity can help keep your horses healthy. In Saskatchewan, there are two diseases that deserve some extra attention this spring: Equine Infectious Anemia and West Nile Virus.

Equine Infectious Anemia (EIA), also known as swamp fever, is spread by infected blood in biting flies, like horse flies, or through shared needles. Horses that appear healthy can be carriers of the EIA virus. Infected horses can develop severe anemia, weight loss and die from this disease. EIA is a federally reportable disease and cases must be reported to the Canadian Food Inspection Agency for control activities. However, testing is voluntary. In the past several years, multiple cases have been found in Saskatchewan with up to 70 per cent of horses in a herd infected. Positive horses taken to horse shows and races put other horses at risk. The most effective way to control this disease is through testing to identify positive horses. It is recommended that racing associations, horse shows and events and stables have policies in place whereby only horses with a negative EIA test certificate can enter the site. This helps protect all horses that co mingle. In addition, ask for a negative EIA test certificate as a condition of sale before purchasing a horse.

West Nile Virus (WNV) is spread by mosquitoes and can affect birds, horses and people. Both people and horses can suffer severe neurological effects from the disease. Fortunately for horses, there is an effective preventative vaccine available. Last year, there were 17 cases of WNV neurological disease diagnosed in Saskatchewan horses, and this number has been going up each year. Many affected horses were euthanized or had prolonged recovery without maintaining full former use. Vaccination protects your horse.

When you are discussing spring herd health with your veterinarian, be sure to ask about WNV vaccination and EIA testing. Once you know your own horse is EIA negative, insist that other horses you may mix with this summer are also negative. Help keep Saskatchewan horses healthy. ■

FOR MORE INFO

On WNV, visit www.agriculture.gov.sk.ca/West_Nile_Virus_Horses
On EIA, visit www.inspection.gc.ca/animals/terrestrial-animals/diseases/reportable/eia/eng/1329698749489/1329703176989.

Communication the key to successful federal community pasture transition

Brant Kirychuk
Manager, Leasing and Sales
Lands Branch

The transition of more than 1.6 million acres of land in 61 community pastures from federal to provincial administration, and then to patron management is a large and complex undertaking. The process requires coordination and communication with the federal government, patron entities and third-party users.

A priority is keeping open lines of communication. Lands Branch staff are in communication almost daily with their federal government counterparts. Ministry staff are attending patron meetings, and following up by phone or email. Farm Business Management Specialists have been working with patron groups on business planning and accessing program funding. The Forage Specialists are available to assist patron groups with range management. Communication is critical as the process is complex and a common understanding is required.

The patrons play a key role in this transition, as they must develop the model that works for them to take on the management of these lands. Through a series of meetings in February 2013 patrons brought forth a number of concerns and suggestions. Based on this feedback, policy changes were implemented including: allowing the use of the infrastructure at no cost, providing it is maintained; increasing the lease term from five to 15 years; and facilitating the purchase of the bull battery located on the pastures.

The transition has required a balanced approach giving consideration to current grazing leases and co-op pastures as well as to historical users of the pastures. Thus the rental structure and municipal tax responsibilities that are in these leases mirror what exists in other grazing leases the Ministry administers. The manner in which we calculate the rates has been endorsed during consultations with stakeholders over the last year. We have an obligation to be fair to all producers who use agricultural Crown land. The federal pasture lands have traditionally been used by hunters and these long-time users do not want to lose this access. Accordingly, hunters are the only users that have specific access provisions; all other users must have the consent of the patron group before accessing the land.

This undertaking is nearly unprecedented in this province in regards to the transfer of tenure and management of land. While the process has not been without its challenges, it is proceeding as pastures have transitioned to provincial administration and leases signed with patron entities. ■

Program launched to subsidize cost of commercial colostrum pasteurizers

Growing Forward 2

A federal-provincial-territorial initiative

Dr. Wendy Wilkins, DVM
Disease Surveillance Veterinarian
Livestock Branch

We all know that the milk we buy from the grocery store for our families is pasteurized. Pasteurization is the method of heating milk to kill disease-causing organisms and improve human health. The pasteurizing of milk has saved millions of lives all over the world. Milk pasteurizers have become recognized as a valuable tool for improving the quality of milk fed to calves on dairy farms for the same reason—healthier milk means healthier calves.

More recently, commercial colostrum pasteurizers were introduced to the market. These units pasteurize small batches of colostrum, killing harmful bacteria while maintaining quality of the antibodies in colostrum. Holding the colostrum at 60 C for 60 minutes effectively kills *Mycobacterium avium* subsp. *paratuberculosis*, the organism that causes Johne's Disease in cattle. It also kills other bacteria that can cause disease in the young calf, such as *Salmonella*, *E. coli* and *Clostridia*.

The Ministry of Agriculture has been working with provincial livestock stakeholders to develop biosecurity programs that meet the needs of the industry and the public. One such program, funded under Growing Forward 2, is the Saskatchewan Dairy Biosecurity Program. This program provides funding to producers to offset the cost of purchasing colostrum pasteurization units by reimbursing up to 50 per cent of the cost of the unit (to a maximum of $5,000 per producer).

To date the pasteurizer program has been well received by Saskatchewan dairy producers.

This program started March 2014 and runs until December, 2014 or until the available funding has been used. Applications are accepted on a first-come, first-served basis and the program is administered by SaskMilk.

The program has been well received with 24 pasteurizers being purchased to date. Producers can apply to this program by contacting Deb Haupstein at SaskMilk in Regina at 306-721-9486. ■

FOR MORE INFO

Contact Dr. Wendy Wilkins, Disease Surveillance Veterinarian, at 306-798-0253 or wendy.wilkins@gov.sk.ca.

Reducing injury hazards is first step in preventing footrot

Sean Thompson, MSc, AAg
Regional Livestock Specialist, Watrous
Regional Services Branch

Cow productivity during the summer months relies heavily on the ability to graze. Performance can be significantly set back due to mobility issues, with the most common pasture lameness attributed to footrot. The causes of footrot can be attributed to physical damage or softening of the skin between the hooves through continuous exposure to wet conditions, which allows an entry point for the bacteria *Fusobacterium necrophorum*. This is characterized by swelling and lameness in one or more feet. It is important to note there are other causes of lameness in cattle on pasture such as sand cracks, sprains, or digital dermatitis. Ensure that the problem is footrot before starting treatment, as the course of treatment will differ for each ailment.

F. necrophorum can be found in soil, but is also produced by the rumen and excreted in manure. Bacterial populations can also be high in areas such as a water source or shelter spot where cattle congregate. Potholes and rocks that line stream banks create an uneven surface that can be a hazard for puncture injuries, while the wet conditions favour bacterial growth. Gravel and crop stubble can also cause points of entry for the bacteria. The bacteria are shed by infected animals so it is important to treat footrot immediately to control transmission.

Reducing the potential for foot injury and keeping the hoof dry are the most effective methods for preventing footrot. If possible, limit the access of cattle to natural waterways and use alternative watering sources such as a portable trough system or underground piping.

Additionally, the trace minerals zinc and iodine have been shown to affect both hoof and skin tissues. Use of chelated minerals may improve the uptake of zinc and iodine, decreasing the incidence of foot injuries. In general, a balanced mineral program will support good overall cell integrity and immunity. While some recent vaccines have been developed as a preventative measure against footrot, the results have been variable and you should consult your veterinarian before choosing this option. ■

FOR MORE INFO

Contact the Regional Livestock Specialist at your nearest Saskatchewan Agriculture Regional Office; or
Call the Agriculture Knowledge Centre at 1-866-457-2377.

Controlling hydrogen sulfide emissions from swine operations

Gases and odours emitted from pig production operations is a public concern associated with the swine industry. With the help of funding provided by the Saskatchewan Agriculture Development Fund (ADF), Sask Pork, Alberta Pork and Manitoba Pork, a research team involved in a 2009 study aimed to assess the feasibility of a bio-treatment process developed in the oil industry to address this concern.

Reducing the amount of hydrogen sulfide (H_2S) in swine operations is a public safety matter. Exposure to hazardous levels of H_2S has been cited as the cause of death in various fatalities at swine operations. The concentration of H_2S in some swine operations can spike to more than 100 parts per million during certain manure handling activities, which can pose immediate danger to life and health of those exposed. Not only are high concentrations of H_2S dangerous for humans, but the emitted gas can hasten corrosion of reinforced concrete, and other structures such as slatted floors and manure channels.

Reducing the amount of hydrogen sulfide (H_2S) in swine operations is a public safety matter.

In previous experiments, researchers found that the application of metabolic inhibitors to swine manure in a closed system decreased the level of H_2S from 1500 parts per million to 50 parts per million. However, in order to replicate these results in open-air environments such as a barn, further experiments had to be conducted. Also, the effect of the treatment on manure nutrient properties had to be evaluated to assess any environmental impacts.

Phase one of the experiment consisted of the isolation, enrichment and characterization of the bacterial culture. This included isolating the indigenous bacterial species in manure slurry and assessing its ability to metabolize and remove H_2S. Phase two consisted of a semi-pilot and room-scale evaluation of the treatment to determine the impact of the treatment on emissions and manure nutrient properties.

In the research, experiments on the effects of manure age on H_2S emissions and the levels of nitrite and molybdate required for effective control of these emissions were conducted. The research shows that, in a closed environment, the emissions of H_2S depended on manure age, with fresh manure emitting the highest levels of H_2S, and manure that was one to six months old having the lowest levels of H_2S. This finding was contrary to the expected trend that as manure aged in storage, more H_2S will be subsequently generated. Also, the level of nitrate required to lower those emissions decreased as the manure got older.

The results of the study show that applying molybdate to swine manure was an effective way to control the emission of H_2S. The extent of this effect depended on the age of the manure, and the researchers noted that an increase in manure age led to lower H_2S emissions. The addition of nitrite initially led to lower levels of H_2S, but its effects were only temporary and not as persistent as molybdate which maintained a low level of H_2S over an extended time period of at least six months. While the combined addition of nitrite and molybdate had an effect on the emission of H_2S from aged manure, this effect was not evident on fresh manure. It is important to note that while the treatment reduced levels of H_2S in commercial swine barns, the treatment was not effective at lowering levels of ammonia and carbon dioxide. The researchers also noted that a cost study for a typical 300 sow-operation (7500 finished pigs per year) indicated that costs associated with the treatment application amounted to less than one per cent of the total costs associated with a complete growth cycle, making the treatment process financially sound. In terms of the environmental impacts of the treatment, tests showed that the soils exposed to treated and untreated manure did not have levels of molybdenum that could cause potential toxicity to both plants and grazing animals.

Because high levels of H_2S are encountered mainly during manure handling activities, such as pulling pit plugs to drain manure slurry from underfloor pits, the researchers suggested that the addition of nitrite and molybdate should be carried out 24 to 48 hours before carrying out activities that could potentially generate high H_2S levels. It is also beneficial to apply the treatment during this time period because nitrite instantly decreases levels of H_2S, but only for a short time period.

While both applications of the nitrite and molybdate were effective in reducing gaseous emissions, the molybdate was especially important as it maintained the low levels of H_2S for up to six months, while the effects of the nitrite were only temporary. Because of this, only the molybdate was used in the open semi-pilot scale system and room scale tests.

The research proved that an application of a molybdate and nitrite treatment to swine manure is an effective way to reduce H_2S emissions in a commercial swine operation.

The Agriculture Development Fund provides funding to institutions, companies and industry organizations to help them carry out research, development and value-added activities in the agriculture and agri-food sector. The results produce new knowledge, information and choices in technologies, techniques and varieties for farmers, ranchers, processors and input suppliers, to improve the competitiveness of Saskatchewan's agriculture sector.

In 2014, the Saskatchewan Ministry of Agriculture and Agriculture and Agri-Food Canada committed $11.2 million in new funding for 73 ADF research projects through Growing Forward 2, a federal-provincial-territorial initiative. ■

FOR MORE INFO

Visit the Saskatchewan Agriculture research reports page at www.agriculture.gov.sk.ca/ADF/Search and enter the report number #20060133 into the search function.

Manure compost windrow being turned.

Saskatchewan launches provincial rabies program

by Dr. Wendy Wilkins, DVM
Disease Surveillance Veterinarian
Livestock Branch

The Canadian Food Inspection Agency (CFIA) has withdrawn from national rabies programming. As of April 1, 2014, it no longer collects, processes or ships specimens for rabies testing, or engages in any animal health response activities for animals believed to be rabid, or believed to have come in contact with a rabid animal.

To continue to protect the health and safety of the Saskatchewan human and domestic animal populations, a provincial rabies response program has been developed through a collaboration between the Ministry of Agriculture and the Ministry of Health. Under this program, private veterinarians across the province will collect samples from suspect animals and submit these for rabies testing under direction from the program's Rabies Risk Assessment Veterinarian (RRAV). Test results will be reported back to the submitting veterinarian and to the RRAV, who will ensure that test results are further distributed to all relevant parties. The RRAV will also coordinate any response and follow-up activities necessary in the event of a positive rabies test result.

If a domestic animal (pet or livestock) is suspected of having rabies, the local veterinarian should also be contacted. If a wild animal is suspected of having rabies, the local conservation officer should be contacted for advice on animal control options. Whenever possible, the wild animal should be retained for testing. Conservation officers can be reached through the Ministry of Environment's toll free line at 1-800-667-7561.

Anyone who suspects that an animal may be carrying rabies should contact the Saskatchewan Provincial Rabies Response Program at 1-844-7-RABIES (1-844-772-2437).

In the event that someone is scratched or bitten by the suspect animal, the affected area should be washed immediately with soap and warm water and the victim taken to a primary health care provider or local emergency room as soon as possible. For more information on dealing with animal bites, call the Saskatchewan HealthLine by dialing 811. ■

FOR MORE INFO

Contact Dr. Wendy Wilkins, Disease Surveillance Veterinarian, at 306-798-0253 or wendy.wilkins@gov.sk.ca.

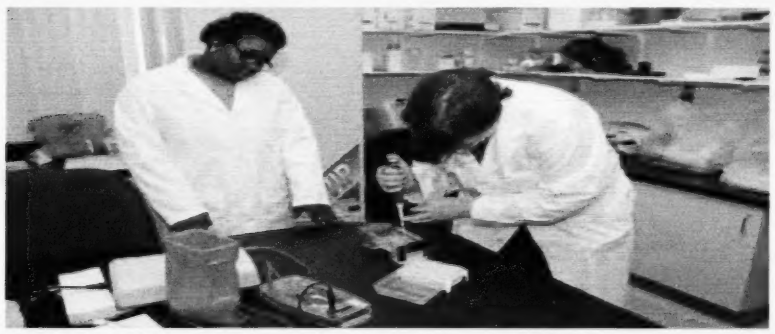
Crop Protection Lab: Helping producers grow healthier crops

Cecilia Peluola, Ph.D, PAg
Supervisor, Crop Protection Laboratory
Crops and Irrigation Branch

Saskatchewan Agriculture's Crop Protection Laboratory at 346 McDonald Street in Regina provides producers with diagnostic services on most crop health issues. The lab receives samples from the Ministries of Agriculture and Environment, or from individual growers, crop insurance adjustors, agribusiness representatives and market/home gardeners.

The Crop Protection Laboratory provides diagnostic services for a fee in the following areas:

- **Diseases and Disorders.** Testing is done for diseases caused by fungi, bacteria, viruses, phytoplasmas, chemical injury and environmental issues. Diagnosis of fungal plant diseases is performed primarily through assessment of plant symptoms, visual microscopic examination and isolation of fungal organisms on artificial media. Viral and bacterial diagnoses are based on visible signs and symptoms. Enzyme-linked Immunosorbent Assay (ELISA) testing is available to identify wheat streak mosaic virus (WSMV).
- **Insect and weed identification.** Samples of unknown weeds or insects encountered during the growing season are submitted for visual identification and are processed using diagnostic keys.
- **Herbicide resistance.** Testing is carried out on any air-dried weed seeds suspected of escaping herbicide treatment during the growing season. Most groups of herbicides and different weed seeds can be tested. Testing at the laboratory is done in collaboration with Agriculture and Agri-Food Canada.



Dr. Peluola and Plant Technician Sharla Lozinsky prepare samples for PCR testing.

New technology at the lab

Recent upgrades to the Crop Protection Lab included the addition of technology to perform polymerase chain reaction (PCR) testing. PCR technology has the potential to improve or replace a wide variety of diagnostic techniques used at the lab. Currently, it is being used to diagnose samples collected by the provincial crop disease surveys. In the future, it may be used to diagnose other major plant diseases in Saskatchewan. ■

FOR MORE INFO

And for lab diagnostic request forms:
Visit www.agriculture.gov.sk.ca/Crop_Protection_Lab
or call 1-306-787-8130.

Insect monitoring programs in 2014

Scott Hartley, PAg
Provincial Specialist, Insect and Vertebrate Pests
Crops and Irrigation Branch

The Saskatchewan Ministry of Agriculture collaborates with Agriculture and Agri-Food Canada, the Saskatchewan Crop Insurance Corporation, the Canola Council of Canada, individual farmers and industry agrologists to monitor major insect pests in Saskatchewan.

The information collected through these surveys is used to generate forecast maps that indicate potential insect problems. This data allows us to determine if an economically harmful insect is present in a region, track insect expansion into new areas and assist in research projects. This information is also used by crop protection product distributers to ensure that products are in place and available for control of the pest.

Insect monitoring for bertha armyworm on canola.

The *Bertha Armyworm Monitoring Program* consists of approximately 125 cooperators reporting moth counts from approximately 200 sites across the province. The cooperators collect and report weekly moth counts from a pheromone-based trapping system that attract male moths. The reports are used to monitor population levels and produce weekly risk maps based on cumulative moth counts from June to early August.

Diamondback Moth Monitoring utilizes pheromone traps to detect the arrival of these migrating pests. Agriculture and Agri-Food Canada also monitors wind trajectories to identify wind currents favourable to bringing the moths onto the Prairies.

The *Grasshopper Survey* is conducted by Saskatchewan Crop Insurance field personnel in the fall. The survey reflects the number of adult grasshoppers capable of reproduction and egg laying. The data provides an estimate of potential risk from grasshoppers to crops in the following spring.

The *Wheat Midge Survey* is conducted in the fall. A risk map is generated based on the number of viable cocoons found in the soil and provides a general picture of existing densities and the potential for infestation in 2014.

Three more recent crop pests in Saskatchewan, the *Cabbage Seedpod Weevil*, *Pea Leaf Weevil* and *Swede Midge* are also being monitored. Field surveys are conducted in late spring and early summer and infestation maps are produced. ■

FOR MORE INFO

Contact your local Regional Crop Specialist or visit Saskatchewan Ministry of Agriculture website at: www.agriculture.goc.sk.ca and scroll down to the Shortcuts Section and link to the Maps Section.

SCIC evolving with technology

New technology is evolving the way that agri-business is conducted. Through mobile phones and tablets or social media, producers have access to a variety of tools. CropConnect and AgConnect are web applications that allow Saskatchewan producers to conduct their business online. With these applications, customers are able to access their program information easily and instantly while reducing the amount of paperwork. Whether it's reviewing and submitting AgriStability information on AgConnect, or entering insurance selections for Crop Insurance on CropConnect, Saskatchewan Crop Insurance Corporation (SCIC) is committed to providing beneficial tools for producers and their businesses. Technology is a part of our lives everywhere we go, and increasingly, it's a part of our businesses too.

AgConnect

In 2012, SCIC launched AgConnect, a secure online tool for reviewing and submitting AgriStability information. With AgConnect, Saskatchewan producers and their accountants or form preparers can instantly view historical program information and submit program forms without having all the paperwork. They can access Enrolment/Fee Notices, attach documentation and verify if program forms have been submitted.

AgConnect eForms are an online tool for submitting program information to SCIC. By using eForms you can reduce the need to file program information through traditional methods such as mail or fax, and you increase the likelihood of your program forms being processed sooner as the information arrives quicker to AgConnect. eForms give individuals, corporations, co-operatives and other entities the flexibility of completing and submitting both their tax (income and expense) and supplementary information to SCIC. AgConnect eForms are considered smart forms. They are designed to display error or correction messages when information is missing. This ensures all the required data is entered into eForms before it can be submitted to SCIC for processing. There is also an automatic save function that is a part of eForms, ensuring you will not lose what you had been working on if something happens to end a session.

CropConnect

The successful launch of AgConnect paved the way for the redesign of CropConnect. Building on the positive response to AgConnect, CropConnect is designed to work with those Crop Insurance customers who want to conduct more of their business online and reduce or eliminate paperwork. CropConnect allows Crop Insurance customers the flexibility of providing program information online from a home computer or mobile device. The improved user experience makes it easier and intuitive for producers to use. With the improved tool you can enter insurance selections, estimate premiums with the insurance calculator, add or delete crops, select options and select the level of coverage.

In addition to selecting their coverage needs, customers can also fill out Seeded Acreage Reports and Production Declarations or file a post harvest claim. Seeded Acreage Reports can be completed for all of the land and crops you grow. At any time in the process, the tool allows you to save your information and print off a paper copy for your records. Customers can also view historical information on previously reported years.

All customers would have received a letter in February of 2014 with instructions and an activation code for accessing CropConnect. If you misplaced this letter or are new to the program, visit your local Crop Insurance office or phone 1-888-935-0000 and a customer service representative will help you get started with CropConnect.

With technology constantly evolving in agriculture and producers adapting these methods to conduct business, it is important for SCIC to meet the growing demands of farmers and ranchers. CropConnect and Agconnect will provide quicker customer processing and is a convenient way for producers to conduct all their AgriStability and Crop Insurance business. ■

FOR MORE INFO

Contact your local Crop Insurance customer service office;
Call 1-888-935-0000; or
Visit www.saskcropinsurance.com.

Producer groups receive funding to implement on-farm food safety programming

Growing Forward 2

A federal-provincial-territorial initiative

Sandra Stanger
Manager
Financial Programs Branch

Under Growing Forward 2 (GF2), a federal-provincial-territorial initiative, seven provincial agricultural producer organizations are approved to receive more than $1 million in 2014-2015 to assist producers with the implementation of industry-specific, nationally recognized, on-farm food safety systems.

Each group has been given the flexibility to tailor their programming and funding to suit their specific priorities while still meeting the terms of the GF2 initiative. Each commodity group is responsible for delivering their on-farm food safety program, including any educational and promotional activities, and producer directed funding. Producers are not required to be members of the associated commodity group to access the on-farm food safety programming offered by these groups.

Producers are provided specific training on commodity-related food safety systems through workshops and seminars, with some organizations also offering online training. In 2013-2014, more than 500 producers took training. Along with workshops and seminars, on farm food safety is promoted at a number of industry events, by newsletters and on the web. Some groups also provide funding for technical advice, food-safety-related equipment and first certification audits. In 2013-2014, more than 70 producers accessed funding for implementation efforts. These efforts will be built upon in 2014-2015.

For information on specific on farm food safety programming and funding available, contact the associated commodity group following:

COMMODITY	OFFS SYSTEM	PROVINCIAL DELIVERY AGENT
Beef cattle	Verified Beef Production Program	**SASKATCHEWAN QUALITY STARTS HERE/ VERIFIED BEEF PRODUCTION WORKING GROUP INC.** Coy Schellenberg, Provincial Coordinator Box 201, Beechy, SK S0L 0C0 Email: office@saskvbp.ca Website: **www.saskvbp.ca** Phone: 306-859-9110
Sheep	Food Safe Farm Practices	**SASK. SHEEP DEVELOPMENT BOARD** Gordon Schroeder, Executive Director 2213C Hanselman Court Saskatoon, SK S7L 6A8 Email: gordsheepdb@sasktel.net Website: **www.sksheep.com** Phone:306-933-5582
Dairy	Canadian Quality Milk Program	**SASKATCHEWAN MILK MARKETING BOARD** Deb Haupstein, OFFS Coordinator 444 McLeod St., Regina, SK S4N 4Y1 Email: deb.haupstein@saskmilk.ca Website: **www.saskmilk.ca** Phone: 306-721-9486
Potatoes Leafy vegetables and cruciferae Bulb and root vegetables Fruiting vegetables Asparagus, sweet corn and legumes	CanadaGAP	**SASK. VEGETABLE GROWERS' ASSOCIATION** Murray Gray, OFFS Program Contact Box 35, Aylsham, SK S0E 0C0 Email: m.d.gray@sasktel.net Website: **www.svga.ca** Phone: 306-862-3798
Greenhouse production	CanadaGAP	**SASK. GREENHOUSE GROWERS ASSOCIATION** Cherylynn Walters, OFFS Coordinator **Saskatchewan Greenhouse Growers Association** PO Box 332, Grayson SK S0A 1E0 Email: saskgga@gmail.com Website: **www.saskgreenhouses.com** Phone: 306-794-2051
Small fruit Tree and vine fruit	CanadaGAP	**SASK. FRUIT GROWERS ASSOCIATION** Patty Stewart, Administrator Box 1107, Yorkton, SK S3N 2X3 Email: kp.stewart@yourlink.ca Website: **www.saskfruit.com** Phone: 306-782-0256
Herbs and spices Natural products	Canadian Herb, Spice and Natural Health Product Coalition Good Agriculture and Collection Practices (CHSNC GACP)	**SASK. HERB AND SPICE ASSOCIATION** Connie Kehler, Executive Director P.O. Box 7568, Station Main Saskatoon, SK S7K 4L4 Email: shsa@sasktel.net Website: **www.saskherbspice.org** Phone: 306-694-4622

Events calendar

Date	Event	Location	Phone	Internet
May 10 – 11, 2014	Spring Youth Appaloosa Show	Golden Mile Exhibition Grounds Moose Jaw, SK	306-545-2567	**www.saskapp.ca**
May 16 – 19, 2014	Band City Quarter Horse Show	Golden Mile Exhibition Grounds Moose Jaw, SK	306-641-4106	**www.sqha.org**
May 21, 2014	Deadline to seed camelina in the brown soil zone. Deadline to seed all classes of chickpeas.		1 888 935 0000	**www.saskcropinsurance.com**
May 31, 2014	Deadline to provide production contact information to Crop Insurance, under the Contract Price Option.		1 888 935 0000	**www.saskcropinsurance.com**
June 11 13, June 16 18	Agricultural Operator Program – Module 2	Parkland College Yorkton, SK	1 866 783 6766	**www.parklandcollege.sk.ca/programs**

Leading by example

Shelley Jones
Manager, Agricultural Awareness Unit
Regional Services Branch

Given the close connection between them and the land, it is no surprise that farmers and ranchers are leaders when it comes to environmental stewardship. Producers' way of life depends on their ability to use land to grow food; it is in their best interests to protect it far into the future. The Ministry of Agriculture recognizes this issue's importance and is helping Saskatchewan farmers lead by example with an entire section of Growing Forward 2 (GF2) programming. The "Environment Chapter" of GF2 was created with the intention of improving both producer and public understanding of the possible environmental impacts of agriculture, and to encourage farmers to reduce their environmental footprint. This chapter also includes the development and updating of Environmental Farm Plans (EFPs).

Since 2005, farmers and ranchers have completed nearly 12,000 EFPs. Although tailored to each farm operation, there is still a common theme among EFPs: long term sustainability. This theme is the motivator for farmers and the driving force behind the EFPs. Whether it is stabilizing soil erosion by sowing more fragile land to grass, incorporating exclusion fencing and solar-powered watering systems to prevent livestock from entering water sources, or using variable rate fertilizer technology to target application rates to maximize plant utilization and minimize nutrient loss, Saskatchewan farmers and ranchers are walking the sustainability talk; the environment and their farms are both beneficiaries.

The Farm Stewardship Program recognizes the need for Saskatchewan farmers and ranchers to stay ahead of the curve when it comes to environmental best practices and offers financial incentives for them to continuously improve. These incentives were created on a cost share basis with reimbursements ranging from 30 to 75 per cent with a maximum payment cap of $50,000 for the life of the program. Saskatchewan farmers and ranchers are encouraged to participate in this program and deserve recognition and praise for the work they have already done, and will continue to do, to take care of our environment. ■

FOR MORE INFO Visit www.agriculture.gov.sk.ca/GF2-EnvironmentalFarmPlan.

Government of Saskatchewan